



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 septembre 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 septembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport final, soumis en application du paragraphe 21 c) de la résolution.

Le rapport a été communiqué le 18 août 2023 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) concernant Haïti, qui l'a examiné le 8 septembre 2023.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport final à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Groupe d'experts sur Haïti créé par la résolution
[2653 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité



Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti présenté en application de la résolution 2653 (2022)

Résumé

Depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2653 (2022), les conditions de sécurité se sont encore détériorées en Haïti, principalement dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, où la violence armée et les violations des droits humains augmentent et les gangs étendent leur contrôle sur de nouveaux territoires. À la date de soumission du présent rapport, la violence des gangs touche l'ensemble de Port-au-Prince. Les gangs contrôlent ou tiennent sous leur influence 80 % de la zone métropolitaine, mais les 20 % restants ne sont pas non plus à l'abri de leurs incursions.

L'absence de représentants élus, les fortes divisions politiques et la lenteur de la transition politique concourent à maintenir une très mauvaise gouvernance, qui ne favorise pas une action efficace des autorités face aux crises sociales et économiques actuelles ou liées à la sécurité. Les problèmes politiques et l'insécurité rendent incertaine la tenue d'élections cruciales tant attendues.

L'économie haïtienne continue d'être contrôlée par un groupe relativement restreint de familles puissantes, qui mettent leurs intérêts commerciaux concurrents au-dessus de tout et comptent dans leurs réseaux des personnalités politiques et des responsables gouvernementaux. Plusieurs membres des élites économique et politique siphonnent les ressources publiques et mettent les gangs et la violence au service de leurs objectifs politiques ou économiques, tout en sapant l'état de droit pour préserver leur impunité ; ils menacent ainsi la paix, la sécurité et la stabilité du pays.

La tenue d'élections dans un avenir proche apparaissant hypothétique et des sanctions unilatérales frappant un certain nombre de personnalités haïtiennes, les gangs semblent s'émanciper de plus en plus de leurs bailleurs traditionnels, aidés en cela par la diversification de leurs revenus. Cependant, si l'on constate un recul actuel de la collusion visible entre les gangs et certains membres de l'élite politique et économique, on ne saurait en déduire un désengagement complet.

Pendant la période considérée, la coalition du G-Pèp et ses alliés à Port-au-Prince ont fortement renforcé leur coopération et diversifié leurs revenus, notamment grâce aux enlèvements contre rançon, ce qui leur a permis de renforcer leur capacité de combat. L'influence de Johnson André (alias « Izo »), l'un des chefs du gang 5 Segond, augmente de plus en plus dans l'alliance du G-Pèp en général ; il apporte un appui en hommes et en armes à feu à ses alliés, y compris pour servir ses propres objectifs criminels. Jimmy Chérizier (alias « Barbecue ») (HTi.001) – le seul individu visé dans le cadre de la résolution 2653 (2022) au moment de la soumission du présent rapport – est toujours à la tête de l'alliance rivale, « Famille G9 et alliés », qui lance de grandes attaques sanglantes contre des quartiers sous le contrôle de gangs rivaux, commettant de nombreux meurtres et viols et entraînant des déplacements de population. Le département de l'Artibonite, au nord de la capitale, connaît également une forte progression de la violence des gangs, plusieurs d'entre eux continuant de commettre des crimes effroyables contre la population et la police.

Les niveaux de violence et la profondeur de la cruauté auxquels les gangs sont prêts à se laisser aller quand ils commettent ces violations des droits humains sont sans précédent ; ils attaquent régulièrement et de façon indiscriminée la population et bloquent l'aide humanitaire. La violence sexuelle et fondée sur le genre et le viol en

particulier sont devenus l'une des manifestations les plus horribles de la violence ces deux dernières années. Cette violence et cette insécurité ne compromettent pas seulement la transition politique, elles anéantissent l'économie nationale et menacent l'avenir du pays, car nombre d'enfants ne vont pas à l'école et nombre de personnes qualifiées quittent le pays.

Étant donné l'absence presque totale de condamnations ces trois dernières années et le sentiment d'insécurité et d'impunité qui en découle, le mouvement de justice populaire *Bwa Kale*, lancé en avril 2023, s'est étendu à l'ensemble du pays. Ce mouvement, qui est responsable de plusieurs centaines d'exécutions atroces de membres présumés de gangs, favorise le renforcement des groupes d'autodéfense existants et la création de nouveaux.

L'insécurité, le vide institutionnel et les faibles contrôles aux frontières servent les intérêts des criminels, notamment des trafiquants de drogue, qui intensifient leurs opérations. La crise haïtienne a des répercussions sur l'activité criminelle transnationale dans la région, la demande et la circulation d'armes à feu illicites en Haïti alimentant le trafic en République dominicaine et en Jamaïque.

Le trafic d'armes et de munitions est l'un des principaux moteurs de l'expansion des gangs et des niveaux extrêmes de violence armée dans le pays. La demande constante d'armes à feu et de munitions par les gangs et les civils et leurs prix très élevés en Haïti ont entraîné la création d'une myriade de petits réseaux transnationaux de « trafic de fourmi ». Les gangs disposent d'arsenaux de plus en plus sophistiqués et leur puissance de feu dépasse celle de la Police nationale d'Haïti, la seule agence de sécurité encore opérationnelle dans le pays, qui ne dispose pas de moyens de riposte suffisants. Tel que conçu, l'embargo sur les armes ciblé imposé par le Conseil dans la résolution [2653 \(2022\)](#) reste inefficace ; envisager d'étendre son champ d'application est une question urgente.

Les parties prenantes haïtiennes rencontrées par le Groupe d'experts estiment que les sanctions ne peuvent à elles seules enrayer les niveaux actuels de violence armée dans le pays et qu'elles doivent être complétées par un appui solide de la communauté internationale en matière de sécurité ; toutefois, elles ont exprimé l'espoir de voir le régime de sanctions de l'ONU s'étendre et s'appliquer rapidement.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	6
A. Mandat	6
B. Missions d'établissement des faits	6
C. Méthodologie	7
D. Coopération avec d'autres entités	7
II. Situation politique et économique et conditions de sécurité	7
A. Transition politique	7
B. Sécurité	8
1. Contexte	8
2. Forces de l'ordre	9
3. Système judiciaire	10
4. Incidences régionales	11
C. Sanctions et mesures unilatérales	11
D. Situation économique	12
III. Informations pouvant servir à désigner des personnes ou entités qui se seraient livrées, directement ou indirectement, à des activités menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité d'Haïti	13
A. Gangs en Haïti	13
1. Répartition des gangs	13
2. Dynamique des gangs	16
2.1 Combats entre le G9 et le G-Pèp	16
2.2 <i>Bwa Kale</i> et le renforcement des groupes d'autodéfense	16
2.3 Dynamique de l'alliance du G-Pèp	18
3. Financement des gangs	19
3.1 Liens entre les acteurs politiques et économiques et les gangs	19
3.2 Sources de revenus	22
B. Dynamique de la criminalité transnationale	23
1. La faiblesse des contrôles aux frontières et la corruption favorisent les activités criminelles	23
2. Trafic et détournement d'armes et de munitions	24
2.1 Typologie des armes à feu illicites en Haïti	25
2.2 Routes du trafic	26
2.2.1 Trafic en provenance des États-Unis	26
2.2.2 Trafic en provenance de la République dominicaine	27
2.2.3 Trafic en provenance d'Haïti	27

2.3	Détournement d'armes et de munitions en Haïti	27
2.3.1	Détournement des stocks nationaux	27
2.3.2	Possession d'armes par des civils.	28
2.3.3	Sociétés de sécurité privées	28
3.	Trafic de drogue	29
4.	Traite des personnes et trafic de migrants	31
C.	Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou constituant des atteintes aux droits humains	32
1.	Violence sexuelle et fondée sur le genre.	32
2.	Recrutement d'enfants	33
3.	Instrumentalisation de la faim et violations du droit à l'alimentation	34
4.	Attaques indiscriminées contre la population.	34
5.	Obstacles à l'assistance humanitaire.	36
	Attaques contre les organismes des Nations Unies	36
6.	Violations par la police	37
IV.	Flux financiers illicites	37
1.	Détournement des fonds Petrocaribe.	38
2.	Détournement de recettes douanières	39
3.	Détournement de l'aide bilatérale	39
V.	Application des mesures adoptées aux paragraphes 3, 6 et 11 de la résolution 2653 (2022)	40
	Recommandations	40
Annexes	42

I. Introduction

A. Mandat

1. Par sa résolution [2653 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a créé un régime de sanctions prévoyant une interdiction de voyager, un gel des avoirs et un embargo sur les armes ciblé concernant des personnes et entités désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) comme étant responsables ou complices d'activités faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité en Haïti ou comme ayant pris part, directement ou indirectement, à de telles activités. À ce jour, le Conseil de sécurité a désigné un individu : Jimmy Chérizier (alias « Barbecue ») (HTi.001).
2. Le Secrétaire général a créé un groupe d'experts composé de quatre personnes chargées d'aider le Comité à s'acquitter de son mandat, notamment en lui fournissant des informations pouvant servir à désigner des personnes ou entités qui se livreraient aux activités décrites aux paragraphes 15 et 16 de la résolution [2653 \(2022\)](#). De plus, le Conseil a demandé au Groupe d'experts de réunir, d'examiner et d'analyser toutes informations provenant des États, des organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans la résolution, en particulier celles qui portent sur la source ou les itinéraires du trafic d'armes en Haïti ou des faits entravant la transition politique.
3. Le Groupe d'experts soumet le présent rapport au Conseil de sécurité en application du paragraphe 21 c) de la résolution [2653 \(2022\)](#).

B. Missions d'établissement des faits

4. Depuis sa nomination, le Groupe d'experts s'est rendu quatre fois en Haïti : à Port-au-Prince (département de l'Ouest), à Cap-Haïtien (département du Nord), à Port-de-Paix (département du Nord-Ouest) et dans la ville frontalière de Ouanaminthe (département du Nord-Est).
5. À ces occasions, le Groupe d'experts a rencontré des représentants des institutions haïtiennes, notamment le Ministère des finances, le Ministère de la justice, le Ministère de la défense, la Police nationale d'Haïti, les unités financières et chargées de la lutte contre la corruption, les services des douanes ainsi que des représentants des secteurs politique et privé, des organisations de la société civile, d'anciens membres de gangs, des personnes vivant dans des zones contrôlées par des gangs et d'autres victimes de la violence liée aux gangs, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre. De plus, le Groupe d'experts a interrogé des experts nationaux et internationaux dans les domaines politique, économique et social travaillant en Haïti ou sur Haïti ainsi que des analystes de la diaspora.
6. Le Groupe d'experts a également rencontré la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ainsi que divers services de son bureau, plusieurs organismes des Nations Unies, dont l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales et de missions diplomatiques.
7. Le Groupe d'experts s'est également rendu au Canada, en Colombie, en République dominicaine, en France, au Mexique et aux États-Unis d'Amérique pour des missions d'enquête. Chaque fois, il a reçu un soutien positif de la part des différentes autorités nationales rencontrées. De plus, en juin 2023, le Coordinateur du Groupe d'experts a accompagné le Président du Comité du Conseil de sécurité créé

par la résolution 2653 (2022) lors de sa mission en Haïti et en République dominicaine¹.

C. Méthodologie

8. Le Groupe d'experts a mené son enquête de manière professionnelle et technique, en respectant les principes de transparence, d'objectivité, d'impartialité et d'indépendance. Ses méthodes ont été en parfaite conformité avec les méthodes et meilleures pratiques recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997). Le Groupe d'experts a privilégié la transparence et l'utilisation de sources fiables, notamment de preuves documentaires, et de sources indépendantes vérifiables et donné aux personnes ou entités concernées la possibilité de répondre (voir annexe 1).

9. Tout en s'engageant à respecter la transparence, le Groupe d'experts entend prendre grand soin de ne pas divulguer d'informations d'identification, le cas échéant, afin de protéger les sources, compte tenu des niveaux extrêmes d'insécurité en Haïti.

10. Le Groupe d'experts a envoyé de nombreuses demandes d'information aux États Membres, y compris à plusieurs membres du Comité (voir annexe 1). Il remercie les États Membres qui ont répondu et précise une fois de plus que ces informations sont d'une importance cruciale pour ses travaux.

D. Coopération avec d'autres entités

11. Conformément à la résolution 2653 (2022), le Groupe d'experts coopère de manière très positive avec le BINUH et l'ONUSC et collabore avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM), notamment avec son organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité. Le Groupe d'experts a bénéficié d'un excellent soutien de la part du BINUH et de l'ONUSC, notamment pour l'accès à plusieurs points d'entrée, ce dont il leur est très reconnaissant. Il se félicite de la collaboration continue qu'il reçoit de divers ministères et administrations du Gouvernement haïtien.

II. Situation politique et économique et conditions de sécurité

A. Transition politique

12. L'assassinat du Président Moïse en juillet 2021 a enfoncé le pays dans une crise politique et une crise de la sécurité, déjà très graves. De profondes divisions politiques et d'âpres rivalités freinent la transition politique. Le mandat des anciens sénateurs du pays ayant expiré en janvier 2023, il n'y a plus de responsable démocratiquement élu, d'où la très mauvaise gouvernance. Le pays n'a pas organisé d'élections présidentielle, législatives ou municipales depuis 2016.

13. Pendant la période considérée (octobre 2022 à août 2023), la transition politique a progressé, avec la signature, le 21 décembre 2022, du Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes, également appelé « Accord du 21 décembre », par le Premier Ministre et divers acteurs politiques ainsi que des représentants de la société civile, de groupes religieux et du secteur privé. Bien qu'une partie des acteurs politiques et de la société civile aient remis en question la légitimité et la légalité du Premier Ministre et refusé de se joindre à l'accord, celui-ci demeure

¹ Voir <https://press.un.org/fr/2023/sc15374.doc.htm>.

l'initiative la plus consensuelle à ce jour. L'accord comprend un certain nombre de mesures prévoyant l'organisation, en 2023, d'élections nationales et de la formation, d'ici à février 2024, d'un nouveau gouvernement ainsi que la révision de la Constitution.

14. Malgré la lenteur de l'exécution de l'accord et un calendrier apparemment impraticable, deux étapes ont été franchies. Premièrement, un haut conseil de la transition a été créé chargé de définir une orientation stratégique pour la transition et de coordonner le dialogue politique. Deuxièmement, la Cour de cassation, devant laquelle prêteront serment les futurs membres du Conseil électoral provisoire, l'organe chargé d'organiser les élections, a été rétablie.

15. Des initiatives visant à élargir le consensus politique ont été prises récemment, notamment la tenue en mai d'un forum politique par le Haut Conseil de la transition et la facilitation du dialogue par la CARICOM. En juin 2023, la CARICOM a organisé des consultations à Kingston, auxquelles ont participé le Premier Ministre ainsi que des acteurs politiques et des membres de la société civile haïtienne, y compris des membres de l'opposition, tels que le Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) et le Bureau de suivi de la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise (connue sous le nom de Groupe Montana). Pendant les consultations, le Premier Ministre a réitéré sa volonté de parvenir à un consensus national plus large et d'avancer vers l'organisation d'élections en élargissant le Conseil, en lançant une révision constitutionnelle et en formant un gouvernement d'unité nationale².

16. Alors que le dialogue est indispensable au rétablissement de la sécurité et des institutions démocratiques dans le pays, maints observateurs haïtiens et internationaux déplorent que les principaux acteurs politiques du pays refusent le compromis. De plus, alors qu'on essaie d'établir la composition du Conseil électoral provisoire, plusieurs secteurs de la société civile refusent de s'engager dans le processus, au motif qu'il n'est pas réaliste d'organiser des élections compte tenu de l'insécurité actuelle.

B. Sécurité

1. Contexte

17. Depuis l'adoption de la résolution 2653 (2022), la sécurité s'est encore détériorée en Haïti, principalement dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, où l'on constate une augmentation de la violence armée et du contrôle exercé par les gangs sur de nouveaux territoires. Aujourd'hui, ces gangs exercent leur contrôle et leur influence sur 80 % de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (voir par. 45 à 50).

18. Les gangs sont de plus en plus forts, riches, armés et autonomes. Ces trois dernières années, ils ont diversifié encore davantage leurs sources de revenus, notamment en multipliant les enlèvements (voir sect. III.A.3). De plus, ils ont acheté de nombreux fusils semi-automatiques, rendant ainsi leurs arsenaux plus sophistiqués et plus meurtriers et acquérant une puissance de feu supérieure à celle de la police (voir par. 45 à 50).

19. Les niveaux de violence et de cruauté auxquels les gangs sont prêts à se laisser aller quand ils commettent des violations des droits humains sont sans précédent (voir sect. III.C). Cette violence et cette insécurité ne compromettent pas seulement la transition politique, elles anéantissent l'économie nationale (voir par. 42 à 44 plus

² Voir <https://caricom.org/statement-from-the-meeting-of-the-caricom-eminent-persons-group-with-haitian-stakeholders-in-kingston-jamaica/>.

bas) et menacent l'avenir du pays, car nombre d'enfants ne vont pas à l'école et nombre de personnes qualifiées quittent le pays. L'insécurité, le vide institutionnel et la faiblesse des contrôles aux frontières offrent aux criminels, notamment aux réseaux de criminalité transnationale, une occasion en or de développer leurs activités (voir sect. III.B).

20. Le sentiment général d'impunité, la faiblesse du système judiciaire et la capacité de riposte limitée de la police ont entraîné une prolifération des groupes d'autodéfense, suscitant de réelles inquiétudes. Les groupes d'autodéfense, qui se rendent coupables des violations des droits humains et se transforment souvent eux-mêmes en gangs, ne font qu'ajouter des acteurs armés à une situation déjà complexe (voir par. 56 à 60)³. Depuis avril 2023, un mouvement de justice populaire, appelé *Bwa Kale*⁴, s'est répandu dans tout le pays et des centaines de membres de gangs présumés et des personnes associées par erreur à des gangs ont été exécutés de manière horrible (voir annexe 15). Certains gangs s'en prennent à la population, en représailles.

21. La plupart des interlocuteurs du Groupe d'experts se disent vivement inquiets de la détérioration de la situation dans le pays, face à laquelle le Gouvernement est impuissant, et plaident en faveur d'une force internationale spécialisée qui aiderait la police dans la lutte contre la violence des gangs.

2. Forces de l'ordre

22. La Police nationale d'Haïti est la seule autorité de police en Haïti et l'une des dernières institutions opérationnelles dans le pays. Le Groupe d'experts a rencontré les chefs de la police et les membres de plusieurs unités de police, qui se sont tous montrés très désireux de coopérer, malgré les difficultés qu'ils rencontraient. La police dispose d'un budget limité, manque cruellement de personnel, est mal équipée et mal formée pour faire face à la complexité de la situation sur le terrain et n'a pas la capacité de reconquérir les territoires occupés par les gangs [voir par. 182 f)].

23. Malgré l'appel lancé par le Premier Ministre en mars 2023 aux forces armées nationales, la police reste la seule ligne de défense contre les gangs. Démantelées en 1995, les Forces armées d'Haïti ont été reconstituées par le Président Moïse, mais leur capacité opérationnelle en matière de défense et de sécurité est très faible.

24. Il est difficile de dire avec précision le nombre exact de membres de la police en activité. Au 30 juin 2023, ils étaient officiellement 14 087. Toutefois, ce chiffre comprend les gardes-côtes et les pompiers et ne tient pas compte des nombreux agents qui ont récemment abandonné leur poste, quitté le pays ou sont détachés auprès d'unités de protection rapprochée. Si l'on tient compte de ces éléments, le nombre de membres de la police disponibles pour des rotations de 12 heures dans l'ensemble du pays est probablement plus proche de 4 000, ce qui est exceptionnellement bas dans n'importe quel contexte, mais encore plus en Haïti⁵.

25. Les membres de la police sont souvent la cible des gangs. Entre janvier 2023 et la mi-août 2023, 36 agents ont été tués dans des violences liées aux gangs⁶. En interne, les forces de police sont confrontées à plusieurs problèmes, dont des allégations de

³ Si la plupart des groupes d'autodéfense utilisent des armes contondantes, certains sont équipés d'armes à feu, parfois fournies par des gangs ou d'autres acteurs.

⁴ *Bwa Kale*, en créole, signifie plus ou moins « bois pelé ».

⁵ Le ratio est bien inférieur à 1 agent pour 1 000 habitants, alors que l'ONU suggère un ratio de 2,2 agents pour 1 000 habitants. Voir [S/2022/747](#).

⁶ Police nationale d'Haïti et police des Nations Unies, 2023.

corruption, de violations des droits humains (voir par. 163 à 167) et de collusion entre policiers et gangs.

26. L'ONU et les partenaires internationaux ont créé le panier de fonds pour la sécurité afin de fournir un appui à la police. Ce fonds est certes essentiel pour renforcer les capacités de la police par la formation et la fourniture d'équipements, mais il y a peu de chance qu'il puisse contribuer à remédier au manque d'effectifs à court ou moyen terme.

3. Système judiciaire

27. Le système judiciaire haïtien, délibérément saboté par les gouvernements successifs, souffre depuis longtemps de la politisation et de la corruption endémique. En conséquence, il est à peine opérationnel aujourd'hui. Par ailleurs, compte tenu des très faibles taux de poursuites et de condamnations, les conditions de vie sont désastreuses dans des prisons surpeuplées, qui affichent un taux d'occupation des cellules de 332 %. En août 2023, sur 11 816 personnes détenues, seules 1 892 avaient été reconnues coupables d'une infraction⁷.

28. Les procureurs (Commissaires du gouvernement) sont nommés par le pouvoir exécutif et peuvent être révoqués à tout moment, d'où souvent un manque d'indépendance et la mainmise des acteurs politiques et économiques sur le système. Des criminels présumés sont régulièrement libérés sans procès ou des enquêtes bloquées, du fait de pots-de-vin, de menaces ou d'intimidations lancées ou de trafics d'influence, ce qui renforce encore davantage le sentiment d'impunité⁸.

29. Les bâtiments et les acteurs du système judiciaire sont régulièrement la cible d'acteurs puissants, dont l'objectif est de saper l'état de droit. Avec l'aide des gangs et à la faveur des manifestations, plusieurs bâtiments clés ont été pris d'assaut, occupés, saccagés ou détruits, contrariant profondément la procédure judiciaire et entraînant la destruction ou le vol de dossiers et d'éléments de preuve essentiels. Le tribunal de première instance de Port-au-Prince a été saccagé en 2022 et se trouve actuellement sous le contrôle du gang 5 Segond. De même, le palais de justice des Gonaïves a été incendié en octobre 2022.

30. Depuis leur création au début des années 2000, deux unités gouvernementales de lutte contre la corruption – l'Unité centrale de renseignements financiers et l'Unité de lutte contre la corruption – ont renvoyé plus de 140 affaires devant les tribunaux. À ce jour, une seule personne a été condamnée⁹. En juin 2023, à la suite d'enquêtes, un juge a déferé Youri Latortue, un ancien sénateur, au tribunal criminel pour y être jugé pour détournement de fonds publics.

31. S'agissant de la violence sexuelle et fondée sur le genre, malgré le nombre élevé de victimes, aucune poursuite n'a eu lieu ni aucune condamnation prononcée ces deux dernières années (voir par. 129 à 136).

32. L'insécurité et les menaces empêchent de nombreux juges à travers tout le pays de travailler, en particulier ceux qui traitent de grandes affaires concernant des acteurs politiques et économiques puissants. En mai 2023, le véhicule d'un juge travaillant sur des affaires de corruption a fait l'objet de tirs nourris (le juge n'a pas été blessé). L'environnement extrêmement risqué et le manque de protection physique des juges empêchent les acteurs du système judiciaire de faire leur travail et de faire pression pour que les dossiers sensibles donnent lieu à des poursuites [voir par. 182 g) et i)].

⁷ Ibid. Ce chiffre comprend 288 femmes, 240 garçons mineurs et 11 filles mineures.

⁸ Information publiée sur la page Facebook officielle de la Police nationale d'Haïti le 27 août 2022.

⁹ Entretiens avec un spécialiste du système judiciaire et avec des représentants d'organismes haïtiens de lutte contre la corruption (avril 2023).

Deux ans après l'assassinat de l'ancien Président Moïse, et malgré l'arrestation de plus de 40 suspects, dont plusieurs ont été condamnés aux États-Unis, l'enquête en Haïti ne semble pas avoir progressé.

33. Un système judiciaire opérationnel est essentiel pour lutter contre la violence des gangs et rétablir l'état de droit. Cela permettrait, notamment, de mettre un frein aux activités des personnes qui menacent la stabilité d'Haïti parce qu'elles financent des gangs, fomentent des troubles et des barricades ou détournent des fonds publics. De plus, le moral d'autres acteurs du système haïtien, comme la police, est fortement affecté, de nombreux agents étant découragés par l'absence de véritables poursuites.

34. Après la démission, en novembre 2022, de l'ancien Ministre de la justice faisant l'objet de sanctions imposées par un État Membre, des mesures ont été prises afin de renforcer l'intégrité et de mettre en place un système de contrôle de la performance du personnel judiciaire. Entre janvier et juillet 2023, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a examiné le cas de 91 juges, dont 32 n'ont pas été certifiés¹⁰, au motif essentiellement que leur intégrité laissait à désirer ou qu'ils auraient menacé ou rançonné des parties litigantes. À la lumière de ces événements, plusieurs cas très médiatisés de participation présumée à des actes de corruption ou à des activités criminelles – comme le trafic d'armes – font actuellement l'objet d'enquêtes plus approfondies.

4. Incidences régionales

35. La détérioration de la situation en Haïti a eu un impact sur les États Membres de la région. Les autorités de la République dominicaine, du Mexique et des États-Unis ont fait part au Groupe d'experts des problèmes causés par le phénomène migratoire ainsi que le trafic de drogue et d'armes.

36. Le trafic d'armes et de drogue dans la région contribue à des niveaux élevés de violence armée et d'insécurité dans plusieurs pays des Caraïbes¹¹. La crise haïtienne influe également sur l'activité criminelle transnationale, la demande et la circulation d'armes à feu illicites en Haïti alimentant le trafic dans la région (voir par. 45 à 50).

37. En République dominicaine, les autorités ont récemment procédé à plusieurs arrestations de membres de gangs haïtiens et ont réussi à perturber certaines activités criminelles transfrontalières, notamment le trafic d'armes. Néanmoins, les organisations locales, régionales et internationales de défense des droits humains s'inquiètent vivement du traitement que subissent les Haïtiens en République dominicaine, en particulier ceux en situation irrégulière.

38. Ces trois dernières années, le Mexique est devenu une destination importante pour les Haïtiens qui veulent entrer aux États-Unis, si bien que les Haïtiens figurent parmi les trois premières nationalités à demander le statut de réfugié au Mexique. Bien que le Mexique applique depuis peu une politique proactive de non-refoulement des Haïtiens, il faut adopter une approche globale des droits humains concernant les migrants ainsi que les demandeurs d'asile et les réfugiés [voir par. 182 c)].

C. Sanctions et mesures unilatérales

39. Plusieurs ressortissants haïtiens ont récemment été visés par des sanctions unilatérales, comme l'interdiction de voyager et le gel des avoirs. À ce jour, le Canada

¹⁰ Source : Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (2023) et magistrats certifiés et non certifiés (19 juillet 2023).

¹¹ Voir, par exemple, A.S. Fabre *et al*, *Weapons Compass: The Caribbean Firearms Study* (CARICOM IMPACS et Small Arms Survey, avril 2023).

a imposé des sanctions à 25 personnes¹², tandis que les États-Unis l'ont fait pour 9 ressortissants haïtiens et ont refusé d'accorder un visa à de nombreux autres, quand ils ne l'ont pas tout simplement révoqué¹³. En outre, 52 Haïtiens sont également interdits d'entrée en République dominicaine¹⁴. Bien que le Groupe d'experts réaffirme son indépendance par rapport à ces mécanismes nationaux, il s'intéresse à l'impact qu'ils ont sur la situation en Haïti.

40. Même si les parties prenantes haïtiennes et internationales que le Groupe d'experts a rencontrées estiment que les sanctions internationales ne peuvent à elles seules enrayer les niveaux actuels de violence armée dans le pays, elles sont nombreuses à admettre que les sanctions unilatérales et celles de l'ONU ont eu un certain effet, notamment sur le changement de comportement, en particulier de plusieurs acteurs politiques et financiers.

41. La plupart des interlocuteurs haïtiens ont dit qu'ils espéraient que le régime de sanctions de l'ONU serait rapidement élargi et mis en œuvre.

D. Situation économique

42. La performance économique générale d'Haïti a continué à décliner en 2023, environ 59 % de la population vivant dans une pauvreté abjecte avec un accès limité aux services de base en raison des troubles politiques, de l'insécurité, des crises institutionnelles et socio-économiques et des catastrophes naturelles¹⁵. La production alimentaire nationale diminuant, la valeur des importations n'a cessé d'augmenter¹⁶. Aujourd'hui, les importations représentent environ 70 % des biens vendus dans l'économie formelle. Pour la quatrième année consécutive, le produit intérieur brut (PIB) s'est à nouveau contracté en 2022, cette fois de 1,5 %, tandis que l'inflation a atteint 38,7 %. En conséquence, les prix des denrées alimentaires ont grimpé jusqu'à 44 % alors que les importations de denrées alimentaires augmentent et que l'approvisionnement en produits de base, comme le carburant, est perturbé, à cause de la violence des gangs et de certains acteurs économiques (voir par. 69 à 81)¹⁷.

43. Des faiblesses institutionnelles inhérentes à la gouvernance des finances publiques et au système judiciaire du pays, telles que la non-application du principe de responsabilité, ont encouragé des réseaux criminels à détourner des fonds publics destinés à la stabilité économique d'Haïti. Parmi les facteurs institutionnels qui contribuent à l'affaiblissement de l'économie et à l'instabilité du pays, on peut citer les suivants :

a) **Malversations et détournement de fonds publics.** Le détournement de fonds publics destinés au développement, comme ceux destinés aux interventions d'urgence et à la reconstruction après le tremblement de terre de 2010, plombe l'économie du pays ; le Groupe d'experts a travaillé sur le prêt Petrocaribe montrant comment un tel détournement de fonds continue d'avoir un impact négatif sur la paix et la sécurité du pays ;

¹² Voir https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-internationales/sanctions/haiti.aspx?lang=fra.

¹³ Voir <https://sanctionsearch.ofac.treas.gov/>; et www.state.gov/actions-to-impose-visa-restrictions-on-haitians-involved-in-street-gangs-and-other-haitian-criminal-organizations/.

¹⁴ Voir <https://presidencia.gob.do/noticias/presidente-abinader-instruye-al-director-de-migracion-impedir-entrada-al-pais-extranjeros>.

¹⁵ Voir <https://www.unicef.org/media/132191/file/2023-HAC-Haiti.pdf>.

¹⁶ Voir <https://tradingeconomics.com/haiti/imports>.

¹⁷ Entretien avec un économiste du Gouvernement et un ancien membre de la chambre de commerce d'Haïti. Voir également <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/HT/indicateurs-et-conjoncture>.

b) **Fraude fiscale.** Haïti est un importateur quasi net de la plupart des produits de base, de sorte que ceux qui contrôlent les ports maritimes contrôlent les différentes chaînes d'approvisionnement du pays. Le secteur des importations est contrôlé par des conglomérats d'entreprises familiales, qui influent sur les nominations et font pression sur des responsables des douanes. De même, les terminaux à conteneurs sont détenus et exploités par ces mêmes familles, qui échappent ou presque au contrôle des autorités publiques. La situation d'oligopole du secteur des entreprises, dominé par quelques acteurs, contribue à la fraude fiscale : sous-déclaration, mauvais étiquetage des marchandises et exonérations fiscales frauduleuses, entre autres pratiques malhonnêtes qui contribuent à la perte de revenus pour l'État. Bien que les douanes aient amélioré la perception des recettes au cours du dernier exercice (voir annexe 27), la fraude fiscale reste un problème ;

c) **Liens entre gangs, responsables politiques et élites économiques.** En Haïti, certains acteurs économiques utilisent des gangs pour assurer la sécurité de leurs entreprises ou saboter leurs concurrents, tandis que l'élite politique les finance pour mobiliser ou contrôler les électeurs. Ces deux dernières années, les gangs ont trouvé le moyen de financer leurs activités de manière autonome (voir par. 69 à 81) : pillages, enlèvements, détournement de camions contre rançon et racket des usagers de la route.

44. Selon l'Indice de perception de la corruption de 2022, Haïti occupe la 171^e place sur 180 des pays les moins corrompus, alors qu'il était 164^e dans le classement précédent¹⁸. En 2021, compte tenu, notamment, de la mauvaise gestion financière, le Groupe d'action financière a placé le pays sous une surveillance renforcée en raison de son incapacité à respecter les normes de lutte contre le blanchiment d'argent¹⁹. L'adoption en mai 2023 du décret sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et l'approbation par le Fonds monétaire international du premier programme de référence du pays en décembre 2022²⁰ constituent des étapes importantes dans la lutte contre la mauvaise gestion financière, bien qu'il reste encore à appliquer véritablement ce décret et ce programme.

III. Informations pouvant servir à désigner des personnes ou entités qui se seraient livrées, directement ou indirectement, à des activités menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité d'Haïti

A. Gangs en Haïti²¹

1. Répartition des gangs

45. Depuis la présidence de François Duvalier (voir annexe 2) et en particulier depuis celle de Michel Martelly, les gangs sont utilisés pour perturber les processus politiques, intimider l'opposition et la population en général et s'assurer des votes et

¹⁸ Voir <https://tradingeconomics.com/haiti/corruption-rank>.

¹⁹ Voir <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/increased-monitoring-june-2021.html#Haiti>.

²⁰ Voir <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/048/article-A001-en.xml>.

²¹ La présente section repose essentiellement sur des échanges qui ont eu lieu de février à juillet 2023 avec des chercheurs internationaux et nationaux, des analystes de gangs et des analystes politiques, d'anciens et d'actuels responsables gouvernementaux, des personnes vivant dans des zones contrôlées par des gangs, des membres et des analystes de la police et des représentants de forces de l'ordre étrangères, ainsi que des informations publiées sur la page officielle Facebook de la Police nationale d'Haïti.

des profits économiques (voir par. 69 à 81). Ces gangs se sont multipliés encore plus à partir de 2018 (voir annexe 3), instrumentalisés par l'élite politique et économique ainsi que par de hauts fonctionnaires pour réprimer la mobilisation populaire (par exemple, à la suite d'affaires controversées, comme le scandale Petrocaribe), commettre des massacres (par exemple, La Saline)²² ou paralyser les activités sociales et économiques (*peyi lok*, ou « pays verrouillé », voir par. 72).

46. Les gangs unissent de plus en plus leurs forces dans le cadre d'alliances multiples pour exercer un contrôle sur de vastes portions de territoire. On estime qu'il y a environ 200 gangs opérant actuellement en Haïti, mais comme le précise le Groupe d'experts, un regroupement d'individus ne constitue pas forcément un gang. Il est difficile de donner des chiffres précis, notamment parce qu'il est difficile de distinguer réellement un gang d'une base (*baz*)²³ qui intervient en légitime défense ou qui commet de petites infractions. Dans le contexte d'Haïti, un gang est un groupe d'individus organisés (c'est-à-dire avec une chaîne de commandement et des fonctions stratégiques – voir annexe 6) qui utilisent la violence armée au moyen d'armes à feu sophistiquées pour contrôler et influencer des quartiers, et commettre des infractions, telles que le trafic d'armes à feu ou de drogues, l'extorsion, l'enlèvement, le meurtre, la violence sexuelle et le détournement de camions²⁴.

47. Environ 23 grands gangs opèrent dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (département de l'Ouest), regroupés autour de deux coalitions principales (voir annexe 4). Le « G9 en famille et alliés », dirigé par Barbecue (HTi.001) et le G-Pèp, dirigé par Gabriel Jean-Pierre (alias « Ti Gabriel ») (voir annexe 5). Parallèlement, plusieurs autres gangs indépendants concluent des alliances opportunistes, tant entre eux qu'avec le G9 ou le G-Pèp (voir annexe 6).

48. L'ensemble de la zone métropolitaine de Port-au-Prince est concerné par l'activité des gangs, à divers degrés. Dans leurs bastions, les gangs exercent un contrôle direct et une autorité exclusive (zones de contrôle). Ils menacent et rançonnent les membres de leur propre communauté, rackettent les commerces, créent des cellules sous le commandement de chefs de zone et installent des murs de protection, appelés « VAR » (voir annexe 7). Les gangs exercent également une influence sur les zones autour de leurs bastions (zones d'influence). Bien que contrôlées de manière plus indirecte, ces zones ne sont accessibles qu'aux membres

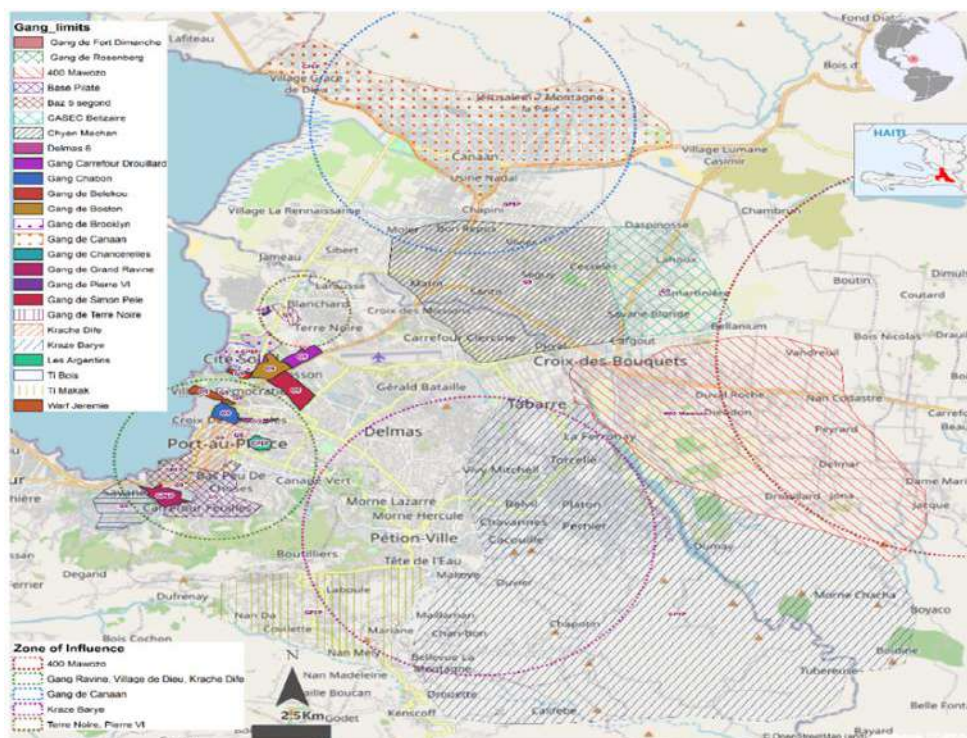
²² Il ressort des enquêtes nationales que, de connivence avec Jimmy Chérizier (HTi.001) et d'autres membres de gangs, trois anciens responsables gouvernementaux, dont un ancien maire de Port-au-Prince, un ancien directeur général du Ministère de l'Intérieur et un ancien coordinateur de l'unité de sécurité présidentielle, ont participé au massacre de La Saline, qui s'est déroulé du 13 au 19 novembre 2018 (rapport confidentiel, 2019 conservé dans les archives du Groupe d'experts). Deux d'entre eux ont également fait l'objet de sanctions par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor des États-Unis pour leur participation au massacre de La Saline. Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1208>.

²³ La *baz* (base) est un espace local de rassemblement social où les gens peuvent participer à des débats politiques, promouvoir des activités culturelles et des projets de développement, mais aussi organiser des groupes armés dont les activités peuvent aller de la commission d'infractions à la défense du territoire auquel ils appartiennent. Le gang, constitué d'un groupe de personnes se livrant à des activités criminelles et qui ont un territoire à défendre, est l'avatar le plus toxique de la *baz*. Voir Pedro Braum Azevedo da Silveira, « Rat pa kaka: politics, development, and violence in the heart of Port-au-Prince », thèse de doctorat en anthropologie sociale, Université fédérale de Rio de Janeiro, mars 2014 (disponible à l'adresse <https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/am-pdf/10.1111/aman.13344>).

²⁴ Certains analystes distinguent un gang armé d'un autre groupe criminel en fonction de l'effectif (à partir d'une quinzaine de membres), de l'organisation et du type d'activités illicites. Ainsi, les gangs les plus sophistiqués, comme ceux du G9 et du G-Pèp, se distinguent des groupes géographiquement isolés composés principalement de quelques jeunes qui commettent des vols à main armée ou des cambriolages.

du gang et aux personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord. Les zones sous contrôle direct et sous influence représentent environ 80 % de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les autres (20 %) subissent les incursions des gangs (enlèvements, vols, meurtres et autres infractions) (voir fig. ci-dessous).

Zones de contrôle et d'influence des gangs à Port-au-Prince en juillet 2023



Source : ONU, 2023.

49. Le département de l'Artibonite, qui joue un rôle majeur dans la production alimentaire du pays, est la deuxième zone touchée par la violence des gangs (voir annexe 9). Celle-ci découle essentiellement de conflits fonciers et politiques (voir par. 69 à 81). Le gang le plus actif, Gran Grif (également connu sous le nom de Savien), a élargi de manière exponentielle sa zone de contrôle et d'influence depuis 2022. Pour résister à Gran Grif, les habitants de la localité de Jean Denis ont créé la Coalition des révolutionnaires pour sauver l'Artibonite (connue sous le nom de coalition Jean Denis), considérée comme un gang plutôt que comme un groupe d'autodéfense²⁵. Le gang Kokorat San Ras, qui opère dans le département, est également très brutal, malgré ses effectifs limités (voir annexe 10).

50. Même si leurs taux de criminalité sont relativement plus faibles, les autres départements ne sont pas épargnés par l'influence des gangs. Certains gangs basés à Port-au-Prince disposent de cellules opérationnelles stratégiques, qui peuvent être activées à des fins criminelles. Des groupes criminels ont également été signalés dans d'autres régions du pays, notamment aux Cayes, à Miragoâne, à Petite Rivière-des-Nippes, à Petit Goâve, au Cap-Haïtien, à Marigot et à Port-de-Paix.

²⁵ La coalition Jean Denis mène régulièrement des attaques contre la population de Savien, dans le département de l'Artibonite, tuant des habitants et brûlant des biens.

2. Dynamique des gangs

2.1 Combats entre le G9 et le G-Pèp

51. Depuis le blocage du principal terminal pétrolier du pays (Varreux) à la mi-septembre 2022, Barbecue a entraîné la coalition du G9 dans une nouvelle vague de violence contre ses rivaux dans la région de Port-au-Prince.

52. Du 27 février au 3 mars 2023, à la tête des gangs du G9 (Krache Dife, La Saline, Wharf Jérémie, Tokyo, Belekou), Barbecue a attaqué les Argentins (G-Pèp), dirigés par Kempes Sanon, dans les quartiers de Bel-Air et de Solino. Les Argentins étaient eux soutenus par leurs alliés de la coalition du G-Pèp, les gangs 5 Segond²⁶ et Brooklyn. La coalition du G9 a lancé cette offensive en représailles à la mise en place d'une cellule locale des Argentins dans la région de Solino chargée de gérer les opérations dans la zone, notamment les multiples enlèvements dans la région de Delmas. À la suite de ces affrontements, plusieurs civils ont été tués ou déplacés et des habitations ont été détruites (voir par. 147 à 154). Le 17 août 2023, Kempes a lancé une attaque contre les habitants de Solino, pour les punir.

53. Le 7 avril 2023, plusieurs membres du gang Belekou ont été tués par des tireurs embusqués du gang rival de Brooklyn (G-Pèp). En représailles, le jour d'après, des tireurs embusqués du gang Terre Noire dirigé par Jonel Catel (incarcéré mais toujours à la tête du gang) ont tiré sur des habitants de Brooklyn, qui, assiégés par les gangs du G9, ont emprunté un passage par le nord pour sortir du quartier, face au territoire de Terre Noire. En conséquence, 72 habitants de Brooklyn ont été tués, 52 blessés et 19 femmes violées (y compris des mineures) par des membres du gang Terre Noire²⁷.

54. Le G-Pèp et ses alliés (5 Segond, Kraze Barye, Grand Ravine, Canaan et 400 Mawozo) ont renforcé leur coopération, augmentant ainsi considérablement leurs capacités de combat et de malfaisance. Dans le cadre de cet arrangement, Johnson André (alias « Izo »), le chef de 5 Segond (voir annexe 11), joue un rôle de plus en plus influent. Disposant de ressources importantes et de réseaux criminels puissants et animé d'ambitions expansionnistes, Izo exerce une influence considérable – avec ses alliés – sur les voies d'accès du sud au nord de Port-au-Prince, jusqu'au département de l'Artibonite (voir annexe 17). Il convient également de souligner le rôle d'Emmanuel Salomon (alias « Manno »), un autre dirigeant du gang 5 Segond chargé des opérations (voir annexe 11).

55. Récemment, en juillet 2023, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, un prêtre a négocié un « engagement en faveur de la paix » entre Barbecue, Iskar Andrice et Mathias Sainthil du G9 et Ti Gabriel du G-Pèp (voir annexe 12). Les chefs des gangs ont promis de « travailler dur pour mettre fin à la violence, pour apporter la paix à tous ». Bien que les habitants de Bel-Air et de bas Delmas aient pu retourner dans leur quartier, après avoir fui les affrontements entre gangs, et que certaines barricades aient été démantelées, la population en général reste sceptique quant aux effets durables de cet engagement. Les quartiers restent sous le contrôle des gangs, qui n'ont pas déposé les armes, et les véritables motifs de cet « engagement » demeurent mystérieux²⁸.

2.2 *Bwa Kale* et le renforcement des groupes d'autodéfense

56. La dynamique des gangs et la violence correspondante ont pris un nouveau tournant depuis la fin avril 2023, du fait de *Bwa Kale*, un mouvement de justice

²⁶ Rapport confidentiel, 2023.

²⁷ Informations de l'ONU.

²⁸ Selon les informations fournies par des analystes des gangs, des analystes des Nations Unies, des organisations humanitaires et une personne vivant dans une zone contrôlée par des gangs, 2023.

populaire, responsable du meurtre de 479 membres de gangs présumés à travers le pays entre avril et juillet 2023²⁹. Ce mouvement est né à la suite de la mobilisation populaire qui a accompagné les opérations policières ayant abouti au démantèlement du gang de Ti-Makak, qui opérait à Laboule, sur les hauteurs de Pétion-Ville (Port-au-Prince).

57. À la suite de l'assassinat de Carlo Petit-Homme (alias « Ti-Makak »), le 14 avril 2023 (voir annexe 13), 14 des membres³⁰ restants du gang ont été arrêtés par la police dans le quartier de Canapé Vert, le 24 avril 2023, alors qu'ils tentaient de s'enfuir vers Village de Dieu pour renforcer les gangs 5 Segond et Grand Ravine. Peu de temps après, une foule en colère s'est emparée des individus en garde à vue, qu'elle a lynchés et brûlés vifs. Depuis, la pratique du lynchage des membres de gangs et des individus associés aux bandits s'est étendue à tous les départements du pays (voir annexes 14 et 15). La vague d'exécutions a également touché des personnes qui n'avaient rien à voir avec les gangs.

58. Bien que *Bwa Kale* n'ait pas de chef déclaré, le mouvement est animé par les médias sociaux et le grand public, qui encouragent la population à traquer les membres des gangs. Des groupes d'autodéfense, déjà actifs dans plusieurs quartiers, ont profité de *Bwa Kale* pour assoir leur pouvoir dans leurs communautés respectives et étendre leur influence à d'autres zones³¹. Les groupes d'autodéfense sont soutenus financièrement par des hommes d'affaires locaux ainsi que par des membres de la diaspora haïtienne pour protéger les quartiers. Des groupes perçoivent même une redevance mensuelle pour assurer la sécurité de résidences privées³². Dans certaines zones, les habitants ont commencé à s'organiser, érigeant des barricades et fermant la route la nuit pour empêcher l'entrée des gangs dans leur quartier (voir annexe 16).

59. Avec la montée en puissance du mouvement *Bwa Kale*, le nombre d'armes en circulation dans la population a augmenté. La plupart des armes à feu des membres de gang qui ont été lynchés ne sont pas remises à la police. Du 24 au 27 avril 2023, bien qu'environ 150 membres de gangs présumés aient été tués, seuls cinq fusils et trois pistolets ont été saisis par la police ainsi que quelques chargeurs et munitions³³.

60. En outre, certains groupes d'autodéfense sont soutenus par des gangs, qui les utilisent contre des gangs rivaux. La brigade CASEC Belizaire, à Croix-des-Bouquets, est aidée par le gang Chyen Mechan dans sa lutte contre le gang 400 Mawozo. Dans le cadre de *Bwa Kale*, les habitants d'Onaville ont également demandé l'aide du gang Chyen Mechan pour chasser les membres du gang Canaan de la localité³⁴. Il convient de noter que des gangs comme Base Pilate et Ti Bois étaient à l'origine des groupes d'autodéfense. Le Groupe d'experts est d'avis que le mouvement *Bwa Kale* et la prolifération de groupes armés d'autodéfense, notamment grâce au soutien de certains policiers, risquent de plonger le pays dans une spirale de violence. Progressivement, les groupes d'autodéfense risquent de déstabiliser encore davantage la situation déjà désastreuse en matière de sécurité dans le pays.

²⁹ Informations de l'ONU.

³⁰ À la suite de l'assassinat de Ti-Makak par un membre de son propre gang, 57 membres du gang ont été exécutés. Les 22 et 23 avril 2023, 35 autres ont été tués par la police.

³¹ De fin 2022 à mi-2023, les groupes d'autodéfense se sont multipliés, avec de nouveaux groupes à Croix-des-Bouquets, Tabarre, Pétion-Ville, Grand Anse, Delmas, Port-au-Prince, Artibonite et Cabaret. Rapport confidentiel, 2023.

³² Informations communiquées par un analyste des gangs, 2023.

³³ Rapport confidentiel, 2023.

³⁴ Rapport confidentiel, 2023.

2.3 Dynamique de l'alliance du G-Pèp

61. Plus d'une semaine après le début de *Bwa Kale*, le 3 mai 2023, Izo, le chef de 5 Segond, a publié une vidéo lançant le mouvement *Zam Pale*³⁵, en représailles contre la population. Ti Lapli et Vitelhomme ont également critiqué *Bwa Kale* sur les médias sociaux, le décrivant comme un mouvement soutenu par la police, qui s'en prend à des personnes présumées innocentes. D'autres alliés du G-Pèp ont repris l'appel d'Izo, encourageant les membres à prendre les armes pour lancer des représailles³⁶.

62. Il y a bien eu des représailles, mais le mouvement *Zam Pale* n'a pas atteint l'ampleur promise par le G-Pèp. *Bwa Kale* a clairement eu un impact négatif sur la capacité opérationnelle de la coalition. Par ailleurs, le mouvement a freiné le recrutement de nouveaux membres, les lynchages ayant un effet dissuasif³⁷, de même que les opérations de police dans le quartier de Village de Dieu, le fief de 5 Segond³⁸.

63. La police n'a pas véritablement les moyens de lutter contre les activités des gangs dans cette zone contrôlée. Les gangs contrôlent les routes grâce à des pièges dissimulés et sont non seulement lourdement armés (voir annexe 32) et bien entraînés³⁹, mais également rompus au maniement des armes et des techniques de combat et savent opérer stratégiquement dans les quartiers. Ils comptent dans leurs rangs d'anciens policiers et militaires ainsi que des personnes déportées des États-Unis (voir annexe 4).

64. Face à l'état de la police qui se resserre sur son fief, Izo utilise la voie maritime pour donner un appui aux cellules de son gang dans le nord⁴⁰ (ainsi qu'au gang Canaan), qu'il utilise comme base stratégique pour ses opérations, procédant à des enlèvements dans les régions de Delmas, Bon Repos et Lilavois, détournant des camions ou volant des marchandises. Il se livre également à la piraterie (voir annexe 17). Entre le 18 avril et le 23 juin 2023, le gang 5 Segond aurait mené quatre attaques, qui lui auraient permis d'enlever plus de 30 personnes⁴¹. D'après plusieurs sources, Izo se livrerait également au trafic de drogue (voir par. 113 à 123).

65. Renel Destina (alias « Ti Lapli »), chef du gang Grand Ravine (voir annexe 18) et un allié clef d'Izo, continue à faire des enlèvements dans sa propre zone⁴² et à détourner des camions et des véhicules passant dans la région de Martissant, contre rançons (voir annexe 23). Par ailleurs, Grand Ravine tente par tous les moyens de prendre le contrôle de la zone Carrefour-Feuilles, soumettant les habitants à de nombreuses exactions (meurtres, vols, viols, pillages et incendies des habitations) et s'en prenant continuellement aux policiers. Deux policiers ont été tués les 4 et 14 août 2023. Le 14 août, Grand Ravine a attaqué la sous-station électrique de la région, la mettant hors service. Au 15 août, environ 1 020 ménages, soit 4 972 personnes, avaient fui Carrefour-Feuilles et Savane Pistache⁴³.

66. Profitant de ce que l'attention de la police était détournée par Village de Dieu après *Bwa Kale*, Vitelhomme Innocent, le chef de Kraze Barye (voir annexe 19), a

³⁵ *Zam Pale*, en créole haïtien, signifie « les armes parlent ».

³⁶ Vidéo conservée dans les archives du Groupe d'experts.

³⁷ Cette déclaration a été reprise par des analystes politiques et des analystes de gangs, des chercheurs nationaux et une personne vivant dans une zone contrôlée par des gangs.

³⁸ La police a détruit des maisons servant de rempart et de couverture aux bandits et tué des membres de gangs.

³⁹ Les informations selon lesquelles les gangs ont reçu une formation de la part d'étrangers proviennent de responsables gouvernementaux en exercice, d'un policier international, d'analystes nationaux de gangs et d'une personne vivant dans une zone contrôlée.

⁴⁰ Informations obtenues auprès de sources à Matelas, Lafiteau et Lilavois.

⁴¹ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

⁴² De la zone du Village de Dieu jusqu'à Martissant 23.

⁴³ Voir <https://dtm.iom.int/node/27581>.

intensifié ses attaques contre les habitants des communes de Pétion-Ville, Kenscoff, Tabarre, Croix-des-Bouquets et Delmas. Bien que faisant face à la résistance des nombreux groupes d'autodéfense locaux, il continue à s'en prendre à la police et à la population, notamment par le vol de terres et de biens, les meurtres, les pillages, les vols et l'enlèvement de personnes influentes. Beaucoup ont fui la zone (voir annexe 35). Kraze Barye, comptant de plus en plus de combattants et d'armes semi-automatiques, est devenu l'un des gangs les plus puissants de la région métropolitaine de Port-au-Prince.

67. Autrefois l'un des plus grands gangs d'Haïti, 400 Mawozo, dirigé par Joseph Wilson (alias « Lanmo San Jou ») (voir annexes 4 et 20), a perdu une partie de son territoire et de ses effectifs, principalement à la suite d'affrontements avec Kraze Barye, Chyen Mechan et CASEC Belizaire, et des opérations de police⁴⁴. N'étant plus en mesure de maintenir son nombre record d'enlèvements, autrefois très élevé, 400 Mawozo n'a pas réussi à prendre le contrôle de la région de Thomazeau, auparavant dirigée par Ti-Makak. Le gang se concentre désormais davantage sur les pillages, les vols et l'extorsion ainsi que sur le détournement de camions de marchandises et la contrebande le long de la frontière terrestre.

68. Dans le département de l'Artibonite, les gangs Gran Grif, dirigé par Luckson Elan, et Kokorat San Ras, dirigé par Meyer, commettent des actes d'une extrême violence, contraignant les populations à abandonner de vastes zones de cultures, ce qui menace la production agricole (voir annexe 10). Les deux gangs auraient des liens avec les gangs du G-Pèp. Ils opèrent de la même façon que ceux dans la région métropolitaine de Port-au-Prince (enlèvements, vols et détournements de biens et de camions). Ils font des incursions dans d'autres communes pour tuer, voler et nuire à la population. Les victimes d'enlèvement sont systématiquement torturées et extrêmement maltraitées (voir annexe 21) voire soumises à des viols collectifs ou tuées lorsque la rançon n'est pas payée. Les deux gangs reçoivent non seulement l'aide de 5 Segond⁴⁵ pour les armes, mais aussi de politiciens, qui entretiennent des relations étroites avec les gangs de l'Artibonite, comme Raboteau (voir par. 69 à 81). En janvier 2023, depuis l'attaque de Gran Grif contre le commissariat de Liancourt, au cours de laquelle six agents ont été tués, les services de police sont désorganisés dans le département, ce qui pousse les civils à s'allier à la coalition Jean Denis contre Gran Grif (voir annexe 10). Les affrontements entre ces deux groupes ont été marqués par des atrocités.

3. Financement des gangs

3.1 Liens entre les acteurs politiques et économiques et les gangs⁴⁶

69. L'influence des politiciens et des acteurs financiers sur les activités des gangs est de nature systémique. Les politiciens et les élites économiques qui souhaitent

⁴⁴ À la mi-2022, environ 124 membres de 400 Mawozo ont été tués dans des combats avec Chyen Mechan pour reprendre le contrôle des côtés nord et central de la Plaine de Cul-de-Sac, à Croix-des-Bouquets. Le gang a perdu le territoire de Santo. Fin 2022, des hommes de 400 Mawozo ayant volé de l'argent à Vitelhomme pour acheter des armes et des munitions, il y a eu un affrontement entre les deux gangs, à l'issue duquel 70 membres de 400 Mawozo ont été tués. En outre, la police a tué plus de 100 membres de 400 Mawozo au cours de différentes opérations. Plusieurs membres ont fui vers d'autres villes ou ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient ou se trouvaient en République dominicaine. Informations obtenues auprès d'un analyste de gangs ainsi que de sources ouvertes et confidentielles, 2023.

⁴⁵ Informations obtenues auprès d'analystes politiques et de gangs et de personnes vivant dans une zone contrôlée par des gangs, 2023.

⁴⁶ Informations obtenues lors d'entretiens avec des personnes vivant dans des zones contrôlées par des gangs, des analystes nationaux, des acteurs économiques, des hommes politiques et des responsables gouvernementaux travaillant sur la question des gangs, 2023.

obtenir des votes ou protéger leurs biens paient généralement les gangs en nature ou en espèce, une pratique qui a progressivement enrichi les gangs et leur a donné plus de pouvoir.

70. D'après le Groupe d'experts, certaines de ces relations ont peut-être évolué au fil du temps du fait de plusieurs facteurs, notamment les récentes sanctions unilatérales visant des personnalités politiques et économiques ainsi que le retard des élections nationales et des campagnes politiques correspondantes, qui ont généralement pour effet de renforcer les liens entre politiciens et gangs. Ceux-ci disposant de plus en plus de sources de revenus autonomes (voir plus bas), ils s'émancipent progressivement de leurs bailleurs traditionnels. Cependant, le recul actuel de cette collusion visible entre les gangs et certains membres de l'élite politique et économique ne permet pas d'en déduire automatiquement que la séparation est totale. Au contraire, la relation peut rester fluide et être réactivée rapidement.

71. Le Groupe d'experts a des preuves selon lesquelles Reynold Deeb, Directeur général du Groupe Deka, un important importateur de biens de consommation, qui fait l'objet de sanctions par un État Membre⁴⁷, finance des membres de gangs pour protéger son entreprise et assurer le transport des marchandises qu'il importe⁴⁸. En 2017, M. Deeb a payé un chef de gang afin de pouvoir mener ses activités dans l'un des principaux ports. Plus récemment, d'après plusieurs sources indépendantes, M. Deeb a utilisé des membres de gangs pour faire pression sur certains douaniers du port afin que ses conteneurs ne soient ni inspectés ni interceptés, ce qui lui a permis d'éviter certains droits d'importation. Enfin, comme le G9 contrôle la zone autour du port de l'Autorité portuaire nationale et les routes qui y mènent, M. Deeb, comme d'autres grands importateurs, paie les gangs pour que sa marchandise passe par leur territoire.

72. Entre septembre et décembre 2019, toutes les activités économiques du pays ont été bloquées, ce qui est communément appelé *peyi lok*. L'opposition politique, soutenue par des acteurs économiques, dont M. Deeb, a demandé à la population de rester chez elle dans un mouvement de protestation visant à faire pression sur le Président Moïse pour qu'il démissionne. Les transports publics ont été paralysés en raison de la pénurie de carburant, les écoles ont été fermées et les réserves de nourriture ont chuté, car les barricades et la violence empêchaient la libre circulation des personnes et des biens à travers le pays, coupant les régions de la capitale. Affairiste, M. Deeb, profitant de la forte demande de produits alimentaires, a soudoyé des députés, qui ont ensuite payé des chefs de gangs pour que ceux-ci dispersent les manifestants pour débloquer les rues afin de permettre l'entrée de ses marchandises dans le pays⁴⁹.

73. Michel Martelly, qui a été président de 2011 à 2016, s'est servi des gangs pour étendre son influence dans les quartiers afin de faire avancer son agenda politique, contribuant ainsi à un héritage d'insécurité dont les effets se font encore sentir

⁴⁷ Voir <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2022/12/le-canada-impose-des-sanctions-contre-des-membres-de-l-elite-economique-haitienne.html>.

⁴⁸ Informations obtenues lors d'entretiens avec des responsables gouvernementaux, des membres d'une entité commerciale et des représentants de la société civile, Haïti, 2023.

⁴⁹ Informations obtenues lors d'entretiens avec d'anciens membres d'une entité commerciale, trois économistes haïtiens de la diaspora et cinq membres de la société civile en Haïti. Voir également www.gazettehaiti.com/node/2188.

aujourd'hui⁵⁰. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles, pendant son mandat, M. Martelly a financé plusieurs gangs, tels que Base 257, Village de Dieu, Ti Bois et Grand Ravine, notamment en leur fournissant des fonds ou des armes à feu.

74. D'après plusieurs sources, M. Martelly a créé la Base 257, qui a été financée et armée au fil du temps pour empêcher les manifestations contre le pouvoir à Pétion-Ville, notamment à partir de 2014⁵¹. Ce gang est régulièrement mêlé à des meurtres, des enlèvements, des vols et au trafic de drogue⁵². M. Martelly est également passé par des intermédiaires, notamment des fondations ou des membres de sa garde rapprochée, pour établir des relations et négocier avec d'autres gangs. Ainsi, Arnel Joseph, l'ancien chef du gang de Village de Dieu, a déclaré qu'il s'entretenait régulièrement avec un intermédiaire travaillant dans l'unité de protection rapprochée de M. Martelly, ajoutant que cet intermédiaire lui donnait des armes à feu et d'importantes sommes d'argent⁵³. Dans une vidéo, Ti Lapli, l'un des chefs actuels de Grand Ravine, explique que l'ancien Président a remis à Tet Kale (ancien chef de Grand Ravine) un fusil Galil 5,56 mm appartenant à la police et un fusil de même type à Chrisla, chef du gang Ti Bois. Après l'assassinat de Tet Kale, Ti Lapli a récupéré l'arme.

75. De 2016 à 2020, Prophane Victor a été député de Petite Rivière, dans le département de l'Artibonite, une région où les niveaux de violence et de contrôle des gangs sont en augmentation. Pour assurer son élection en 2016 et son contrôle sur la région, M. Victor a commencé à armer des jeunes de Petite Rivière, qui ont ensuite formé le gang Gran Grif⁵⁴, actuellement le plus important du département de l'Artibonite et principal responsable des violations des droits humains, y compris de violences sexuelles. M. Victor a continué à soutenir Gran Grif jusqu'en 2020, date à laquelle le gang et lui se sont brouillés à la suite de promesses non tenues faites pendant la période électorale. Depuis, il soutient des gangs rivaux et des groupes d'autodéfense dans la région⁵⁵. Outre les éléments de preuve recueillis par le Groupe d'experts, M. Victor fait l'objet de sanctions par le Canada depuis juin 2023⁵⁶.

76. Youri Latortue, originaire des Gonaïves, ancien Président du Sénat de 2017 à 2018, exerce un contrôle considérable sur la vie politique et économique du département de l'Artibonite, notamment par le recours à des gangs, comme Raboteau, qu'il finance et arme. Plus récemment, des sources confidentielles ont dit au Groupe d'experts que M. Latortue avait également financé le gang Kokorat Sans Ras, un groupe extrêmement violent du département de l'Artibonite, en collusion avec Raboteau. M. Latortue a eu recours à des gangs pour assurer sa protection rapprochée

⁵⁰ Informations obtenues lors d'entretiens avec des personnes vivant dans des zones contrôlées par des gangs, des analystes nationaux, des hommes politiques et un responsable gouvernemental, et dans des rapports confidentiels et des vidéos conservés dans les archives du Groupe d'experts, ainsi que des informations fournies par un État Membre. M. Martelly a également fait l'objet de sanctions par le Canada. Voir <https://www.international.gc.ca/campaign-campagne/haiti-sanction/index.aspx?lang=fra>.

⁵¹ Informations obtenues lors d'entretiens avec des responsables gouvernementaux en activité ou pas, des représentants des forces de l'ordre, des représentants de la société civile habitant des zones contrôlées par les gangs et des rapports confidentiels de l'État, 2023.

⁵² Informations de la Police nationale d'Haïti.

⁵³ Rapport confidentiel.

⁵⁴ Informations obtenues lors d'entretiens avec un ancien membre de la direction de la police, des services de police, des représentants gouvernementaux en activité, des habitants de Petite Rivière et des représentants de la société civile du département de l'Artibonite, 2023. Vidéo conservée dans les archives du Groupe d'experts.

⁵⁵ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

⁵⁶ Voir <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/06/la-ministre-joly-a-tenu-une-reunion-ministerielle-sur-haiti-avec-des-partenaires-internationaux.html>.

et détruire des biens. Outre les éléments de preuves recueillis par le Groupe d'experts, M. Latortue fait l'objet de sanctions imposées par le Canada et les États-Unis pour aide aux gangs. Le Groupe d'experts a récemment reçu une vidéo dans laquelle Barbecue (HTi.001), le chef de gang, déclare que M. Latortue lui avait remis 30 000 dollars⁵⁷.

77. Le Groupe d'experts s'intéresse à plusieurs acteurs économiques et politiques qui ont créé ou financé des gangs, y compris au moyen de fondations, et entend poursuivre ses enquêtes.

3.2. Sources de revenus

78. Les enlèvements contre rançon, qui viennent d'atteindre des niveaux sans précédent, constituent l'une des principales sources de financement des gangs en Haïti. Bien que de nombreux cas ne soient pas signalés⁵⁸, 2 441 personnes ont été enlevées entre janvier 2022 et juin 2023⁵⁹. Le mouvement *Bwa Kale* a contribué à faire baisser le nombre d'enlèvements⁶⁰, toutefois de nombreux cas sont toujours enregistrés dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite, dont des enlèvements faits collectivement par Kokorat San Ras et Gran Grif. Dans les cas signalés au Groupe d'experts, les rançons varient fortement en fonction du profil des victimes, allant de 7 000 à 500 000 dollars pour des étrangers et des personnalités (voir annexe 22).

79. L'extorsion, le vol et le détournement de véhicules de transport de personnes et de véhicules privés de toutes tailles sont une source importante de revenus pour les gangs qui contrôlent les routes nationales. Les camions de transport de marchandises sont particulièrement intéressants car ils transportent des marchandises de valeur (carburant ou produits manufacturés). Par exemple, en octobre 2022, les membres de 5 Segond ont commencé à détourner de plus en plus de camions de marchandises transportant des conteneurs de marchandises de grande valeur le long de la route Canaan-Lafiteau (RN1). Entre cette période et juillet 2023⁶¹, les détournements sont passés d'une moyenne de 4 à 5 par mois à environ 10⁶². Une rançon de 1 000 à 3 000 dollars est versée par camion détourné, en fonction de sa taille et de la valeur de sa cargaison⁶³. La situation est similaire le long de la RN2 à Martissant, où les gangs 5 Segond, Grand Ravine et Ti Bois sévissent.

80. Les activités d'extorsion le long de la route menant au principal dépôt pétrolier ont fortement perturbé la distribution de carburant dans le pays. En juillet 2023, l'Association des professionnels du pétrole a mis en garde les autorités contre le

⁵⁷ Vidéos conservées dans les archives du Groupe d'experts.

⁵⁸ Certaines familles ne portent pas plainte pour éviter la publicité ou de se mettre en danger en ayant des relations avec la police.

⁵⁹ Police nationale d'Haïti et police des Nations Unies, 2023.

⁶⁰ Au premier trimestre 2023, 5 Segond et Grand Ravine se sont associés pour des enlèvements, entraînant une forte augmentation de ce type d'infraction. Toutefois, ces gangs ont été très fragilisés à la suite du lynchage de nombre de leurs membres et ont vu leurs activités restreintes en raison des opérations de la police et de *Bwa Kale*.

⁶¹ Voir www.facebook.com/pnh/posts/pfbid04VizVoaVqA38zsQTD8woghZDXQ5vZvPhXGHb7Xk36Har7whEWrljNGdxwNeBZzzQl.

⁶² Informations obtenues lors d'entretiens avec trois entrepreneurs et quatre personnes utilisant la RN1, 2023.

⁶³ Informations obtenues lors d'entretiens avec un membre de l'Association des chauffeurs et propriétaires haïtiens et deux policiers, 2023.

risque de blocage de l'approvisionnement à partir de Varreux du fait des activités des gangs⁶⁴.

81. Les gangs rançonnent les entreprises et les institutions, y compris les écoles, dans les zones qu'ils contrôlent. En outre, ils taxent la population pour des services publics qu'ils ne fournissent pas vraiment, comme l'eau ou l'électricité (voir annexe 23).

B. Dynamique de la criminalité transnationale

1. La faiblesse des contrôles aux frontières et la corruption favorisent les activités criminelles

82. Mauvaise gestion des frontières, faiblesse des contrôles douaniers, longue tradition de corruption, voici quelques-uns des principaux facteurs qui favorisent les activités criminelles [voir annexe 24 et par. 182 c)]. Haïti compte 20 ports maritimes officiels, de tailles diverses (voir annexe 25) ainsi que plusieurs stations d'amarrage et de mouillage non officiels le long des 1 771 km de côte. Par ailleurs, il existe quatre points de passage terrestres officiels le long de la frontière de 392 km avec la République dominicaine ainsi que d'innombrables autres points de passage non officiels. Deux des cinq aéroports d'Haïti sont des aéroports internationaux et il existe plusieurs pistes d'atterrissage clandestines dans le pays⁶⁵.

83. Le Groupe d'experts a visité trois ports publics – le port de l'Autorité portuaire nationale, Cap-Haïtien et Port-de-Paix – et s'est entretenu avec de nombreux acteurs engagés dans des activités portuaires. Les autorités publiques, y compris les douanes, ont peu de contrôle sur les ports et les terminaux, qui sont pour la plupart contrôlés par des hommes d'affaires et des familles de marchands. Dans le département de l'Ouest, il existe deux principaux terminaux de marchandises : l'un, géré par Caribbean Port Services et situé dans le port de l'Autorité portuaire nationale, appartient à des intérêts privés et traite environ 80 % des marchandises arrivant à Port-au-Prince⁶⁶ ; l'autre, le port Lafiteau, appartient à un partenariat public-privé et reçoit principalement des navires de charge⁶⁷.

84. Il ressort d'entretiens avec d'anciens fonctionnaires du gouvernement Martelly et des douaniers, de dossiers confidentiels et d'informations communiquées par un État Membre au Groupe d'experts que l'élection de M. Martelly en 2011 a coïncidé avec l'arrivée de nouveaux acteurs économiques dans le contrôle des principaux ports d'entrée du pays. Le plus important était Reynold Deeb, qui, à ce jour, continue d'influer officieusement sur le choix des douaniers affectés dans plusieurs des grands ports d'entrée⁶⁸. D'après certaines sources, M. Deeb avait mis en place des représentants pour l'aider dans ses activités de fraude fiscale : sous-déclarations, faux étiquetages et importation de marchandises de contrebande via des ports différents.

85. Le Groupe d'experts a constaté que certains douaniers avaient été impliqués dans des malversations financières. Romel Bell, Directeur général des douanes de 2018 à 2022, a commis et encouragé la fraude fiscale et d'autres infractions

⁶⁴ Informations obtenues lors d'un entretien avec un responsable du secteur des transports terrestres en Haïti et un responsable gouvernemental, 2023. Voir également <https://endijenenfo.com/terminal-varreux-contrôle-par-des-gangs-lappe-tire-la-sonnette-dalarme/>.

⁶⁵ Pour plus d'informations sur le système portuaire haïtien et le trafic illicite de marchandises, voir www.unodc.org/documents/data-and-analysis/toc/Haiti_assessment_UNODC.pdf.

⁶⁶ Voir www.projectcargo-weekly.com/2018/10/04/caribbean-port-services-port-au-prince-haiti/.

⁶⁷ Informations obtenues lors d'entretiens avec deux douaniers et deux représentants des compagnies maritimes, 2023.

⁶⁸ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

financières, dont des transactions bancaires suspectes (voir par. 175 et 176 et annexe 26)⁶⁹. M. Bell a toléré un système corrompu qui a compromis les processus de contrôle douanier, ce qui a eu un impact non seulement sur les recettes douanières, mais aussi sur la capacité des douanes d'empêcher le trafic de marchandises illicites, y compris d'armes et de stupéfiants, à destination et en provenance du pays, portant atteinte ainsi à la sécurité et à la stabilité d'Haïti. M. Bell, outre de faire l'objet de sanctions décrétées par un État Membre⁷⁰, fait partie de plusieurs responsables gouvernementaux en poste ou pas à qui il est interdit de quitter le pays en raison d'enquêtes liées à des détournements de fonds (voir annexe 26).

86. Depuis le remplacement de M. Bell en juillet 2022 et le renforcement du contrôle institutionnel, les recettes douanières récupérées ont doublé. Dans leur action visant à renforcer l'intégrité, les nouvelles autorités ont suspendu un haut fonctionnaire des douanes et révoqué les licences de plusieurs agents de dédouanement.

2. Trafic et détournement d'armes et de munitions

87. Le trafic d'armes et de munitions vers Haïti est l'un des principaux moteurs de l'expansion du contrôle territorial des gangs et des niveaux extrêmes de violence armée dans le pays, et représente une menace pour la stabilité régionale. Le Groupe d'experts estime que les autorités haïtiennes et les États Membres de la région dans son ensemble devraient avoir pour priorité de mettre fin au flux d'armes et de munitions dans le pays, et que les dispositions relatives à l'embargo sur les armes ciblé devraient être renforcées de toute urgence et de manière stricte [voir par. 182 a)].

88. La demande d'armes progresse et les prix sont élevés, ce qui fait du trafic d'armes une activité très lucrative, même en petites quantités (« trafic de fourmi »). Ainsi, des fusils semi-automatiques de 5,56 mm, qui se vendraient pour quelques centaines de dollars aux États-Unis, sont régulièrement vendus entre 5 000 et 8 000 dollars en Haïti, tandis qu'une arme de poing de 9 mm peut être vendue entre 1 500 et 3 000 dollars et les munitions entre 3 et 5 dollars la cartouche. Les saisies d'armes à destination d'Haïti ou déjà dans le pays ne sont pas énormes en termes de quantité – la plus importante relevée par le Groupe d'experts depuis janvier 2022 fait état de 23 articles pour les armes à feu et 120 000 cartouches pour les munitions (voir annexe 29) ; toutefois, les trafics sont nombreux, d'où une accumulation inquiétante de matériel dans le pays.

89. Les détenteurs d'armes qui se fournissent de manière illicite sont de tout type : civils, sociétés de sécurité privées et gangs. Bien que les réseaux de trafic ne soient pas très sophistiqués, ils font intervenir un large éventail d'acteurs allant d'hommes de paille (*straw-buyers*) aux États-Unis, aux transporteurs de fonds, aux transitaires, aux fonctionnaires et aux petits opérateurs du marché illicite en Haïti, qui vendent aux plus offrants. Certains gangs disposent non seulement de moyens financiers importants qui leur permettent de se procurer du matériel coûteux, mais ils ont aussi des réseaux qui leur facilitent l'achat à l'étranger et le transport jusqu'en Haïti. Le Groupe d'experts travaille actuellement sur plusieurs affaires de trafic par voie maritime, terrestre et aérienne, dont certaines figurent dans le présent rapport. Il poursuit son enquête sur d'autres, qui feront l'objet d'un rapport en temps utile.

90. Outre des informations sur les armes et les munitions illicites recueillies dans diverses localités d'Haïti, le Groupe d'experts a également reçu des informations

⁶⁹ Voir également Unité de lutte contre la corruption, « Résumé exécutif du rapport d'enquête sur le patrimoine de l'ancien Directeur général de l'Administration Générale des Douanes, M. Romel Bell ».

⁷⁰ Voir <https://ht.usembassy.gov/combating-global-corruption-and-human-rights-abuses/>.

concernant des saisies d'armes vers Haïti et des saisies effectuées dans le pays. De plus, il a eu de nombreux entretiens avec des représentants de services de renseignement et de forces de l'ordre en Haïti et dans la région ainsi qu'avec les autorités locales et les organisations de la société civile, les personnes vivant dans les zones où sévissent les gangs et des personnes qui possèdent des armes légalement ou illégalement.

91. Le Groupe d'experts a envoyé à trois pays des demandes de traçage concernant 74 armes à feu illicites récemment saisies et faisant l'objet d'une enquête ; ces armes avaient été fabriquées ou originellement achetées dans ces pays. Au moment de la soumission du présent rapport, seul un État Membre avait répondu. Le Groupe d'experts tient à souligner que si les États Membres ne l'aident pas à tracer les armes à feu, il ne pourra pas reconstituer la chaîne de détention.

2.1. Typologie des armes à feu illicites en Haïti

92. Bien qu'il soit très difficile de déterminer le nombre d'armes à feu en circulation dans la population civile, les organisations de recherche spécialisées, les organismes des Nations Unies et les agences gouvernementales haïtiennes estiment qu'il serait de 291 000 en 2018 et de 600 000 en 2022⁷¹. Puisque seulement quelques milliers de permis d'armes à feu sont délivrés ou renouvelés chaque année (voir plus bas), la grande majorité des armes à feu sont détenues de manière illégale. Comme dans d'autres pays des Caraïbes, les armes de poing de 9 mm restent les plus convoitées. Les autorités ont saisi 191 armes à feu entre octobre 2022 et juillet 2023, dont 102 pistolets et 45 fusils (voir annexe 33)⁷².

93. Ces trois dernières années, les gangs des départements de l'Ouest et de l'Artibonite ont considérablement accru leur puissance de feu, leur stratégie d'acquisition se concentrant surtout sur les fusils semi-automatiques. Les membres des gangs continuent d'utiliser principalement des armes de poing de 9 mm et des fusils semi-automatiques de 5,56 mm ainsi que des fusils semi-automatiques de 7,62 x 39 mm, mais dans une bien moindre mesure. Aucun effort n'est ménagé pour se procurer les munitions associées à chacun de ces calibres (voir annexe 32).

94. Le Groupe d'experts est préoccupé par la présence d'armes et de munitions de plus gros calibre en circulation dans les gangs. Il a reçu des vidéos récentes de mitrailleuses légères de 7,62 x 51 mm alimentées par bande de munitions, aux mains des gangs Canaan et 5 Segond. Il a également reçu des vidéos montrant les gangs Grand Ravine et Ti Bois en possession de munitions de 12,7 x 99 mm (pour mitrailleuses lourdes ou fusils de tireur d'élite). Il n'a pas été en mesure de confirmer si ces gangs disposaient des systèmes d'armes correspondants, mais il a reçu des preuves selon lesquelles ils avaient essayé activement d'en acheter.

95. Selon le personnel médical interrogé par le Groupe d'experts, le nombre croissant d'armes en circulation ainsi que la modernisation des arsenaux ont un impact sur la létalité et la gravité des blessures⁷³. Le Groupe d'experts a également documenté l'utilisation de munitions à pointe creuse en Haïti. Les balles à pointe creuse, qui se dilatent à l'impact, provoquent des blessures plus dévastatrices.

⁷¹ Voir, par exemple, A.S. Fabre *et al*, *Weapons Compass: The Caribbean Firearms Study* (CARICOM IMPACS and Small Arms Survey, avril 2023) ; et www.unodc.org/documents/data-and-analysis/toc/Haiti_assessment_UNODC.pdf.

⁷² Données de la Police nationale d'Haïti et de la police des Nations Unies, 2023.

⁷³ Informations obtenues lors d'un entretien avec du personnel médical travaillant à Port-au-Prince, mai 2023.

2.2 Routes du trafic

96. Il ressort des recherches menées par le Groupe d'experts ainsi que de ses observations sur place en Haïti que la majorité des armes à feu et des munitions en circulation dans le pays sont fabriquées ou achetées à l'origine aux États-Unis. Elles arrivent en Haïti directement depuis les États-Unis ou via la République dominicaine. On a constaté également des tendances moins courantes, comme la présence de fusils de type AK retrouvés en Haïti, détournés d'un pays d'Amérique du Sud et probablement introduits dans le pays à la faveur du trafic de drogue (voir par. 113 à 123) ou importés de la République dominicaine, où des saisies récentes ont permis de trouver des armes en provenance d'Amérique du Sud⁷⁴.

97. Il ressort des cas analysés par le Groupe d'experts que si les gangs peuvent acheter sur le marché illicite haïtien ou en République dominicaine des armes de poings, des fusils à pompe et des fusils semi-automatiques de 5,56 mm ainsi que les munitions correspondantes, les gangs les plus importants et les plus riches essaient de se fournir directement aux États-Unis pour certains types de matériel spécifiques, par exemple des armes de plus gros calibre, comme des fusils anti-matériel de 12,7 x 99 mm, des mitrailleuses légères et les munitions correspondantes ou d'autres calibres peu courants (voir annexe 32).

98. Le manque de ressources de l'administration douanière et les niveaux élevés de corruption dans le département sont des facteurs clés qui favorisent le trafic d'armes à destination d'Haïti (voir par. 82 à 86 et annexe 24). Au vu des saisies signalées depuis 2020, la plupart des ports d'entrée en Haïti – terrestres, maritimes ou aériens – sont exposés au trafic d'armes et de munitions (voir annexes 29, 30 et 31). Pour un aperçu des saisies effectuées au cours de la période considérée, voir l'annexe 28.

2.2.1 Trafic en provenance des États-Unis

99. Compte tenu de leur proximité relative, de la présence d'une diaspora haïtienne importante, des prix bas et des contrôles limités sur les achats, les États-Unis sont une source de matériel intéressante pour les détenteurs d'armes en Haïti (voir annexe 29).

100. Les autorités américaines ont renforcé les contrôles et saisi plusieurs armes et munitions à destination d'Haïti par voie maritime ou aérienne. Entre janvier 2020 et juillet 2023, le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a saisi 15 938 munitions de différents calibres ainsi que 35 carcasses et 59 armes, dont 45 armes de poing, 1 fusil de chasse, 12 fusils et 1 mitrailleuse⁷⁵.

101. La grande majorité des saisies faites par les autorités américaines ont eu lieu à Miami, l'un des principaux points de départ des conteneurs de marchandises vers Haïti et également le seul endroit aux États-Unis d'où partent des bateaux transportant vers Haïti des biens de seconde main en vrac. Ces bateaux, qui peuvent servir au trafic d'armes et de munitions à destination d'Haïti, partent de docks situés sur la Miami River, que le Groupe d'experts a visités (voir annexes 29 et 30).

102. Étant donné que le marché (illicite) d'armes à feu en Haïti est dépendant de celui des États-Unis, le Groupe d'experts doit absolument se tenir informé de l'évolution de la technologie, notamment de la production d'armes à feu de fabrication privée. Au cours de la période considérée, le Groupe d'experts a confirmé la présence d'armes à feu de fabrication privée, connues sous le nom d'« armes fantômes » (ghost

⁷⁴ Informations obtenues lors d'un entretien avec une source confidentielle, mai 2023, et avec un expert régional en matière de trafic d'armes à feu, juin 2023.

⁷⁵ Informations fournies par le Bureau des douanes et de la protection des frontières à la suite d'une demande présentée par le Groupe d'experts en vertu de la loi américaine sur la liberté d'information (*Freedom Of Information Act*), juillet 2023.

guns), et a documenté, dans des saisies récentes, plusieurs carcasses manufacturées ou fabriquées par machine à fraiser CNC, utilisées dans l'assemblage de ce type d'armes. Préoccupante, cette tendance, relativement nouvelle, pose un grave problème au contrôle des armes aux États-Unis et dans les Caraïbes⁷⁶, car les armes fantômes peuvent être fabriquées de manière relativement simple en achetant des pièces auprès de fournisseurs en ligne, les soustrayant ainsi au contrôle qui s'applique aux armes à feu fabriquées de manière classique. De plus, comme elles n'ont pas de numéro de série, elles sont intraquables (voir annexe 29).

2.2.2 Trafic en provenance de la République dominicaine

103. Une grande partie du trafic passe sous le radar, toutefois, les autorités dominicaines et haïtiennes ont effectué plusieurs saisies récentes de part et d'autre de la frontière (voir annexe 31). Les affaires concernent souvent du matériel acheté à l'origine aux États-Unis et acheminé vers le marché illicite de la République dominicaine. Bien que moins lucratif que les importations directes en provenance des États-Unis, l'achat de matériel sur le marché illicite dominicain reste intéressant. Un fusil semi-automatique de 5,56 mm coûtant entre 500 et 700 dollars aux États-Unis peut se vendre environ 2 500 dollars en République dominicaine ou deux à trois fois plus en Haïti⁷⁷. Dans un cas, du matériel parti des États-Unis vers la République dominicaine devait être transféré directement vers Haïti.

104. Plusieurs gangs, en particulier 400 Mawozo, dont le territoire est le plus proche de la frontière, passent par des trafiquants dominicains pour acquérir des armes à feu et des munitions. Le Groupe d'experts a enquêté sur d'autres cas montrant des réseaux passant par des responsables corrompus, notamment des policiers, des fonctionnaires et des proches des autorités locales, qui facilitent le passage de matériel illicite. Dans la plupart des cas examinés par le Groupe d'experts, le trafic passe par le poste-frontière de Belladere, par lequel la plupart des marchandises officielles en provenance de la République dominicaine entrent en Haïti.

2.2.3 Trafic en provenance d'Haïti

105. La présence d'armes à feu en Haïti déstabilise encore davantage la région, compte tenu du trafic d'armes à feu vers la Jamaïque. Le trafic historique de marijuana de la Jamaïque vers Haïti par la voie maritime s'est transformé, au fil du temps, en un échange d'armes contre de la drogue (ganja) (voir par. 113 à 123). Selon des sources de sécurité régionales enquêtant sur la question, une arme de poing peut s'échanger contre 18 kg de marijuana (environ 2 000 dollars), ce type d'armes à feu étant particulièrement demandé en Jamaïque.

2.3 Détournement d'armes et de munitions en Haïti

2.3.1 Détournement des stocks nationaux

106. Le détournement des stocks de la police – par le vol ou la perte – a pour conséquence que les armes et les munitions de la police se retrouvent régulièrement entre les mains de criminels et de membres de gangs (voir annexe 33)⁷⁸. Avec le

⁷⁶ Voir A.S. Fabre *et al*, *Weapons Compass: The Caribbean Firearms Study* (CARICOM IMPACS and Small Arms Survey, avril 2023).

⁷⁷ Informations obtenues lors d'un entretien avec les services de police, République dominicaine et Haïti, 2023.

⁷⁸ Un fusil de 5,56 mm de la police a également été récupéré auprès de criminels en Jamaïque en 2017. Voir www.haitilibre.com/article-21139-haiti-securite-un-fusil-d-assaut-galil-de-la-pnh-retrouve-en-jamaïque.html.

soutien de partenaires internationaux, la police s'emploie actuellement à renforcer sa capacité de gestion des armes et des munitions et à relever les principaux défis (ibid.).

107. Entre 2012 et 2023, près de 2 500 armes à feu de la police ont été déclarées perdues ou volées. Si les policiers sont régulièrement la cible de gangs et se font voler leurs armes, certains d'entre eux vendent leurs propres armes à feu et munitions. Les unités de police, même celles qui n'utilisent pas habituellement les armes à feu dont elles disposent, reçoivent régulièrement des munitions, ce qui pousse certains policiers à vendre leur surplus⁷⁹.

108. Enfin, les unités de police saisissent régulièrement des armes à feu et des munitions illicites ; toutefois, faute de cadre réglementaire, de procédures opérationnelles normalisées ou de ressources, le matériel saisi est mal géré et parfois détourné (voir annexe 34).

2.3.2 Possession d'armes par des civils

109. En l'absence d'armuriers officiels dans le pays, la grande majorité des armes à feu pour lesquelles des permis sont demandés et délivrés sont importées illégalement dans le pays. La loi permet aux Haïtiennes et Haïtiens de demander des autorisations de détention ou de port de certains types d'armes de poing et de fusils de chasse. À l'heure actuelle, la base de données du Service de permis des armes à feu (SPAF) contient 47 000 armes de poing et fusils de chasse enregistrés, dont plus de 40 000, ne sont associées à aucun permis valide⁸⁰. Ce service ne dispose pas des ressources nécessaires pour fonctionner correctement ou contrôler les armes à feu enregistrées. De plus, comme les gangs contrôlent actuellement les routes menant à Port-au-Prince, les civils qui se trouvent hors de cette localité ne peuvent pas faire une demande de permis ou de renouvellement de permis auprès du service compétent.

2.3.3 Sociétés de sécurité privées

110. Il existe actuellement 103 sociétés de sécurité privées enregistrées auprès du Ministère de l'intérieur haïtien et de nombreuses autres opèrent sans autorisation⁸¹. Le contrôle étant extrêmement limité, beaucoup de ces sociétés violent la législation sur le contrôle des armes, et donc contribuent à la circulation illicite des armes en Haïti. Des entreprises ainsi qu'un certain nombre de personnalités politiques arment également leurs propres équipes de sécurité internes, en toute opacité.

111. La réglementation des sociétés de sécurité privées est une question délicate en Haïti, car il s'agit d'une activité très lucrative et prisée des hauts responsables gouvernementaux en poste ou non. Ces sociétés représentent une source essentielle d'emploi dans le pays, les estimations variant entre 30 000 et 90 000 employés⁸². La loi autorise une entreprise à avoir un nombre d'armes égal à jusqu'à 50 % du nombre de ses employés ; certaines des plus grandes entreprises en Haïti comptent 2 000 employés.

112. Les sociétés de sécurité privées se procurent souvent des armes sur le marché illicite. Des sources ayant une connaissance directe de la question ont informé le Groupe d'experts que de nombreuses entreprises ne gèrent pas correctement leurs stocks d'armes, n'ont pas enregistré toutes leurs armes à feu et possèdent trop d'armes à feu et des types d'armes qui sont en violation de la législation, y compris des pistolets de 9 mm et des fusils semi-automatiques. De plus, des détournements non

⁷⁹ Entretien avec des policiers et des détenteurs légaux d'armes, Port-au-Prince, 2023.

⁸⁰ Entretien avec le Service de permis des armes à feu, Haïti, 2023.

⁸¹ Les informations contenues dans la présente partie proviennent d'entretiens avec des représentants de sociétés de sécurité privée et des responsables gouvernementaux en Haïti, 2023.

⁸² Voir également www.unodc.org/documents/data-and-analysis/toc/Haiti_assessment_UNODC.pdf.

déclarés des stocks des sociétés de sécurité privée, notamment des vols et des pertes, se produisent régulièrement.

3. Trafic de drogue

113. La présente section repose essentiellement sur des entretiens menés de février à juillet 2023 avec des analystes nationaux, d'anciens et d'actuels responsables gouvernementaux, des policiers, des services de renseignement internationaux, des responsables gouvernementaux internationaux, des services de détection et de répression internationaux, des agents de sécurité internationaux, des personnes vivant dans des zones contrôlées par des gangs, des organisations et des entités non gouvernementales régionales ainsi que l'ONU, notamment l'ONUSUD. Le Groupe d'experts a également effectué des missions d'enquête en Colombie, en République dominicaine et aux États-Unis. Il a envoyé des demandes d'information à cinq États Membres, dont deux ont répondu.

114. Le faible nombre de saisies de drogue s'explique essentiellement par l'implication de certains acteurs économiques et politiques corrompus du pays, qui s'appuient sur les autorités chargées du contrôle aux frontières, les forces de l'ordre et certains membres du système judiciaire⁸³. Certains hommes d'affaires et hommes politiques exercent une influence sur les chefs de département, placent des acolytes à des postes d'autorité clés et profitent des multiples « angles morts » qui existent dans le pays. Ils peuvent ainsi utiliser leurs moyens (bateaux et avions) et leur pouvoir pour acheminer la drogue sans trop d'interférences, y compris en collusion avec les gangs.

115. Malgré la difficulté de son mandat⁸⁴ et sa capacité opérationnelle limitée⁸⁵, le Bureau haïtien de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS) a saisi environ 104,7 kg de marijuana et 5,4 kg de cocaïne au cours du premier semestre 2023. C'est moins qu'à la même période en 2022, au cours de laquelle 381,4 kg de marijuana et 12,53 kg de cocaïne avaient été saisis⁸⁶. Les années précédentes, des saisies plus importantes ont été signalées⁸⁷ et des opérations antidrogue majeures ont été menées, notamment l'arrestation de Jean Elliobert Jasme (alias « Eddy One »), avec 83,97 kg de cocaïne, en octobre 2020⁸⁸ ; et le démantèlement d'un réseau africain de mules, entre novembre 2021 et juillet 2022, qui a entraîné la saisie de plus de 20 kg de cocaïne et l'interpellation de 16 individus.

116. Un examen des saisies récentes effectuées par la police a révélé l'existence de multiples routes de la drogue à travers Haïti (voir annexe 34). De novembre 2022 à juillet 2023, de la drogue a été saisie sur la côte sud (Baie des Flamands, les Cayes, Ile-à-Vache et Plaisance-du-Sud) et dans le nord d'Haïti (Cap-Haïtien, Port-de-Paix et Artibonite), mais aussi dans les départements du Centre (Hinche et Mirebalais) et de l'Ouest (Plaisance et Bon-Repos)⁸⁹. Le sud d'Haïti est la principale porte d'entrée

⁸³ Les États-Unis ont imposé des sanctions à des ressortissants haïtiens pour des délits de trafic de drogue, et le Groupe d'experts a envoyé une correspondance officielle pour obtenir plus d'informations.

⁸⁴ Un employé du bureau a été grièvement blessé lors d'une attaque à main armée, le 19 juin 2022, dans la commune de Croix-des-Bouquets.

⁸⁵ Le bureau est présent aux Cayes, au Cap-Haïtien, à Port-de-Paix. Une petite équipe est basée au port de l'Autorité portuaire nationale et une autre à l'aéroport international. Son personnel est réduit à Malpasse, en raison de la présence du gang 400 Mawozo. Le détachement dans le sud utilise un bateau qui est actuellement en réparation.

⁸⁶ Informations de la Police nationale d'Haïti, 2023.

⁸⁷ Deux tonnes de marijuana et 35 kg de cocaïne en 2022, et 3 tonnes de marijuana et 32 kg de cocaïne en 2021. Informations de la Police nationale d'Haïti et de la police des Nations Unies.

⁸⁸ Voir <https://www.justice.gov/usao-edwi/pr/haitian-national-charged-international-narcotics-conspiracy-narcotics-distribution-and>.

⁸⁹ Informations de la Police nationale d'Haïti.

de la drogue dans le pays, notamment de la marijuana en provenance de la Jamaïque et de la cocaïne provenant principalement de Colombie, mais aussi d'autres pays d'Amérique du Sud.

117. De multiples sources ont informé le Groupe d'experts que les points d'entrée de la drogue se trouvaient sur la côte sud : Jacmel, Anse-à-Pitres, Grand Bois, les Cayes, Dame-Marie et Ile-à-Vache ainsi que Port Salut et Jérémie. Les pistes d'atterrissage clandestines sont nombreuses, notamment à Savane Diane, dans le département de l'Artibonite, et vers le sud et le sud-est, à Jacmel.

118. À l'issue de visites dans la région, il a été établi que le département colombien de Guajira était un point stratégique pour le transport de cocaïne vers Haïti. Cette information a été corroborée par une source fiable, qui a indiqué que la drogue arrivait de Guajira sur la côte sud d'Haïti par bateau ou par de petits avions pouvant passer sous le radar. Elle traversait ensuite la frontière dominicaine, par voie terrestre, vers Punta Cana, puis vers Porto Rico. D'après d'autres sources, de petits avions larguaient de la drogue près du lac Étang Saumâtre, à la frontière avec la République dominicaine, et au-dessus du département de l'Artibonite⁹⁰.

119. Aux points de sortie, la majeure partie de la cocaïne est expédiée aux Bahamas dans de petites embarcations et des avions. Port-de-Paix et la petite île de la Tortue, au large de la côte nord-ouest, sont des stations d'expédition stratégiques. Des envois se font également de Miragoane, Saint-Marc ou Cap-Haïtien.

120. Plusieurs saisies ont été signalées à Miami River dans le passé (voir annexe 29). Même si les saisies ont baissé ces deux dernières années, les services de détection et de répression nationaux et internationaux ont expliqué que l'instabilité et la faiblesse des contrôles portuaires en Haïti faisaient le lit des activités illicites transnationales, notamment du trafic de stupéfiants.

121. Le gang 5 Segond a exploité les piètres conditions de sécurité pour générer des revenus supplémentaires grâce au trafic de drogue (voir sect. III.A.2.3 et III.A.3). D'après certaines sources, la drogue était expédiée directement d'Amérique du Sud vers la zone du Village de Dieu, parfois accompagnée d'armes à feu⁹¹. Depuis Village de Dieu, Izo bénéficie de l'appui d'autres gangs, tels que Canaan, Gran Grif et Kokorat San Ras, pour acheminer la drogue jusqu'à Port-de-Paix et hors du pays.

122. Les routes nationales partant de Port-au-Prince sont contrôlées par des gangs (voir par. 4 à 50), que les trafiquants doivent payer s'ils veulent faire passer leur drogue et leurs armes par leur territoire⁹². Par exemple, le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles Base Pilate a activement contribué à faciliter le transport de la drogue pour le compte d'individus influents, en utilisant des véhicules blindés munis de plaques d'immatriculation officielles afin d'éviter les contrôles. L'utilisation présumée des plaques d'immatriculation de la police et du gouvernement pour transporter de la drogue et des armes compromet la lutte contre les activités illicites⁹³.

123. Le Groupe d'experts est d'avis que le faible nombre de saisies de drogue ne reflète pas le niveau réel du trafic. Le trafic de drogue, qui est une source importante de revenus pour certains gangs, nuit à la paix, à la sécurité et à la stabilité d'Haïti. On

⁹⁰ Informations obtenues de services de renseignement, 2023.

⁹¹ Informations obtenues auprès de gangs et d'analystes politiques, d'un représentant du gouvernement travaillant sur les questions liées aux gangs, d'un ancien haut fonctionnaire de la police et d'une personne vivant dans une zone contrôlée par des gangs, 2023.

⁹² Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

⁹³ Ibid.

en veut pour preuve les ambitions expansionnistes d'Izo (voir par. 61 à 68)⁹⁴. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur cette question, notamment sur les liens entre les élites et les gangs impliqués dans le trafic de drogue, leurs réseaux et leurs modes opératoires.

4. Traite des personnes et trafic de migrants⁹⁵

124. Le Groupe d'experts s'est rendu au Mexique, en République dominicaine, aux États-Unis, ainsi qu'à Port-de-Paix en Haïti, afin de comprendre l'impact de la crise haïtienne sur les migrants et les réfugiés⁹⁶. Il s'est entretenu avec des migrantes et migrants haïtiens, des membres de la diaspora, des responsables gouvernementaux, des organisations internationales et des ONG locales afin de recueillir des informations.

125. Le trafic de migrants est devenu une activité lucrative facilitée par plusieurs acteurs en Haïti et à l'étranger, notamment des passeurs, des responsables corrompus chargés de la délivrance des passeports et des visas, des agents d'immigration, des agents de voyage, des opérateurs de vols charters et des constructeurs de bateaux⁹⁷.

126. Lors de sa visite à Port-de-Paix, le Groupe d'experts a vu des chantiers informels de construction de bateaux pour le transport des migrants vers les Bahamas et les États-Unis (voir annexe 36). Ces bateaux, dont la construction dure environ trois mois, coûtent entre 25 000 et 50 000 dollars. Contrairement aux bateaux classiques, qui contiennent une vingtaine de personnes, ceux-ci transportent souvent 80 à 100 personnes voire plus, d'où des conditions inhumaines et des chavirements. Le coût par passager varie de 1 000 à 3 000 dollars et le voyage vers les États-Unis peut durer jusqu'à une semaine, s'il se passe bien.

127. Les migrants haïtiens dans la région souffrent de la discrimination et de la xénophobie en raison de leur appartenance ethnique, de leur langue et de leur statut de sans-papiers. L'absence de systèmes de soutien intégrés les met dans des conditions extrêmement difficiles, ce qui les expose davantage à l'exploitation par le travail et aux organisations criminelles [voir par. 182 c)].

128. Le Groupe d'experts a reçu des informations sur des cas de traite des personnes, qu'il est en train d'examiner.

⁹⁴ Informations obtenues lors d'entretiens avec des analystes de gangs et un responsable gouvernemental travaillant sur la question des gangs, 2023.

⁹⁵ Le Groupe d'experts s'aligne sur la définition de la traite des personnes et du trafic de migrants figurant dans le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer ; Voir également annexe 35.

⁹⁶ Voir le premier rapport périodique du Groupes d'experts au Comité, annexes 37 et 38.

⁹⁷ En République dominicaine, 16 ressortissants dominicains ont été récemment condamnés pour trafic de migrants. Voir <https://pgr.gob.do/tribunal-de-montecristi-impone-18-meses-de-prision-preventiva-a-16-imputados-de-traffic-ilicito-de-inmigrantes-en-operacion-frontera/>. Dans un autre cas, le 27 juillet 2013, un ressortissant dominicain qui transportait illégalement des Haïtiens dans la municipalité de Jicome a été arrêté. Voir <https://www.diariolibre.com/actualidad/nacional/2023/07/28/detiienen-dominicano-transportaba-haitianos-indocumentados/2417154>.

C. Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou constituant des atteintes aux droits humains⁹⁸

1. Violence sexuelle et fondée sur le genre

129. En Haïti, la violence sexuelle et fondée sur le genre s'inscrit dans le droit fil d'un système patriarcal et inégal. Tirant son origine dans les normes culturelles et l'histoire de la domination masculine, elle se manifeste dans l'accès limité des femmes à l'éducation, aux perspectives économiques et au système de gouvernement⁹⁹.

130. Bien que les femmes et les filles en soient les premières victimes, les garçons et les jeunes hommes sont également visés, bien que dans une moindre mesure. D'après les informations obtenues par le Groupe d'experts, les personnes de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer et intersexe sont également concernées.

131. Les infractions liées à la violence sexuelle et fondée sur le genre sont loin d'être toutes signalées, en raison de la stigmatisation, de la peur des représailles et de l'accès limité aux services essentiels. L'absence d'état de droit et l'impunité généralisée ne font qu'exacerber le problème [voir par. 182 j)]. Il est difficile d'obtenir des données précises sur les viols, parce que de nombreux cas ne sont pas signalés et que les différentes organisations utilisent des méthodes de collecte de données diverses. Ainsi, alors que le service de la police nationale chargée de lutter contre les infractions sexuelles a signalé 15 cas en 2021, 16 en 2022 et 9 en 2023 au mois de juin¹⁰⁰, les organisations locales signalent des dizaines de cas par mois¹⁰¹.

132. Pour comprendre la situation, le Groupe d'experts s'est entretenu avec des victimes, des acteurs humanitaires et des analystes. Il en tire les résultats préliminaires suivants :

a) La violence sexuelle et fondée sur le genre est pour les gangs un instrument : i) de pouvoir, pour terroriser, soumettre et punir la population, en particulier les femmes ; ii) de contrôle, pour exercer une domination sur un territoire et sa population ; iii) d'extorsion, comme dans le cas des enlèvements, pour obtenir une rançon. Par ailleurs, certaines victimes ont été réduites à l'esclavage sexuel par des membres de gangs ;

b) À ce jour, il n'a pas été établi que tel ou tel gang suivait une tendance ou un mode opératoire particulier en matière de violence sexuelle ;

c) Aucune des victimes interrogées n'a pu ou voulu identifier précisément son agresseur. Toutefois, les observations suivantes ont été faites :

i) L'organisation hiérarchique des gangs, même si elle est un peu floue, comporte une certaine structure et les chefs sont clairement identifiables ;

⁹⁸ Voir annexe 39 sur les violations des droits humains.

⁹⁹ Dans une étude menée à Cité Soleil sur la violence sexuelle et fondée sur le genre, les partenaires actuels ou anciens (44 %) étaient les plus fréquemment cités comme responsables de cette violence. Puis venaient les inconnus, comme les membres de gangs, les bandits et les kidnappeurs (33%). Global Initiative against Transnational Organized Crime, *Gang control and security vacuums – Assessing gender-based violence in Cité Soleil, Haiti, 2023*.

¹⁰⁰ Données conservées dans les archives du Groupe d'experts.

¹⁰¹ Informations obtenues d'une source confidentielle. Selon les données de l'ONU, 220 cas de viol ont été signalés au deuxième semestre de 2022. Au premier semestre 2023, ce nombre est passé à 303 (153 femmes, 149 mineures et 1 garçon), soit une augmentation de 37,7 %.

ii) La plupart des gangs en Haïti ont recours à la violence sexuelle et fondée sur le genre ; il ne s'agit pas simplement d'incidents isolés de la part de membres incontrôlables, mais d'une tactique systématique ;

iii) Bien que certains gangs nient avoir recours au viol, des témoignages suggèrent que de nombreux gangs se livrent à des violences sexuelles ;

iv) Compte tenu de l'organisation des principaux gangs en Haïti (voir sect. III.A), le Groupe d'experts conclut que les chefs de gangs ont connaissance et sont complices de ces actes commis par les membres de leur gang, ce qui les rend responsables.

133. Entre mars et mai 2023¹⁰², 49 femmes ont été victimes de viols collectifs commis dans la localité de Dèyè Mi à Brooklyn, Cité Soleil¹⁰³. D'après des sources, la plupart des auteurs étaient des membres du gang Terre Noire¹⁰⁴. Des membres de gangs ont commis 18 viols collectifs, 15 viols individuels, dont un contre un homme. En outre, 49 personnes ont été tuées, 46 blessées et 12 ont disparu (disparition forcée)¹⁰⁵.

134. Pendant la période examinée, le Groupe d'experts a rencontré 15 victimes de viol. Par exemple, en mars, une jeune mère a été enlevée par des membres du gang Terre Noire et violée par trois d'entre eux¹⁰⁶. Dans un autre cas, une jeune femme de la localité de Brooklyn a décrit comment elle avait été agressée sexuellement par quatre membres du gang Terre Noire et avait contracté le VIH.

135. Le 10 juillet 2023, six membres du gang Kokorat San Ras de Lacroix Périsse (l'Estère) ont agressé une jeune fille de 17 ans qui se trouvait dans un bus à destination des Gonaïves, que le gang avait détourné¹⁰⁷.

136. Le Groupe d'experts a également relevé des viols commis par les gangs d'Izo, de Ti Lapli, de Vitelhomme, de Lanmo San Jou, de Luckson Elan et de Jeff Canaan. Il poursuit son enquête.

2. Recrutement d'enfants

137. Le Groupe d'experts exprime sa profonde inquiétude face au recrutement généralisé d'enfants par des gangs armés en Haïti. Nombre de ces enfants et de ces jeunes sont en situation de vulnérabilité, ce qui en fait des cibles faciles pour les gangs. Actuellement, de nombreux gangs comptent des mineurs dans leurs rangs, certains âgés d'à peine 10 ans (voir annexe 6).

138. Tous les gangs comptent des mineurs dans leurs rangs, qu'ils exploitent à des fins diverses : travail, espionnage, prise d'otages, surveillance, surveillance aux postes de contrôle, participation à des attaques, etc. Au fur et à mesure que les mineurs prouvent leur loyauté et leurs capacités, ils montent dans l'organisation criminelle. Les filles sont généralement affectées aux tâches ménagères et à l'espionnage.

139. Compte tenu des preuves recueillies par le Groupe d'experts¹⁰⁸, il est possible de conclure que les six violations graves des droits de l'enfant¹⁰⁹ sont commises en Haïti : le meurtre ou la mutilation d'enfants ; l'enrôlement ou l'utilisation d'enfants comme membres de gangs ; les violences sexuelles faites aux enfants ; l'enlèvement

¹⁰² Voir également le premier rapport périodique du Groupes d'experts au Comité.

¹⁰³ Informations de l'ONU.

¹⁰⁴ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

¹⁰⁵ Ibid.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Informations de l'ONU.

¹⁰⁸ Données de l'ONU et informations obtenues lors de réunions avec des ONG, des organismes des Nations Unies et des témoignages de victimes, 2023.

¹⁰⁹ Voir la résolution 1261 (1999) du Conseil de sécurité et A/77/895-S/2023/363, par. 349.

d'enfants ; les attaques contre des écoles et des hôpitaux (voir annexe 36) ; le refus de l'accès humanitaire à des enfants.

140. Ces violations graves compromettent sérieusement l'avenir d'Haïti; le Groupe d'experts enquête activement sur la question.

141. Les gangs qui recrutent le plus d'enfants sont 5 Segond, Brooklyn, Kraze Barye, Grand Ravine et Terre Noire.

3. Instrumentalisation de la faim et violations du droit à l'alimentation

142. En Haïti, les gangs compromettent directement et indirectement la sécurité alimentaire du pays. Indirectement, l'escalade de la violence entraîne des crises économiques, fait grimper les prix et exacerbe la pauvreté. Directement, des activités comme le racket étranglent l'économie (*peyi lok*), qui est également fortement perturbée par l'imposition de taxes non officielles. Les agriculteurs ont du mal à cultiver et à commercialiser leurs récoltes en raison de la violence des gangs et du contrôle que ceux-ci exercent sur des voies de communication vitales, en particulier vers Port-au-Prince. Par exemple, le 6 juillet 2023, Luckson Elan, le chef du gang Gran Grif situé dans l'Artibonite, a proféré de multiples menaces sur les médias sociaux, avertissant que toute personne retournant dans les champs agricoles serait tuée¹¹⁰.

143. Les gangs ont également utilisé la faim comme arme pour affaiblir leurs rivaux sur leur territoire. Dans certaines régions d'Haïti, la faim a atteint des niveaux sans précédent entre septembre 2022 et février 2023, avec environ 19 000 personnes en situation de famine. En juillet 2022, des conflits entre le G-Pèp et le G9 dans le quartier de Brooklyn, à Cité Soleil, ont provoqué de nombreux morts et déplacements. Le G9 a délibérément bloqué l'accès à la zone de Brooklyn, empêchant les habitants de se déplacer et coupant les chaînes d'approvisionnement en produits de base, notamment la nourriture et l'eau. L'utilisation de tireurs embusqués a encore aggravé la situation, entraînant malnutrition, épidémies et perturbations des services de base. Bien que le bouclage complet ait été levé, la liberté de circulation de la population et des organisations humanitaires présentes dans la région est toujours sévèrement restreinte.

144. Bien que la situation se soit améliorée, elle restait critique en juin 2023, 30 % de la population souffrant d'une faim aiguë. Près de 2 millions de personnes sont en phase d'urgence, ce qui indique que près de la moitié d'Haïti est confrontée à une grave insécurité alimentaire (voir annexe 37).

145. Le département de l'Artibonite, principal centre agricole du pays, subit l'escalade de la violence. Une analyse récente du Programme alimentaire mondial (PAM) montre une diminution notable des terres cultivées en 2022. Du fait de l'activité des gangs, les champs sont abandonnés dans des régions comme Marchand-Dessalines et Petite Rivière-de-l'Artibonite, poussant la communauté agricole vers des régions moins productives¹¹¹.

146. La tactique des gangs consistant à priver la population de nourriture, d'eau et d'autres services essentiels constitue une violation flagrante des droits humains.

4. Attaques indiscriminées contre la population

147. Les gangs mènent des attaques aveugles, notamment en utilisant des tireurs embusqués ou en faisant des exécutions aléatoires, afin de terroriser la population et

¹¹⁰ Voir <https://lefiletinfo.com/13029/haitibanditisme-une-personne-calciinee-par-des-bandits-de-gran-grif/>.

¹¹¹ Voir <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-april-2023-cropland-change-analysis-artibonite-season>.

de s'assurer de son obéissance, en particulier dans les zones dominées par des gangs rivaux. Lors des affrontements entre les coalitions de G9 et de G-Pèp dans le quartier Brooklyn (Cité Soleil), du 6 au 17 juillet 2022, des tireurs embusqués ont été responsables de plusieurs attaques, qui ont fait en moyenne six victimes par semaine, d'août à décembre 2022. Les membres du G9 ont envahi le quartier, s'en prenant à toutes les personnes sur leur passage, qu'il s'agisse de femmes ou d'enfants¹¹².

148. Des affrontements récents ont confirmé la poursuite des attaques aveugles. Par exemple, entre le 27 février et le 3 mars 2023, sous la direction de Barbecue (HTi.001), les gangs du G9 ont lancé des attaques successives à Bel-Air, Cité Soleil et dans d'autres zones voisines contre les gangs du G-Pèp (voir par. 51 à 55). En conséquence, 26 habitants ont été tués et 41 blessés, 25 habitations ont été incendiées et plus de 1 000 résidents ont été déplacés¹¹³. Au cours des affrontements, 18 membres de gangs ont également trouvé la mort et 12 ont été blessés (voir annexe 42).

149. Le Groupe d'experts a rencontré plusieurs victimes des attaques¹¹⁴. Dans un cas datant du 1^{er} mars, un témoin a décrit comment des membres de gangs de Belekou se sont mis à tirer sur des civils sans provocation. Le témoin a déclaré avoir vu un enfant non armé et un jeune adulte morts dans la rue.

150. Dans un cas distinct survenu le 2 mars 2023, un habitant de Solino a indiqué au Groupe d'experts que les membres des gangs du G9 avaient commencé à expulser des habitants de la zone et à tirer sans discernement. Il a signalé que de nombreuses victimes avaient été prises entre les tirs croisés de gangs rivaux.

151. En juillet 2023, le gang Kraze Barye, dirigé par Vitelhomme Innocent, a continué d'attaquer, de tuer et de violer sans distinction les habitants de Fort-Jacques, de Truitier et de Dumornay. Au 10 août 2023, les attaques de Kraze Barye avaient entraîné le déplacement d'environ 2 000 personnes, dont 229 mineurs¹¹⁵.

152. Du 6 au 15 juillet 2023, des membres du gang Gran Grif ont enlevé une dizaine de personnes et auraient tué une personne sur la RN1. À Liancourt, dans le département de l'Artibonite, ils ont attaqué des habitants, faisant près de 10 morts et 20 blessés et enlevant de nombreuses personnes. Dans le cadre de ces attaques, ils ont également pillé des habitations et des commerces et incendié des véhicules¹¹⁶. Dans une vidéo diffusée sur les médias sociaux en juillet 2023, un membre présumé de Gran Grif s'est vanté qu'il ne cesserait pas ses attaques contre la population tant qu'il n'aurait pas tué 2 000 personnes¹¹⁷.

153. L'une des conséquences de ces attaques aveugles est l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. En juin 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avait recensé 25 000 personnes déplacées ; un an plus tard, ce nombre était passé à 194 624¹¹⁸. Le Groupe d'experts a vu les conditions de vie difficiles des personnes déplacées : elles ont un accès très limité à l'eau potable, à la nourriture, aux soins de santé et aux services d'assainissement (voir annexe 38). Le Gouvernement haïtien n'autorise pas l'installation de camps de personnes déplacées et ne fournit pas d'assistance, ce qui constitue en soi une violation des droits humains.

¹¹² Voir <https://reliefweb.int/report/haiti/population-cite-soleil-grip-gang-violence-investigative-report-human-rights-abuses-committed-gangs-zone-brooklyn-july-december-2022>.

¹¹³ Informations de l'ONU.

¹¹⁴ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

¹¹⁵ Informations obtenues auprès de la police des Nations Unies, 2023.

¹¹⁶ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

¹¹⁷ Vidéo conservée dans les archives du Groupe d'experts ; information confirmée également par une source indépendante.

¹¹⁸ Voir <https://dtm.iom.int/fr/haiti> (page consultée le 22 juillet 2023).

154. Selon une estimation prudente du Groupe d'experts, au moins 250 000 ressortissants haïtiens ont été déplacés de force à l'intérieur du pays ou ont quitté le pays pendant la période considérée en raison de la violence des gangs et de la situation économique en Haïti (voir annexe 31).

5. Obstacles à l'assistance humanitaire

155. Compte tenu de la crise multidimensionnelle, l'aide humanitaire, y compris l'assistance médicale (voir annexe 39), est cruciale pour la survie des Haïtiens ; le Groupe d'experts est donc préoccupé par les difficultés d'accès et de distribution auxquelles se heurtent les organisations humanitaires ainsi que par les attaques qu'elles subissent.

156. Au premier trimestre 2023, les organisations humanitaires ont recensé près de 330 cas d'entrave à l'aide humanitaire¹¹⁹, notamment des vols et des enlèvements¹²⁰, qui constituent de graves violations du droit international des droits de l'homme.

157. Le 19 septembre 2022, les entrepôts de Caritas et de la Croix-Rouge haïtienne à Port-de-Paix ont été attaqués¹²¹.

Attaques contre les organismes des Nations Unies

158. En septembre 2022, des bâtiments de plusieurs organisations humanitaires, dont des organisme des Nations Unies, ont été attaqués aux Gonaïves et aux Cayes¹²². Les attaques ont été commises dans le cadre de manifestations organisées par des personnalités politiques régionales contre les autorités de l'État. Les attaquants ont volé du matériel dans des entrepôts et des bureaux commerciaux et détruit des documents et tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter.

159. Le 15 septembre 2022, un entrepôt du PAM aux Gonaïves a été pris pour cible par des manifestants qui ont fait main basse sur les approvisionnements. L'entrepôt contenait 1 400 tonnes de fournitures, dont 300 tonnes de repas scolaires gérés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et destinés à nourrir 94 000 enfants jusqu'en décembre 2022. Les 1 100 tonnes restantes avaient été mises en réserve pour fournir un mois de rations à 78 000 personnes en cas d'urgence. Les assaillants ont pris toutes les provisions¹²³.

160. Le 21 septembre 2023, un autre entrepôt du PAM aux Cayes a été pillé. Il contenait 762 tonnes de fournitures, soit des rations pour 46 000 personnes pendant un mois pendant la saison des ouragans et d'autres situations d'urgence.

161. Dans diverses localités, des stations de radio locales ont encouragé les attaques contre les bâtiments du PAM. Bien que le PAM ait déposé une plainte officielle à ce propos auprès du Ministre de la culture et de la communication, la police n'avait pris aucune mesure au moment de la rédaction du présent rapport.

162. Le Groupe d'experts a obtenu des preuves et des témoignages de divers acteurs et témoins concernant plusieurs attaques. Il communiquera ses conclusions au Comité.

¹¹⁹ Voir <https://reliefweb.int/report/haiti/launch-national-awareness-campaign-basic-humanitarian-standards-haiti-nomimaniteyo-enht>.

¹²⁰ Informations obtenues d'une source confidentielle, 2023.

¹²¹ Voir le premier rapport périodique du Groupes d'experts au Comité.

¹²² Ibid.

¹²³ Voir <https://reliefweb.int/report/haiti/wfp-haiti-country-brief-september-2022>.

6. Violations par la police

163. La police nationale a beaucoup de mal à s'acquitter de ses responsabilités ; elle manque, notamment, de matériel et de formation ainsi que de personnel (voir sect. II.2). Au 15 août 2023, 36 agents avaient été tués et au moins 31 blessés depuis le début de l'année, en raison de la violence des gangs.

164. Pendant la période considérée, plusieurs cas de violations des droits humains commis par des policiers ont été signalés au Groupe d'experts. Dans certains cas, la police n'a pas réagi, notamment en ce qui concerne le mouvement *Bwa Kale* (voir par. 56 à 60).

165. Pendant la période considérée, l'inspection générale de la police a enquêté sur les fautes commises, y compris les violations des droits humains. En juin 2023, elle avait enregistré 123 plaintes (36 allégations relatives aux droits humains et 87 cas de fautes). De plus, 46 enquêtes avaient été clôturées (20 liées aux droits humains et 26 concernant des fautes) et entraîné l'expulsion de 26 agents de la police¹²⁴.

166. Le Groupe d'experts a reçu des allégations selon lesquelles des policiers seraient impliqués dans des exécutions extrajudiciaires. L'inspection générale de la police a, par exemple, enquêté sur l'enlèvement et la mort d'un membre de gang par une patrouille de police à Port-au-Prince en juin 2023¹²⁵.

167. L'inspection générale de la police a mis en place une commission d'enquête sur la participation d'anciens policiers et de policiers en exercice affiliés au gang « Phantom 509 », notamment concernant les incidents survenus à la résidence privée du Premier Ministre et à l'aéroport international Toussaint Louverture, le 26 janvier 2023.

IV. Flux financiers illicites

168. En Haïti, le détournement systématique des fonds publics, l'un des principaux moteurs de la violence, est une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité [voir par. 182 h]. Il touche directement l'ensemble de la société, compte tenu de la faiblesse des infrastructures, de l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé, de l'extrême pauvreté et du chômage ; il met en péril les structures communautaires et favorise la violence. Il sape également la gouvernance et la confiance de la population dans l'État et les interlocuteurs que le Groupe d'experts a rencontrés le mentionnent toujours comme l'un des principaux moteurs de l'instabilité. À cet égard, le détournement des fonds Petrocaribe représente un cas d'école.

169. Le détournement de fonds publics a freiné l'emploi formel dans un pays où l'économie informelle représente environ 55,1 % du PIB¹²⁶. La plupart des transactions se font donc en espèces, ce qui pose un problème pour l'application des réglementations en matière de criminalité financière. Ces quatre dernières années, l'économie s'est contractée de 1,7 % en 2019, de 3,3 % en 2020, de 1,8 % en 2021 et de 1,7 % en 2022¹²⁷, d'où la difficulté de répondre aux besoins socioéconomiques actuels.

170. Le Groupe d'experts a reçu des informations sur plusieurs cas de flux financiers illicites concernant des personnes quittant Haïti avec de grosses sommes en espèces, principalement par avion. Par exemple, entre janvier et mai 2023, les autorités

¹²⁴ Informations de l'ONU.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Voir www.worldeconomics.com/National-Statistics/Informal-Economy/Haiti.aspx.

¹²⁷ Voir <https://www.banquemonde.org/fr/country/haiti/overview>.

américaines ont fait plusieurs saisies pour un montant total de 413 581 dollars en espèces, sur des personnes venant d'Haïti et allant aux États-Unis ou vice versa. On voit ainsi l'un des canaux par lequel l'argent illicite destiné à des activités illicites, telles que l'achat d'armes et de munitions ou le trafic de stupéfiants, sort du pays. Entre 2018 et août 2023, selon les informations données au Groupe d'experts, 1 141 882 dollars en espèces ont été saisis à l'entrée ou à la sortie d'Haïti¹²⁸.

1. Détournement des fonds Petrocaribe

171. Le prêt concessionnel Petrocaribe accordé en 2005 par la République bolivarienne du Venezuela – sous forme de pétrole et non d'argent liquide – d'un montant de plus de 4 milliards de dollars était destiné au développement économique et social, notamment à la lutte contre la pauvreté et aux systèmes de santé et d'éducation. Les fonds ont été en grande partie détournés alors qu'Haïti venait de connaître sa pire crise humanitaire : le tremblement de terre de 2010, qui a fait plus de 250 000 morts, plus de 300 000 blessés et 1,5 million de sans-abri, en plus de détruire une grande partie des infrastructures du pays¹²⁹. L'ouragan Sandy et une épidémie de choléra ont suivi¹³⁰.

172. Les fonds Petrocaribe ont été détournés, perpétuant la pauvreté et l'instabilité sociale¹³¹. Les pires détournements ont eu lieu pendant le mandat présidentiel de M. Martelly, de 2011 à 2016, qui a coïncidé avec le mandat de Laurent Lamothe en tant que Ministre de la planification et de la coopération extérieure et Premier Ministre, de 2012 à 2014¹³². M. Lamothe, qui était l'ordonnateur principal pour le décaissement des fonds¹³³, a délivré des autorisations pour un montant total de 668,8 millions de dollars pour 149 projets. MM. Martelly et Lamothe ont été contraints de démissionner, mais pas en même temps, en raison des manifestations publiques nationales contre la corruption. En 2022 et 2023, M. Lamothe a fait l'objet de sanctions par deux États Membres, et M. Martelly, par un État Membre¹³⁴.

173. Les rapports d'enquête officiels haïtiens ont conclu que, sur le montant total de 1 738 691 909 dollars alloué aux projets, environ 92 % avaient été dépensés sur la base d'autorisations douteuses et que pratiquement aucun projet n'avait été réalisé (voir annexe 45 pour la liste des projets)¹³⁵. Le pays s'est retrouvé dans l'impossibilité de régler ses problèmes économiques et sociaux et, en août 2023, consacrait encore 10 millions de dollars par mois au remboursement du prêt, alors qu'il voyait à peine les retombées des projets eux-mêmes¹³⁶.

¹²⁸ Informations obtenues de la police et de sources confidentielles, 2023.

¹²⁹ Voir <https://news.un.org/en/story/2022/01/1109632>.

¹³⁰ Voir <https://news.un.org/en/story/2012/11/424602>.

¹³¹ Informations obtenues lors d'entretiens avec un économiste international, un économiste de la Banque mondiale et deux responsables gouvernementaux haïtiens, 2023.

¹³² MM. Lamothe et Martelly entretiennent des relations d'affaires depuis plus de vingt ans et sont notamment copropriétaires de sociétés (voir, par exemple, annexe 46) aux États-Unis. Lors d'une interview en 2016, M. Lamothe a reconnu que M. Martelly et lui avaient des intérêts commerciaux communs.

¹³³ Informations tirées d'un rapport gouvernemental confidentiel (2020) consulté par le Groupe d'experts.

¹³⁴ Voir https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/consolidated-consolide.aspx?lang=fra.

¹³⁵ Rapport final de la commission sénatoriale spéciale d'enquête, septembre 2008 à septembre 2016 (2017), disponible à l'adresse www.haiti-now.org/wp-content/uploads/2021/02/Rapport-PETRO-CARIBE-OCTOBRE-2017.pdf ; et informations tirées de trois rapports confidentiels émanant de deux institutions gouvernementales d'enquête différentes.

¹³⁶ Informations obtenues de sources confidentielles, 2023.

174. Le Groupe d'experts a contacté M. Lamothe, qui a nié avoir jamais détourné ces fonds Petrocaribe. M. Lamothe a répondu qu'il avait été blanchi de ces accusations et qu'à aucun moment il n'avait été l'ordonnateur du fonds. Il a également déclaré que « le fonds était géré par le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement, sous la supervision du Ministre des finances, en toute autonomie. Les fonds ont été alloués aux projets sous la direction du Président, qui préside le Conseil des ministres ». Le Groupe d'experts maintient ses conclusions.

2. Détournement de recettes douanières

175. Le Groupe d'experts a conclu que Romel Bell (voir par. 85) avait fait une fausse déclaration de son patrimoine personnel car il avait dissimulé des informations et n'avait pas justifié les montants reçus sur ses comptes bancaires, qui étaient supérieurs à son salaire (voir par. 82 à 86, et annexe 26). Il s'est également rendu coupable de fraude fiscale et de détournement de recettes douanières et a encouragé des activités criminelles aux services des douanes.

176. Entre 2012, date à laquelle il a été affecté à l'aéroport, et 2018, date à laquelle il est devenu directeur général des douanes, M. Bell a touché un salaire brut annuel, avantages compris, qui était entre 1 241 160 gourdes (29 813 dollars)¹³⁷ et 1 327 140 gourdes (14 695 dollars)¹³⁸. Cependant, pendant cette période, il a amassé une fortune qui dépasse son salaire et ses avantages et qu'il ne peut pas justifier¹³⁹. Par exemple, à des dates successives, M. Bell a transféré à une école située dans un pays étranger 28 050,00 dollars, 21 750,00 dollars, 8 229,25 dollars et 15 000 dollars, sommes dont il n'a pas confirmé la provenance. Il n'a pas non plus déclaré plusieurs biens immobiliers qu'il possède, ainsi que des intérêts dans une société qu'il dirigeait (voir annexe 26).

3. Détournement de l'aide bilatérale

177. Le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement est chargé de la monétisation, de la passation des marchés publics¹⁴⁰ et de l'importation des produits pétroliers.

178. Patrick Noramé, ancien Directeur général du Bureau de monétisation a détourné plus de 124 millions de gourdes (environ 2 millions de dollars)¹⁴¹ provenant de ventes illégales de riz donné par la Japan International Cooperation Services en 2016 dans le cadre de l'aide à Haïti. Les recettes provenant de la vente du riz devaient permettre de réduire le déficit en riz sur le marché¹⁴² (voir annexe 47). En mars 2023, le parquet de Port-au-Prince a lancé un mandat d'arrêt international contre M. Noramé pour blanchiment d'argent et détournement de fonds publics¹⁴³. Le Japon a informé le

¹³⁷ 1 dollar = 41,6313 gourdes (taux de change moyen en 2012). Voir www.exchangerates.org.uk/USD-HTG-spot-exchange-rates-history-2012.html.

¹³⁸ 1 dollar = 90,3108 gourdes (taux de change moyen en 2019). Voir www.exchangerates.org.uk/USD-HTG-spot-exchange-rates-history-2019.html.

¹³⁹ Informations obtenues auprès de la Direction générale du budget et de la comptabilité publique, et figurant dans un rapport confidentiel consulté par le Groupe d'experts.

¹⁴⁰ Informations obtenues auprès de responsables chargés de la lutte contre la corruption, d'un homme d'affaires et d'un policier. Voir également le résumé du rapport de l'Unité de lutte contre la corruption sur la gestion d'un don de riz offert en 2016 par le Japon au Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement. Voir <https://haitieconomie.com/wp-content/uploads/2021/08/Liste-des-enquetes-realisees-Transmise-aux-Parquets-4-aout-2021-PDF-1.pdf>, p. 8 à 10.

¹⁴¹ 1 dollar = 63,0213 gourdes (taux de change moyen en 2016). Voir <https://www.exchangerates.org.uk/USD-HTG-spot-exchange-rates-history-2016.html>.

¹⁴² Informations obtenues lors d'entretiens avec un analyste haïtien de la sécurité alimentaire, un ancien économiste du Gouvernement et un responsable de la lutte contre la corruption, 2023.

¹⁴³ Informations obtenues d'une source confidentielle, 2023.

Groupe d'experts qu'il avait suspendu toute aide bilatérale à Haïti, à l'exception de l'aide humanitaire d'urgence, jusqu'à ce que le Gouvernement haïtien prenne les mesures qui s'imposent.

179. Le détournement de fonds publics et la malversation ne sont pas des crimes sans victime¹⁴⁴. Ils entraînent une pauvreté généralisée et ont des répercussions sur l'emploi, les soins de santé et l'éducation. Le droit à l'alimentation dans un pays où près de la moitié de la population (4,9 millions de personnes) connaît des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë¹⁴⁵ ne peut se réaliser du fait du détournement de fonds publics qui auraient contribué à sauver des vies, à créer des débouchés économiques et à fournir d'autres moyens de survie économique que l'appartenance à un gang.

V. Application des mesures adoptées aux paragraphes 3, 6 et 11 de la résolution 2653 (2022)

180. Depuis l'adoption de la résolution 2653 (2022) et les sanctions qui lui ont été imposées, Barbecue (HTi.001) continue de commettre des actes qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité d'Haïti. La coalition de gangs qu'il dirige, la « Famille G9 et alliés », a lancé plusieurs attaques majeures en février et en avril 2023 contre des quartiers contrôlés par des gangs de la coalition rivale G-Pèp, notamment à Bel-Air, Nazon, Solino et dans d'autres zones du département de l'Ouest. Ces attaques ont donné lieu à d'importantes violations des droits humains ; elles ont fait, notamment, des morts et des blessés parmi les civils et causé des déplacements (voir par. 147 à 154 et annexe 42). Elles ont également eu des répercussions sur les services d'éducation et de santé ainsi que sur le tissu économique et social de ces quartiers.

181. Les offensives menées par le G9 au cours de la période considérée et la résilience des différents gangs qui composent l'alliance montrent que ceux-ci ont réussi à se réapprovisionner régulièrement en munitions, en violation des mesures adoptées au paragraphe 11 de la résolution 2653 (2022). De plus, le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles les gangs du G9 avaient acquis de nouvelles armes à feu et de nouvelles munitions. De l'avis du Groupe d'experts, la nature ciblée de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU a eu un impact très limité sur le trafic d'armes et de munitions de Barbecue (HTi.001), sur le G9 ou sur Haïti en général.

Recommandations

182. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité :

a) **Applique l'embargo sur les armes ciblé à tous les acteurs non étatiques en Haïti et non plus seulement aux personnes et entités visées par les sanctions, en prévoyant des dérogations pour le matériel acquis à l'usage exclusif de l'ONU, des organisations régionales, des représentations diplomatiques ou dans le cadre d'un éventuel appui de l'étranger à la Police nationale d'Haïti ;**

b) **Complète le paragraphe 13 de la résolution 2653 (2022) et demande aux États, en particulier ceux de la région, de présenter des rapports écrits au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) à la suite de toute saisie de matériel visé au paragraphe 11 de la résolution 2653 (2022), comprenant, mais sans s'y limiter, le lieu, la date, les moyens de transport, la destination, les éventuels utilisateurs finaux, les personnes concernées et le type**

¹⁴⁴ Voir www.unodc.org/pdf/crime/gpacpublications/manual.pdf.

¹⁴⁵ Voir www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/fr/c/459666/?iso3=HTI.

et la quantité exacts de matériel saisi, et d'inviter le Groupe d'experts à inspecter ces saisies ;

c) **Demande aux États Membres de renforcer la protection internationale des réfugiés et des migrants haïtiens sur leur territoire, conformément au droit international des droits de l'homme.**

183. Le Groupe d'experts recommande que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) concernant Haïti :

a) **Mette à jour les informations concernant l'identité de Jimmy Chérizier (alias « Barbecue ») (HTi.001) sur la liste des personnes visées par les mesures édictées aux paragraphes 3, 6 et 11 de la résolution [2653 \(2022\)](#) ;**

b) **Encourage les États Membres à apporter leur appui au renforcement des capacités des services haïtiens des douanes et de contrôle aux frontières pour lutter contre la criminalité transnationale, telle que le trafic de drogue et d'armes, notamment qu'ils financent les programmes de l'ONUDC dans le pays ;**

c) **Encourage les États Membres à appuyer le renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti, en particulier en ce qui concerne les enquêtes, les moyens de lutte contre la violence des gangs, la lutte contre le trafic d'armes et de drogue, et la gestion des armes et des munitions, notamment au moyen du panier de fonds pour la sécurité ;**

d) **Encourage les États Membres à soutenir le renforcement de l'intégrité et des capacités du système judiciaire afin de mettre fin à l'impunité des personnes qui menacent la paix et la sécurité du pays, notamment les gangs et leurs commanditaires, et des personnes impliquées dans le détournement de fonds publics ;**

e) **Encourage les États Membres à appuyer le renforcement du système fiscal en Haïti, y compris la responsabilité financière et les systèmes de gestion dans le secteur public, notamment pour détecter et localiser les flux financiers illicites et en poursuivre les responsables ;**

f) **Encourage Haïti à renforcer l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire, et garantir qu'il rende des comptes, afin de lutter contre l'impunité des membres de gangs et des personnes qui les soutiennent, tout en protégeant les procureurs chargés d'affaires sensibles ;**

g) **Encourage Haïti à mettre en place des mécanismes d'établissement des responsabilités pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, notamment par la création d'un groupe de travail judiciaire.**

Annexes

List of Annexes

<i>Annex 1: Methodology and communications</i>	44
<i>Annex 2: Understanding the process of “gangsterization”</i>	46
<i>Annex 3: Maps comparing gang-controlled areas in Port au Prince in 2018 and 2023</i>	47
<i>Annex 4: Profiles of G-9 and G-Pèp coalitions</i>	49
<i>Annex 5: Notices of wanted persons, G9 and G-Pèp leaders</i>	53
<i>Annex 6: Dynamics of gangs</i>	55
<i>Annex 7: Time Comparison of VARs barricades around Brooklyn, Cité Soleil, Port-au-Prince</i>	59
<i>Annex 8: Areas of control and areas of influence of gangs in Port-au-Prince as of July 2023</i>	62
<i>Annex 9: Gang-controlled areas in Artibonite department as of August 2023</i>	63
<i>Annex 10: Gangs in the Artibonite department as of August 2023</i>	64
<i>Annex 11: Notices of wanted persons for 5 Segond gang leaders</i>	65
<i>Annex 12: ‘Peace pledge’ signed between G9 and G-Pèp gangs in July 2023</i>	68
<i>Annex 13: Izo, 5 Segond’s leader, leads spiritual ceremony for funeral vigil of Ti-Makak, on 23 April 2023</i>	69
<i>Annex 14: Distribution of Bwa Kale and self-defense groups as of 27 July 2023</i>	70
<i>Annex 15: Bwa Kale movement against alleged gang members</i>	71
<i>Annex 16: Barricades set up by residents in Port-au-Prince closing the road</i>	72
<i>Annex 17: Acts of piracy/marine capability and hijacking of vehicles by 5 Segond</i>	73
<i>Annex 18: Notices for wanted persons for Grand Ravine’s leaders</i>	74
<i>Annex 19: Wanted Notice against leader of Kraze Barye</i>	77
<i>Annex 20: Notice for wanted person for the leader of 400 Mawozo</i>	80
<i>Annex 21: Acts of torture and body mutilation against victims of kidnapping by Artibonite gangs</i>	82
<i>Annex 22: Kidnapping dynamics</i>	83
<i>Annex 23: Forms of extortion by gangs</i>	86
<i>Annex 24: Weaknesses of Customs controls at Haiti’s seaports</i>	89
<i>Annex 25: Map of airports, seaports, and road infrastructure in Haiti</i>	91
<i>Annex 26: Diversion of funds by Romel Bell</i>	92
<i>Annex 27: Customs performance and financial management measures</i>	94
<i>Annex 28: Seizures conducted on their way to Haiti or at Haitian ports of entry during the reporting period</i>	95
<i>Annex 29: Arms and ammunition trafficking from the United States</i>	96
<i>Annex 30: Selected arms trafficking cases from the United States to Haiti</i>	103
<i>Annex 31: Weapons and ammunition trafficking from the Dominican Republic</i>	108
<i>Annex 32: Gangs arsenals</i>	111

<i>Annex 33: Diversions within Haiti and weapons and ammunition management capacity</i>	<i>119</i>
<i>Annex 34: Map of cumulative drug routes involving Haiti (2020-2022)</i>	<i>122</i>
<i>Annex 35: Migration, Deportees/Returnees, Refugees and IDPs</i>	<i>123</i>
<i>Annex 36: Shipyards and migrants</i>	<i>128</i>
<i>Annex 37: Panel's visit to Mexico, March 2023</i>	<i>131</i>
<i>Annex 38: Panel's visits to the Dominican Republic, March and June 2023.</i>	<i>134</i>
<i>Annex 39: Other Human Rights violations</i>	<i>137</i>
<i>Annex 40: Violations of the right to education and children's rights</i>	<i>139</i>
<i>Annex 41: Food Insecurity in Haiti</i>	<i>141</i>
<i>Annex 42: Incidents in the Solino area between 27 February and 3 March 2023</i>	<i>143</i>
<i>Annex 43: IDP site Delmas 31, Port-au-Prince</i>	<i>145</i>
<i>Annex 44: Impact of violence on health services</i>	<i>147</i>
<i>Annex 45: Disbursement of Petrocaribe funds</i>	<i>155</i>
<i>Annex 41: Lamothe and Martelly business relations</i>	<i>157</i>
<i>Annex 47: Diversion of funds by Patrick Noramé</i>	<i>158</i>

Annex 1: Methodology and communications

Methodology and Opportunity to Reply

The Panel adopted a decision rule of consensus, meaning that all members of the Panel were required to agree on the text, findings and recommendations of the report. However, if any member of the Panel had a difference of opinion or reservation, the report could still be adopted by a majority vote of three out of four members.

The Panel reviewed social media and other open sources, but no information was used as evidence unless it could be corroborated by multiple independent sources. This was done to ensure that the information was reliable and met the highest achievable standard of proof.

The Panel provides individuals and entities recommended for sanctioning the opportunity to reply. This gives individuals the opportunity to present an alternative narrative and to provide concrete and specific evidence in their support.

The Panel's methodology for the opportunity to reply is as follows:

1. Providing an individual with an opportunity to reply should be the norm.
2. An individual may not be given the opportunity to reply if the Panel concludes, based on their own assessment, that there is a risk that by doing so it would:
 - a) Result in the individual destroying evidence, tampering with a witness or moving assets if they receive advance notice of a possible recommendation for designation;
 - b) Restrict the Panel's further access to places or vital sources;
 - c) Endanger Panel sources or Panel members;
 - d) Jeopardise humanitarian access for humanitarian actors in the field including the United Nations or any other local or international organizations; or
 - e) For any reason that is clearly justified by the circumstances.

After an individual or entity is designated by the Sanctions Committee, it is possible to request a de-listing process through the mechanism established by the Sanctions Committee¹⁴⁶.

¹⁴⁶ See <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/2653/guidelines>

See <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/2653/materials/procedures-Delisting>

Table of correspondence sent and received by the Panel from January to August 2023

Member State	Number of letters sent	Info fully supplied	Info partially supplied	No information provided	No answer	NA/visit accepted
Bahamas	1			1		
Belgium	1	1				
Brazil	2	2				
Canada	1				1	
Colombia	1					1
Dominican Republic	4	2	1			1
France	1	1				
Israel	1				1	
Jamaica	2				1	1 (visit pending)
Japan	1	1				
Mexico	1					1
United States	5				4	1

Organization	Number of letters sent	Info fully supplied	Info partially supplied	No information provided	No answer	NA
Interpol	1				1	

Company	Number of letters sent	Info fully supplied	Info partially supplied	No information provided	No answer	NA
Google/ Youtube	1			1		

Annex 2: Understanding the process of “gangsterization”

The overlap between politics, violence, power, and territory has been a dominant factor in defining the security and political landscape in Haiti¹⁴⁷. Since François Duvalier’s tenure¹⁴⁸, armed groups have been used to diffuse terror, disrupt political rallies, and repress supporters of the opposition. In response to those, a series of self-defence groups were created.

In 1995, President Aristide outlawed paramilitary groups and disbanded the Haitian armed forces and created the Haitian National Police. However, incomplete reintegration processes led former soldiers to integrate armed groups that continued to operate until 2004. In addition, over the years, the local self-defense groups or ‘Baz’ (*base*) fused with the state police to support Aristide’s political party, Fanmi Lavalas. Initially politically motivated, these *bases* increasingly became independent to form *de facto* leaderships in the slums of Port-au-Prince. Aristide’s forced departure in 2004 led to another period of chaos in Haiti, with his supporters taking up arms to demand his return. Amid the turbulent situation, political violence and economically motivated criminal actions multiplied in poor urban neighbourhoods.

The proliferation of gangs mainly across the Port-au-Prince metropolitan area is embedded in multidimensional factors. The 2010 earthquake triggered a “destabilisation momentum” that provoked a geographical and social reconfiguration in the country. *Bases* became less ideologically and more opportunistic driven¹⁴⁹.

Further, since the withdrawal of the United Nations Stabilisation Mission in Haiti (MINUSTAH) in 2017, followed by that of the United Nations Mission for Justice Support in Haiti (MINUJUSTH) in 2019, gangs have grown and occupied the void left by UN troops and police units, taking advantage of the weakness of the State, including the underequipped HNP.

New developments which unfolded from 2018 contributed to new forms of violence, including an economic crisis, the Petrocaribe scandal, anti-government protests, the *péyi lok* (country-wide lockdown) and massacres (e.g La Saline) as well as the assassination of President Moïse. Gangs have capitalised on the governance crisis that has weakened the State capacity to tighten their control over the territory and infrastructure, while violence increases both in the political and social spaces.

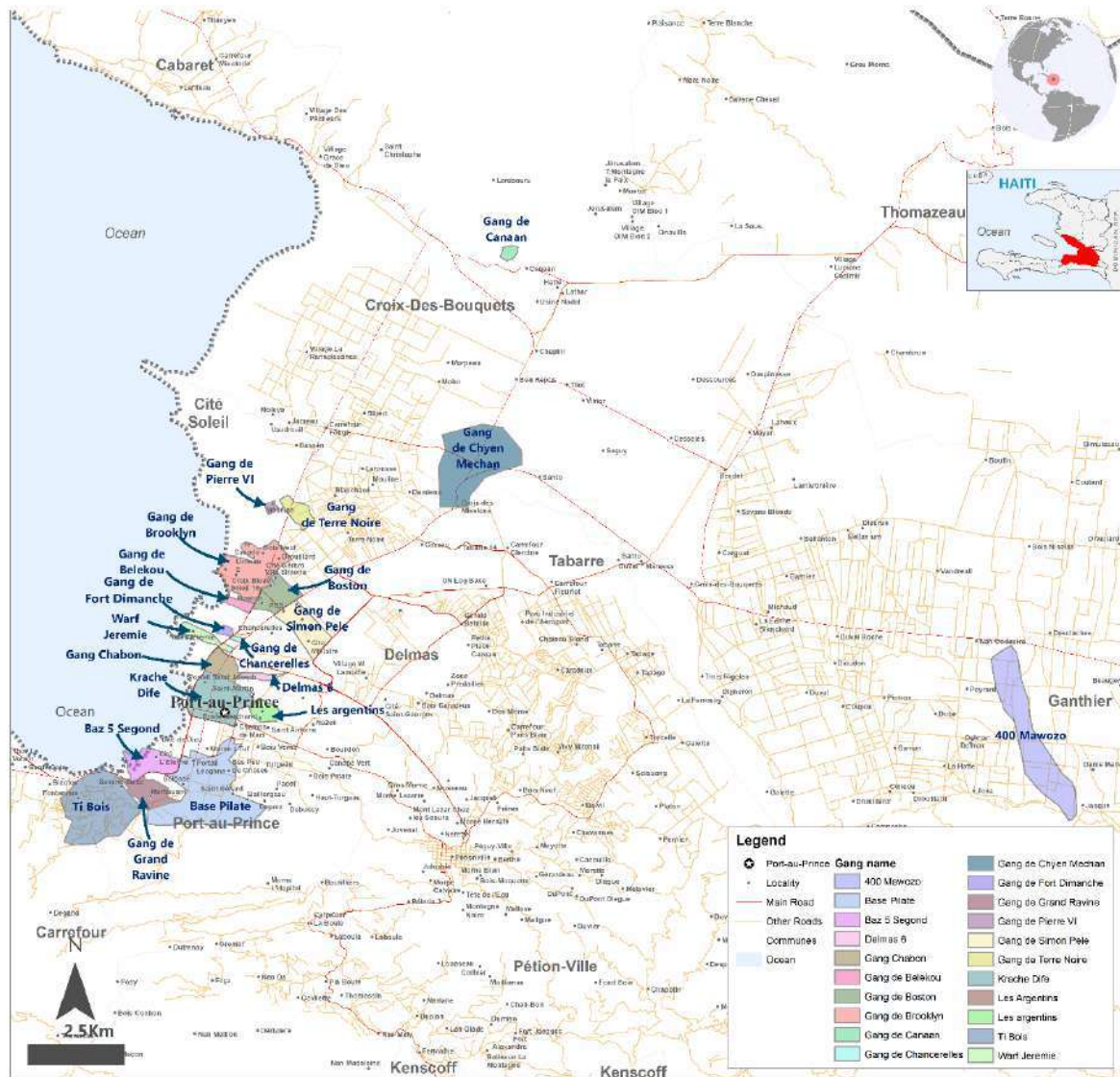
¹⁴⁷ This Annex is mostly based on exchanges with Haitian and international researchers, gang analysts and political analysts as well as on published material including Peter Halward: *Option Zero in Haiti*. New Left Review. May-June 2004. <https://newleftreview.org/issues/ii27/articles/peter-halward-option-zero-in-haiti> (accessed on 5 May 2023); Global Initiative Against Transnational Organized Crime: *Gangs of Haiti, expansion, power, and an escalating crisis*. October 2022; Djems Olivier: *The Political Anatomy of Haiti’s Armed Gangs*, NACLA Report on the Americas, 53:1, 83-87, 2021 and Pedro Braum Azevedo da Silveira: *Rat pa kaka: politics, development, and violence in the heart of Port-au-Prince*. PhD Thesis in Social Anthropology, Federal University of Rio de Janeiro, March 2014.

¹⁴⁸ After winning the 1957 elections, President François Duvalier organized his own militia, the *Tonton Macoute*, to exercise repressive dictatorial control over any threat against his regime.

¹⁴⁹ With the 2010 earthquake, much of the nation’s infrastructure was destroyed. The delivery of basic services and commercial activities were disturbed. Households were relocated and new neighborhoods formed, and existing social networks of protection against crimes eroded. New bases (less ideological and more ‘predatory’) emerged, and old gangs broke apart and allied with other gangs, occupying territory formerly controlled by groups. Athena Kolbe: *Revisiting Haiti’s Gangs and Organized Violence*. HASOW Discussion Paper 4. June 2013. <https://igarape.org.br/wp-content/uploads/2016/04/Revisiting-Haiti%C2%B4s-Gangs.pdf>.

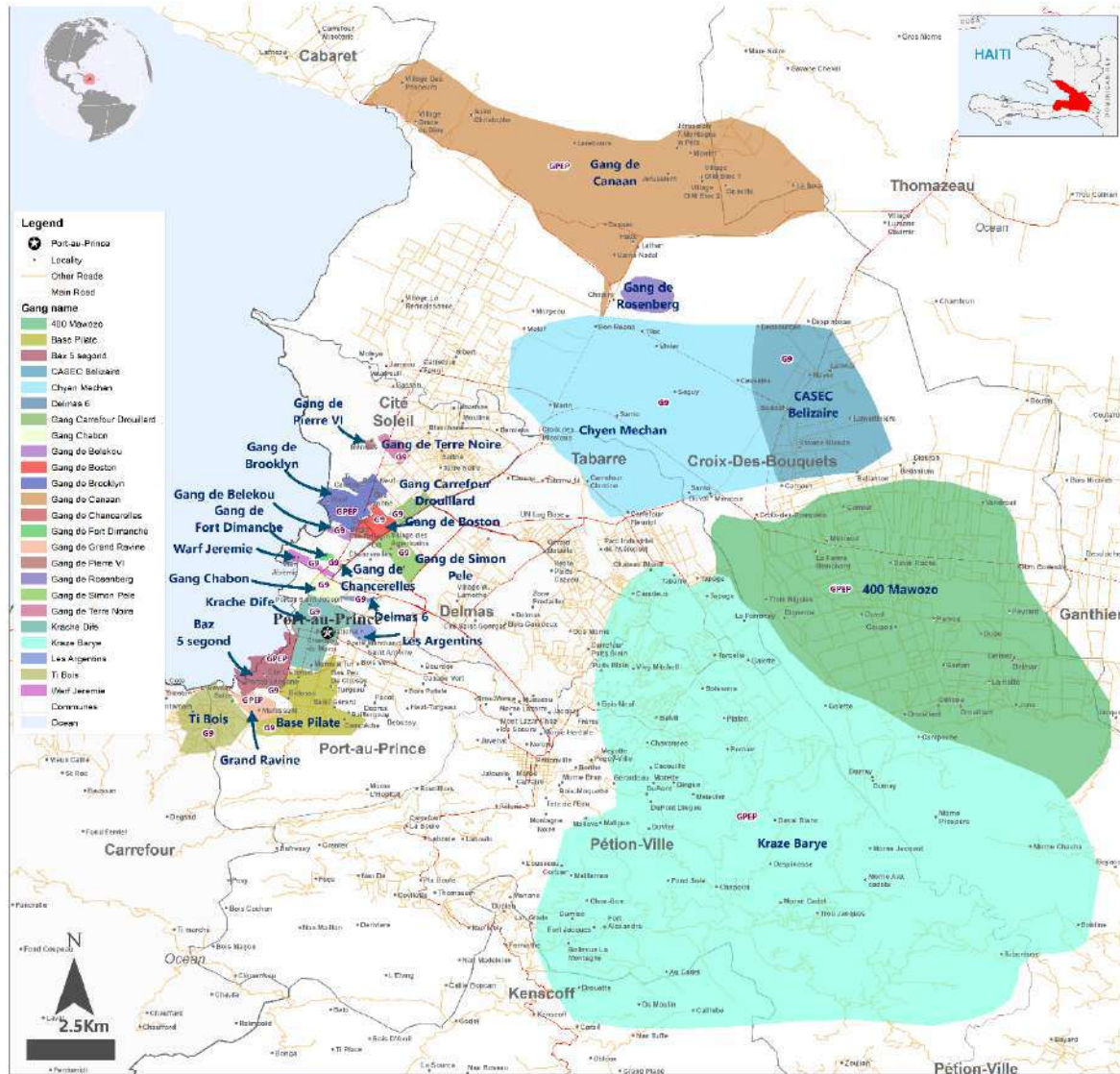
Annex 3: Maps comparing gang-controlled areas in Port au Prince in 2018 and 2023

Figure 1: Gang-controlled areas in Port-au-Prince metropolitan area in 2018



Source : UN data

Figure 2: Gang-controlled areas in Port-au-Prince metropolitan area as of August 2023



Source : UN data

Annex 4: Profiles of G-9 and G-Pèp coalitions¹⁵⁰

G9 Family and Allies				
Gang / Leader		Locality	Workforce	Criminal activity
Delmas 6 Jimmy Cherizier alias Barbeque		Delmas (4, 6,8, 10, 12, 14, 16, 18, airport crossroad)	The G9 coalition has over 1000 individuals. They are mostly ex-police officers, ex-security agents and street children.	Murder, robbery, destruction of property, hijacking of goods and trucks, extortion.
Belekou Iskar Andrice		Belekou		Murder, robbery, extortion, rape, hijacking of goods and trucks
Ti Bois Christ-Roi Chery alias Chrisla		Ti Bois, Fontamara and part of Carrefour		Murder, robbery, rape, hijacking of goods and trucks, extortion, targeted assassinations, drug trafficking
La Saline	Krache Dife Jean Gardy alias Pece Pim	Downtown Port-au-Prince, Rues (St-Martin, Tiremasse, des Fronts Fort, des Remparts, Monseigneur Guilloux, du Quai, Pétion, du Peuple, du Centre, Montalais, St Laurent, Houille, Bonne Foi, Dr Aubry, Pavée, Macajou, Borgella, des Césars, des Miracles, des Caserne), St-Joseph, Bas Bel-Air		Robbery, rape, kidnapping, murder, destruction of property, extortion, hijacking of trucks and goods
	Chabon Marc	La Saline, Aviation, Nan Charbon, part of Grand Rue		Robbery, swindling, murder, hijacking of trucks and goods, rape
Wharf Jérémie Micanor Altès alias Monel Felix		Wharf Jérémie, La Saline, Fort Dimanche		Robbery hijacking of goods and trucks, extortion
Gang de Pierre VI Wilson Pierre alias Sonson		Duvivier, Cité Soleil		Robbery, ransoming, hijacking of goods and trucks, extortion
Simon Pelé Jouma Albert alias Zouma (incarcerated)		Simon Pelé		Murder, arson, rape, robbery, hijacking of goods and trucks
Nan Boston Mathias Sainthil		Boston		Murder, arson, rape, robbery, hijacking of goods and trucks
Baz Pilate Ezekiel Alexandre alias Ze (in prison) Essentially composed of dismissed and serving police officers		1st and 2 nd Avenues, Bolosse to Cite Eternel, 2 nd and 3 rd ruelle Plus (in 3 rd Circumscription). While Decayettes is not under control of Base Pilate, residents are in touch with members of the gang.		Murder, robbery, rape, hijacking of goods and trucks, ransoming, targeted assassinations, drug trafficking

¹⁵⁰ This Annex is based on interviews conducted between February and August 2023 with people living in gang-controlled areas, gang and political analysts, representatives of foreign intelligence agency, HNP officials and analysts, government representatives and confidential reports.


G9 Allies			
Gang / Leader	Locality	Workforce	Criminal activity
<p>Chyen Mechan</p> <p>Claudy Celestin alias Stevenson Pierre alias Chyen Mechan</p> <p>Claudy Célestin is a dismissed civil servant of the Ministry of the Interior</p>	<p>Santo 1 to Santo 19, Marin, and Shadda districts in the commune of Croix-de-Mission and Butte Boyer in the commune of Tabarre.</p> <p>Control parts of RN1 and RN8</p>	<p>Around 100 members</p>	<p>Murder, robberies, extortion</p>
<p>Fort Dimanche</p> <p>Mesidyé</p>	<p>Fort Dimanche</p>	<p>Around 20</p>	<p>Hijacking, robbery, rape, extortion</p>
<p>Gang de Tokyo</p> <p>Manno</p>	<p>Tokyo</p>	<p>Around 15</p>	<p>Hijacking, robbery, rape, extortion</p>
<p>Chancerelles</p> <p>Garry Lyron alias Coby</p>	<p>Chancerelles</p>	<p>Around 20</p>	<p>Hijacking, robbery, rape, extortion</p>
<p>Carrefour Drouillard</p> <p>Tyson</p>	<p>Carrefour Drouillard</p>	<p>Around 20</p>	<p>Hijacking, robbery, rape, extortion</p>
<p>Terre Noire</p> <p>Jonel Catel (incarcerated)</p> <p>Very influential and very close to Barbeque</p>	<p>Terre Noire</p>	<p>Around 50</p>	<p>Robbery, ransoming, hijacking of goods and trucks, extortion, rape of Brooklyn population</p>

G-Pèp coalition			
Gang and leaders	Territory	Workforce	Criminal activity
Brooklyn Gabriel Jean-Pierre alias Ti Gabriel	Brooklyn, Soleil 9, 4, 17 and 19, Ti Zile, Wharf	Around 200 members	Extortion destruction of property, hijacking of goods, violence against civilian populations
Haut Belair / Argentins Kempes Sanon	Haut Bel-air, Fort National	Around 20 members + 30 members of 5 Segond, (reinforcement) Kempes is a dismissed police officer.	Kidnapping, extortion, hijacking of goods and trucks, theft, rape, murder, violence against civilian populations
G-Pèp allies			
Kraze Barye Vitelhomme Innocent	Tabarre commune and parts of Pétion ville, Croix-des-Bouquets. Several cells operate in the area	Around 600 members	Murder, political crimes, drug trafficking, kidnapping, rape, robbery, spoliation of land, theft and sale of houses, hijacking of vehicles, extortion, burglaries, arms and ammunition trafficking, assassinations of police officers and destruction of sub-police stations
5 Segond Johnson André alias Izo Emmanuel Solomon AKA Manno	Bicentenaire, the area from Rue Champs de Mars up to Village-de-Dieu, and part of Martissant (from 2B, in front of the police sub-station up to Martissant 4, until the coast). The bay of Port-au-Prince (port Lafito, Cimenterie and les Moulins d'Haiti, including Source Matelas and Titanyen).	Around 300 members, made up of young people from the slums of the metropolitan area and disadvantaged neighborhoods of large provincial towns. Some of them were members of vigilance brigades and popular organizations close to La Fanmi Lavalas. Members are predominantly recruited from popular neighborhoods in exchange of motorcycle, food, handguns, cell phones or money to buy clothes. Many children are recruited, especially street children.	The gang is particularly well equipped. It has drones and surveillance cameras installed to control Village de Dieu area, and to identify victims for kidnapping and other crimes. Parts of the downtown area (Bicentenaire, rue Champs de Mars, Carrefour-Feuilles, NR2, Palace of Justice, Portail-Léogane, Théâtre National and Martissant) is also controlled via cameras/drones. Murder, drug trafficking, kidnapping, vehicle theft, rape, armed robbery, spoliation, hijacking of trucks and goods
Grand Ravine Bougoy Killik Renel Destina alias Ti Lapli	From 5th Avenue Bolosse via Martissant (1, 3, 5, 7,9,11,13,15,17,19, 21,23), habitation Le Clerc, Fort-St Clair, Route des Dalles, until Grand Ravine, RN2.	Around 300 members; young people from poor neighborhoods of the metropolitan area and large provincial towns. Some of them were members of vigilance brigades and popular organizations close to La Fanmi Lavalas. Dominican nationals also integrate the gang.	Murder, kidnapping, vehicle theft, rape, armed robbery, spoliation, hijacking of trucks and goods.


<p>400 Mawozo</p> <p>Joseph Wilson alias Lanmo Sanjou</p> <p>Germine Joly alias Yonyon (extradicted to the United States)</p>	<p>Downtown area of Croix-des-Bouquets, La Tremblay, Dargout, Cottard, Papaye</p> <p>Also operates along the RN8 that connects Port-au- Prince with the border point of Jimani.</p>	<p>Its headcount has shrunk considerably from around 500 to about 80 members, according to some analysts¹⁵¹.</p> <p>Deportees, former leaders of popular organizations close to the opposition at the time, former henchmen working for smugglers on the Haitian- Dominican border</p>	<p>Kidnapping, trafficking of drugs and weapons, spoliation, murder, rape, armed robbery, vehicle theft, hijacking of goods, murder of police officers, summary execution and criminal conspiracy</p>
<p>Canaan</p> <p>Jeff Larose alias Jeff</p>	<p>Cannan, Onaville, Jerusalem, Corail, Rosemberg, Lilavois, Bon Repos</p>	<p>Around 200 members</p>	<p>Kidnapping, land appropriation, rape, home burglary, hijacking of goods and vehicles, ransoming, murder</p> <p>Very close ally of 5 Segond, often receiving its reinforcement</p>

¹⁵¹ Interview with two gang analysts and confirmed with individual living in controlled area. Mid-2022, about 124 elements were killed due to fights with Chyen Mechan to regain control of the northern and central sides of the Plaine de Cul-de-Sac, in Croix-des-Bouquets. The gang lost the Santo territory, in northern Croix-des-Bouquets commune. End 2022, they faced Vitelhomme who killed 70 elements, after 400 Mawozo members had stolen Vitelhomme's money for the buying of weapons and ammunition. Besides, the HNP has killed over a hundred of elements in different operations. Several elements have also escaped to other cities.

Annex 5: Notices of wanted persons, G9 and G-Pèp leaders


RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
POLICE NATIONALE D'HAÏTI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : **CHERIZIER**

PRENOM : **JIMMY**

ALIAS : **BARBECUE**

INFRACTIONS REPROCHEES : ASSASSINAT, TENTATIVE D'ASSASSINAT,
DETENTION ILLEGALE D' ARME DE GUERRE ET ENLEVEMENT ET
D'INCENDIE

En cas d'identification ou de localisation
Prière d'appeler aux numéros suivants : 3838-1111 & 31060573



REPUBLIQUE D'HAITI
POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



JEAN PIERRE GABRIEL
« CHEF GANG CITE SOLEIL »

INFRACTIONS REPROCHEES : ASSASSINAT, DETENTION ILLEGALE
D'ARME A FEU, ASSOCIATION DE MALFAITEURS

En cas d'identification ou de localisation
Prière d'appeler aux numéros suivants : 3838-1111 & 31060573

Annex 6: Dynamics of gangs¹⁵²

Structure and membership

While organisational structure can vary, some of the largest gangs have hierarchical structures headed by a chief followed by second and third ‘deputies’ and zone/cell chiefs. Beyond the third chief, the structure, as well as the number of members in each group, is difficult to identify. The chief exerts an authoritarian role, with power of life and death over members and the community. He¹⁵³ decides strategies and operations with his deputies; interacts with businessmen and politicians; speaks on behalf of the group; and negotiates for buying weapons and ammunition. The gang leader also serves as judge for members and the community. His decisions are irrevocable, and punishment (often being execution) is applied in cases of non-compliance.

The second in charge in the gang structure plays an operational role, by directing daily activities, collecting spoils, and paying salaries. He also oversees logistics (weapons maintenance, storage, and deployment). The third adjoint communicates with teams on the ground. Cell leaders must ensure the surveillance and control of their respective areas on behalf of the gang leader. Gang members participate in operations and are primarily comprised of young people with no economic or social prospects.

Children are typically used as scouts and guards and may later participate in fighting. They maintain weapons and watch over kidnapped people. They are also responsible for buying food and clothes for the gangs in other neighborhoods.

Photographs removed due to gruesome content

(On file with the Panel)

Woman accused to be an HNP informant cut into pieces by Canaan gang in January 2023
Stills from a video shared with the Panel on 18 April 2023



Photos of appear to be minors in the gang, shared with the Panel on 25 June 2023



Minor (white mask) with Manno (white T-shirt and black mask) and his group
Stills from video filmed on 9 May 2023



Minors with gangs
Stills from video shared on 1 May 2023 (red t-shirt) and filmed in 2020 (red mask)

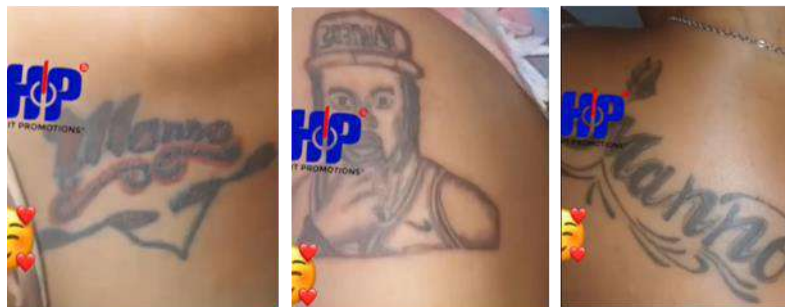


¹⁵² This section is based on interviews conducted between February and August 2023 with former gang members, people living in gang-controlled areas, gang analysts and confidential reports.

¹⁵³ Currently, gang leaders are exclusively male.

According to one minor who was enrolled in the 5 Second gang, he was paid 5000 HTG (about \$33 USD) every Saturday and sometimes received other monetary rewards from other members¹⁵⁴. Another minor stated that he was paid thousands of dollars in his first month in the gang operation in Croix-des-Bouquets commune.

While most gang members are male, some are women. Women, including minors, perform household chores and surveillance. They are also spies and facilitators in negotiations and participate in criminal activities. Some engage in relationship with gang leaders including unwillingly. The Panel received videos circulated through social media on women exposing tattoos of gang members on their bodies¹⁵⁵, performing dances with the ‘rapper’ Izo and exposing themselves as gang members. Many of them have been identified by the Bwa Kale movement, as targets for lynching.



Several tatoos of “Manno”, 5 Second leader, on the body of the same woman
Stills from video shared with the Panel on 28 April 2023.



Women posing as gang member with
Izo, 5 Second leader
Photo shared with the Panel on 29 April 2023



Woman from Canaan gang confessed to the HNP that she was setting up a gang cell in Limbé to commit criminal acts including kidnapping.
HNP official Facebook page

As for the payment of gang members, although some gangs conduct a weekly payroll, others do not have a regular payment method.

Territorial control

To expand their territorial control, gangs loot, destroy and progressively nibble away at territories to occupy the whole block of a given neighborhood. They set up cells and provide operational support, comprised of members, weapons and vehicles. To control entry and exit points of the newly occupied area and prevent the police from entering, they install barricades and protective walls called ‘VARs’ secured by armed members. At the same time, all social and economic actors in the area are obliged to pay taxes. At this point, communities and economic operators already know that there is a new leader in the area.

Recruitment

Dire socioeconomic conditions as well as the quest for respect are among the various factors that stimulate children and young people to join gangs. In addition, according to interviews with people living in gang-controlled areas, gang members sometimes force individuals in the communities to provide certain services, according to their technical capacities (e.g., a mechanic to fix a car) without compensation. Gangs also evaluate what benefit an individual can bring to the group, including communication skills or physical strength. In cases in which a person desires to voluntarily join the gang, his behaviour is evaluated, and they can be ordered to kill someone to prove their allegiance.

¹⁵⁴ Confidential report, 2023 – in file with the Panel.

¹⁵⁵ According to one gang analyst and one individual living in gang-controlled area, women are sometimes obliged to tattoo the name of the gang leader on their body.

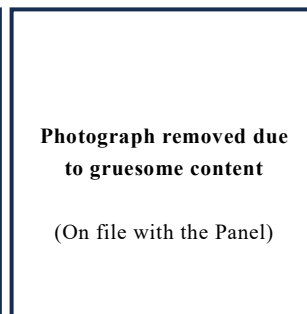
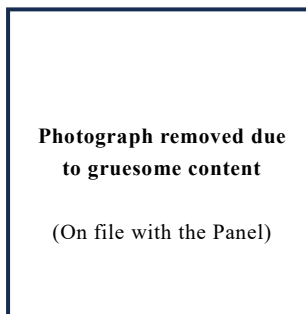
Social foundations run by gang leaders also provide an entry point for recruitment. Children mostly come from families in distress and join the gangs in search of money and food. Several sources have indicated that some gangs force their enrolment by refusing to distribute food to their families through their social foundations if they do not join.

A new gang recruit is subjected to an “observation phase”. The first task is to buy food, then the individual is given some money to “buy friends”. The next step is to participate in confrontations with rivals, including the police, besides buying ammunitions, and loading guns. To get promoted, an “outstanding action” must be performed, such as killing someone. After two or three years in the gang, if the person is proven not to be an “spy”, the individual is accepted in the chief’s entourage.

Social media and violence

Social media is a crucial tool for gang leaders. Through videos shared on social networks, the Panel observed that gangs use these platforms to glorify wealth and ‘successful lifestyle’. On the other hand, they instil fear by displaying footage of torture including mutilations of bodies, burnt remains, and body parts including genitals, limbs, and heads.

Izo, 5 Segond’s leader, an amateur rapper and wanted HNP individual responsible for several brutal crimes in Haiti, recently received a YouTube Creator Award for having 100,000 subscribers on the platform. His YouTube channel was recently shut down, but he continues to be active on a range of social media platforms using multiple accounts and fakeprofiles¹⁵⁶.



Still from video showing the dead mutilated body of the Croix-des-Bouquets Police Commissioner on 24 July 2022, killed and mutilated by members of 400 Mawozo.

Canaan gang member cutting a dead body of a rival with a saw Still from video, February 2022



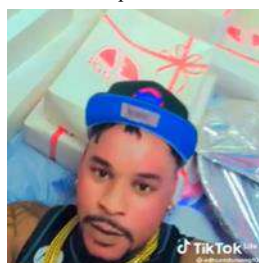
Izo exhibiting money and the YouTube Creator Award YouTube video of 25 April 2023



Swimming pool at Izo’s house Still from video shared on 31 July 2023



Lanmo Sanjou celebrating the 8 March 2022 holiday Still from video shared on 17 April 2023



Relationship with the community¹⁵⁷



Barbeque in a hydromassage/piscine in Delmas area Stills from video filmed on 30 July 2023

¹⁵⁶ The Panel contacted YouTube to raise the issue and to request information on Izo’s YouTube channel. Google responded to the Panel on 6 June 2023 stating that ‘the information you are requesting, to the extent it exists, is subject to state and federal laws. In accordance with those laws, it is Google’s policy to only provide subscriber information pursuant to a properly served, valid third-party subpoena or other appropriate legal process’.

¹⁵⁷ Information from confidential reports, interviews with gang analysts and individuals living in gang-controlled areas.

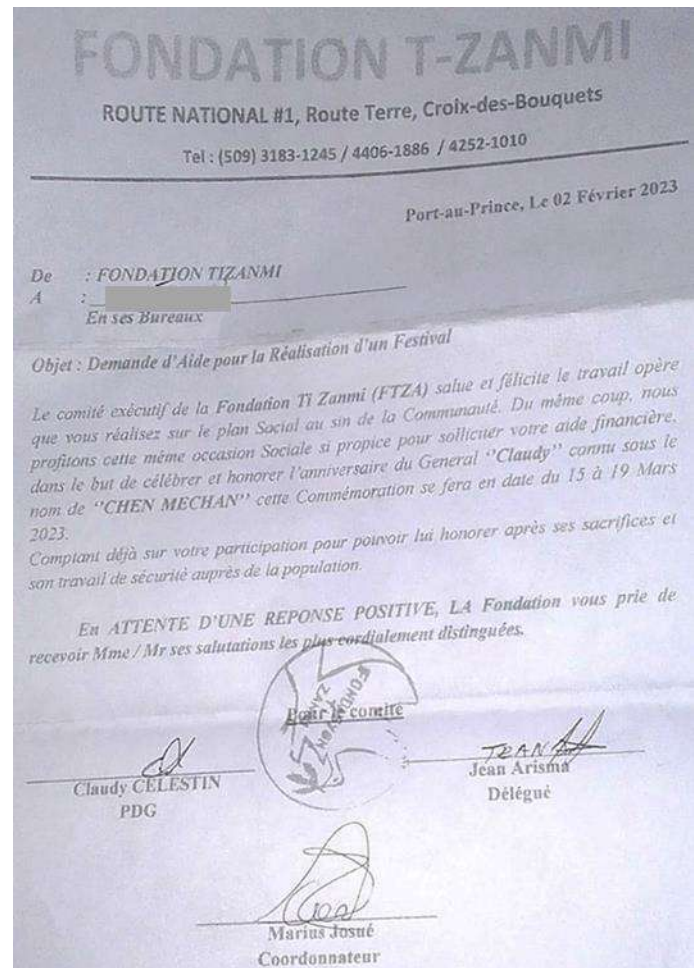
Some gang leaders have their own social foundations as a way of winning allegiance from the community in their areas of control, to present themselves as ‘benefactors’ and try to display a ‘positive image’. Some of these structures are: (i) the SABATHEM Foundation, created in 2006 in the Boston neighborhood by the then gang leader, Ti-Kouto, who died in prison; (ii) the Gabriel Foundation, created in 2012 by the G-Pèp chief, Ti-Gabriel; and (iii) the Siloé Foundation, created in 2015 in the Belekou neighborhood by the gang leader Iskar Andrice. There are also other foundations eaded by gang leaders, such as the T-Zanmi headed by Claudy Celestin alias “Chyen Mechan” gang leader, as shown on the picture.

From 2010, foundations have become interlocutors for politicians in the context of elections, including for the organization of demonstrations or anti-protest movements. They have also been increasingly supported by influential businessmen or companies to protect their economic activities.

Moreover, funding and humanitarian assistance has been channelled through these organizations¹⁵⁸. While these foundations are officially registered, gang leaders head and take decisions regarding these structures through their representatives/staff that they recruit for activities and projects.

In addition, gangs sometimes use this aid to force men and women to join the gangs, such as the Nan Boston gang (G9), according to confidential sources.

Gang leaders also have/or control businesses in their area of influence (medical facilities, hotels, school, gas stations, and unofficial bureau de change). With the absence of the State in these areas, gangs control education and social activities. They also extort the population as well as businesspersons by collecting taxes in exchange for protection (see Section III.A.2).



Request for financial support to celebrate the birthday of Claudy Celestin alias “Chyen Mechan”, on the letterhead of Fondation T-Zanmi, signed by him, as the PDG (President/Director General)

Photo shared with the Panel on 23 February 2023

¹⁵⁸ Confidential report, 2023.

Annex 7: Time Comparison of VARs barricades around Brooklyn, Cité Soleil, Port-au-Prince

All pictures are from Google Maps. Identification of barricades ("VARs) done by the Panel



15 July 2022

25 December 2022

HNP operation to deblock a barricade at the Cabaret Road under attack of gang members

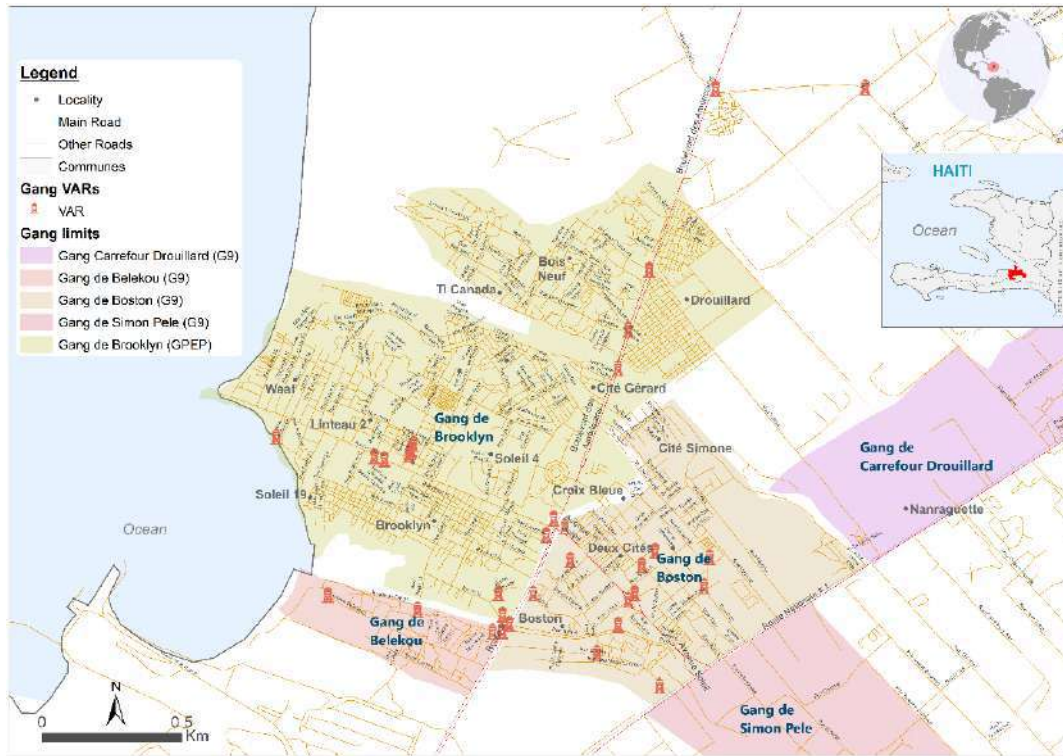
From a video posted on HNP Facebook page on 20 April 2023



Figure 3: VARs and checkpoints in Port au Prince as of May 2023

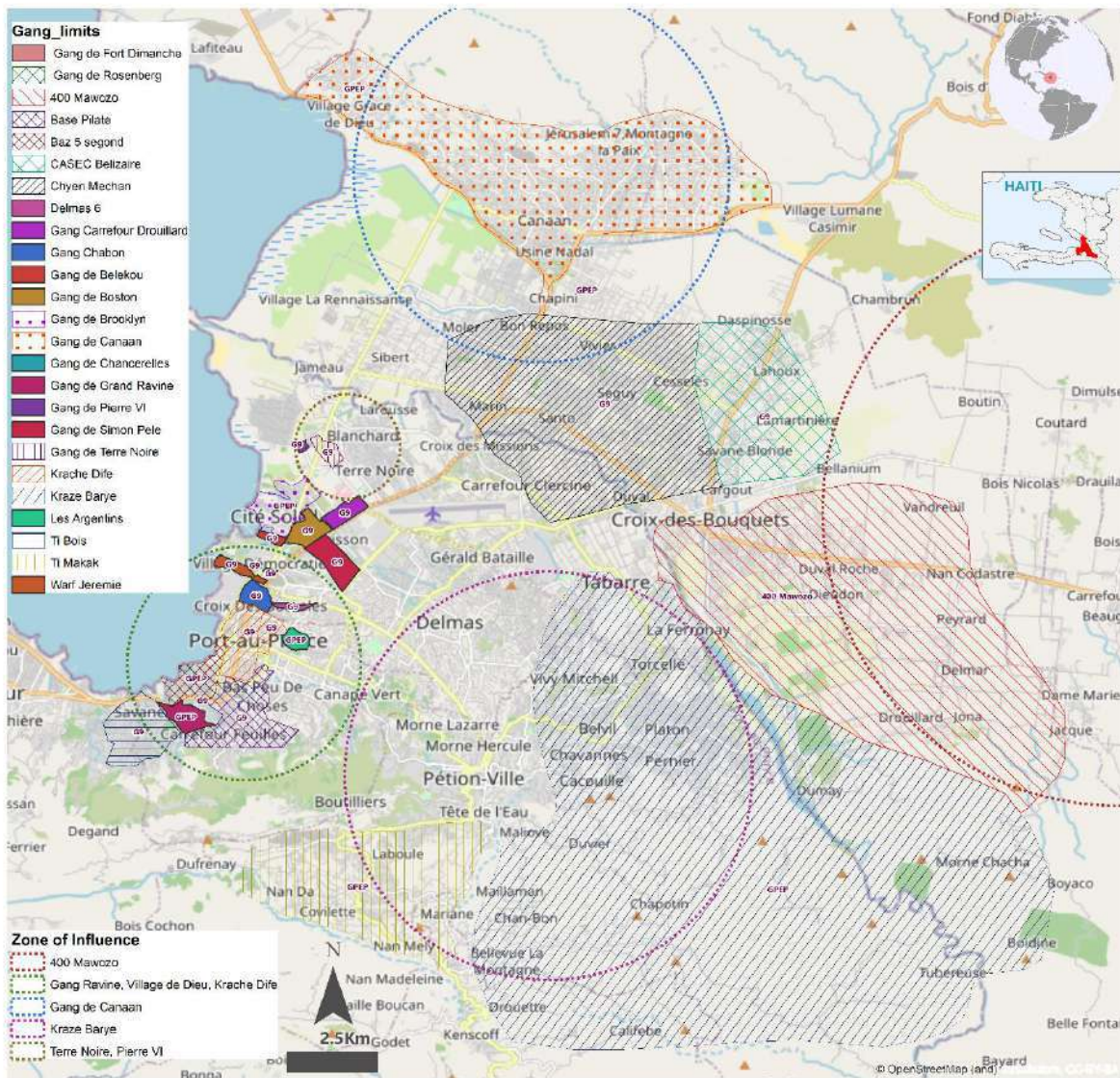


VARs and checkpoints in Cité Soleil neighborhood as of May 2023



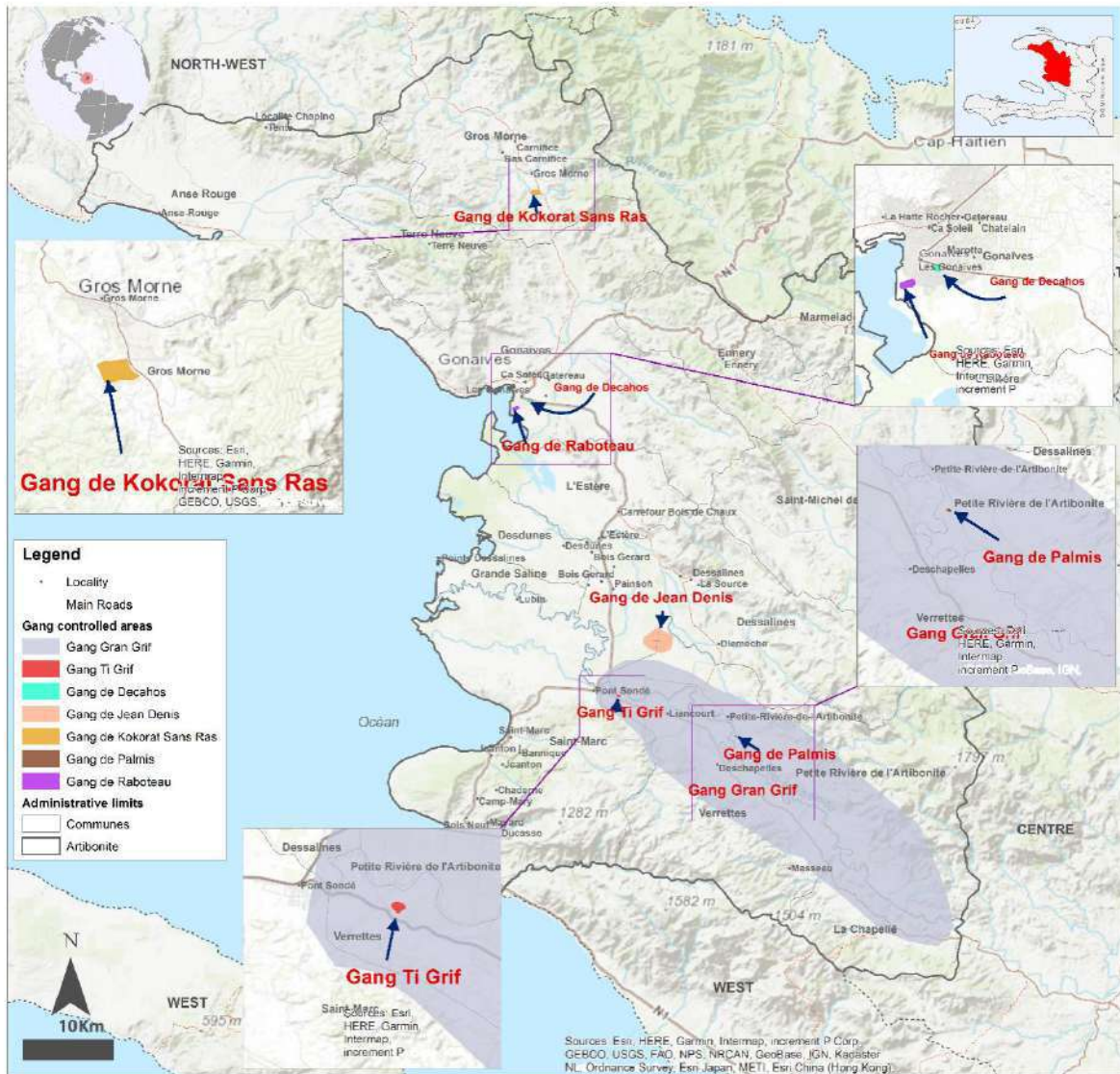
Source: UN data

Annex 8: Areas of control and areas of influence of gangs in Port-au-Prince as of July 2023



Source: UN data

Annex 9: Gang-controlled areas in Artibonite department as of August 2023



Source: UN data

Annex 10: Gangs in the Artibonite department as of August 2023¹⁵⁹

Gang and Leaders	Locality	Strength	Main criminal activity
<p>Baz Gran Grif (Savien gang)</p> <p>Luckson Elan, alias General Luckson</p>	<p>Petite Rivière de l'Artibonite, Savien, Liancourt, Pont Sondé, Carrefour Paye, Moreau Drouet, Hatte, Patchwal</p> <p>Controls part of RN1, and the secondary road 11, from Pont Sondé to Mirebalais, on Morne Pierre Paul and Chandelle, Liancourt commune</p>	About 100 members	<p>Murder, rape, robbery, destruction of property, hijacking of trucks and goods, violence against civilian population, kidnapping</p>
<p>Kokorat San Ras</p> <p>Meyer</p>	<p>La Croix Périsse, Commune de l'Estère, Ti Bwadam, Gros Morne</p> <p>Controls parts of the RN1 and of the RN5, linking the Bassin-Bleu and Gros-Morne communes</p>	Around 20 members	<p>Murder, robbery, rape kidnapping, hijacking of trucks and goods</p>
<p>Coalition des Révolutionnaires pour Sauver l'Artibonite (Jean Denis coalition)</p> <p>Jean Baptiste Mercedieu alias Ti-Mepri</p>	Jean Denis, Baraj	Around 70 members	<p>Violence against gang members and civilian population from gang member areas, murder, destruction of property</p>
<p>Raboteau</p> <p>Wilford Ferdinand alias Ti-Will</p>	Gonaïves	Around 50 members	<p>Murder, extortion, street blocking, drug trafficking, destruction of property</p>
<p>Ti Grif</p> <p>Izolan</p>	Palmiste, Moreau Dwèt	Around 20 members	<p>Murder, rape, robbery, destruction of property, hijacking of trucks and goods, violence against civilian populations, kidnapping</p>
<p>Descahos</p> <p>Paulda Petitmé</p>	Gonaives	Around 50 members	<p>Robbery and drug trafficking</p>

¹⁵⁹ This Annex is based on interviews conducted between February and July 2023 with people living in gang-controlled areas, gang analysts, HNP analysts, government representatives and confidential reports.

Annex 11: Notices of wanted persons for 5 Segond gang leaders



REPUBLIQUE D'HAÏTI
POLICE NATIONALE D'HAÏTI
 DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : ANDRE
PRENOM : JOHNSON
ALIAS : IZO

INFRACTIONS REPROCHEES :

- ASSASSINAT
- ENLEVEMENT CONTRE RANCON
- DETENTION ILLEGALE D'ARMES A FEU
- VOL DE VEHICULES
- DETOURNEMENT DE CAMIONS DE MARCHANDISES
- ASSOCIATION DE MALFAITEURS.

N.B.

Dangereux et armé

En cas de localisation

Prière d'appeler aux numéros : 3834-1111 / 3836-1111 / 3837-1111 / 3838-1111 / 2817-0545 / 3106-0573



POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : SALOMON
PRENOM : EMMANUEL
ALIAS : MANNO

INFRACTIONS REPROCHEES :

- ASSASSINAT
- ENLEVEMENT CONTRE RANCON
- DETENTION ILLEGALE D'ARMES A FEU
- VOL DE VEHICULES
- DETOURNEMENT DE CAMIONS DE MARCHANDISES
- ASSOCIATION DE MALFAITEURS.

N.B. Dangereux et armé

En cas de localisation

*Prière d'appeler aux numéros : 3834-1111 / 3836-1111 / 3837-1111 / 3838-1111 /
2817-0545 / 3106-0573*



**WANTED
BY THE FBI**

EMANUEL SALOMON

Conspiracy to Commit Hostage Taking; Hostage Taking



DESCRIPTION

Aliases: "Mano", "Manno"	
Place of Birth: Haiti	Hair: Black
Eyes: Brown	Height: 5'7" to 5'10"
Weight: 160 pounds	Sex: Male
Race: Black	Nationality: Haitian

REMARKS

Salomon has ties to or may visit the Dominican Republic and Mexico.

CAUTION

Emanuel Salomon, as second in command of the gang Village De Dieu, allegedly participated in kidnappings of United States citizens for ransom in 2021. In January 2021, Salomon and associates allegedly kidnapped a United States citizen at gunpoint and held the victim for ransom for 11 days. The victim was allegedly held at gunpoint, beaten, and threatened by the gang, and was released only after a ransom was paid.

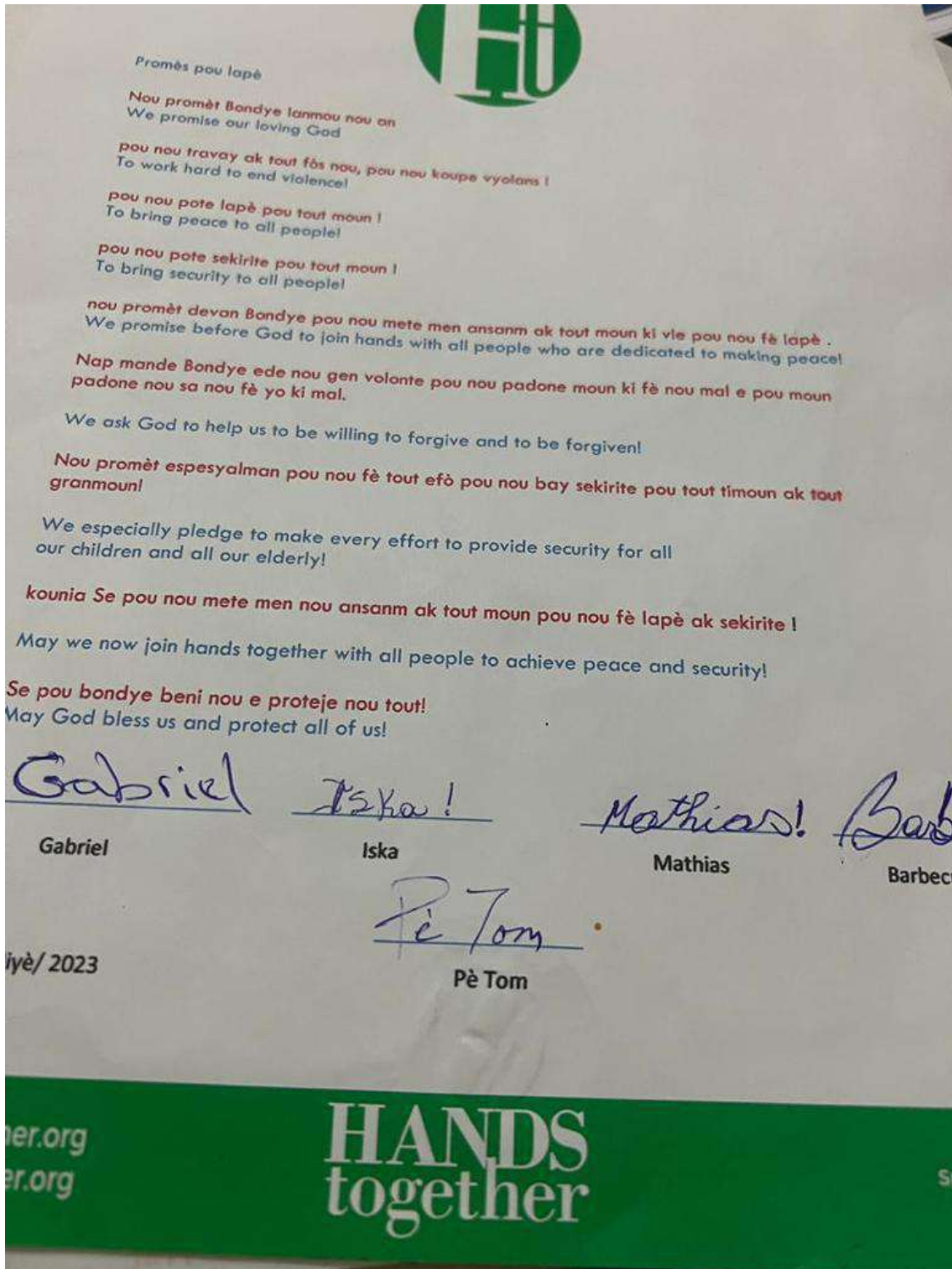
Emanuel Salomon was charged with Conspiracy to Commit Hostage Taking and Hostage Taking by a criminal complaint filed in the United States District Court for the District of Columbia, Washington, D.C. on November 2, 2022.

SHOULD BE CONSIDERED ARMED AND DANGEROUS

If you have any information concerning this person, please contact your local FBI office or the nearest American Embassy or Consulate.

Field Office: Miami

Annex 12: 'Peace pledge' signed between G9 and G-Pèp gangs in July 2023



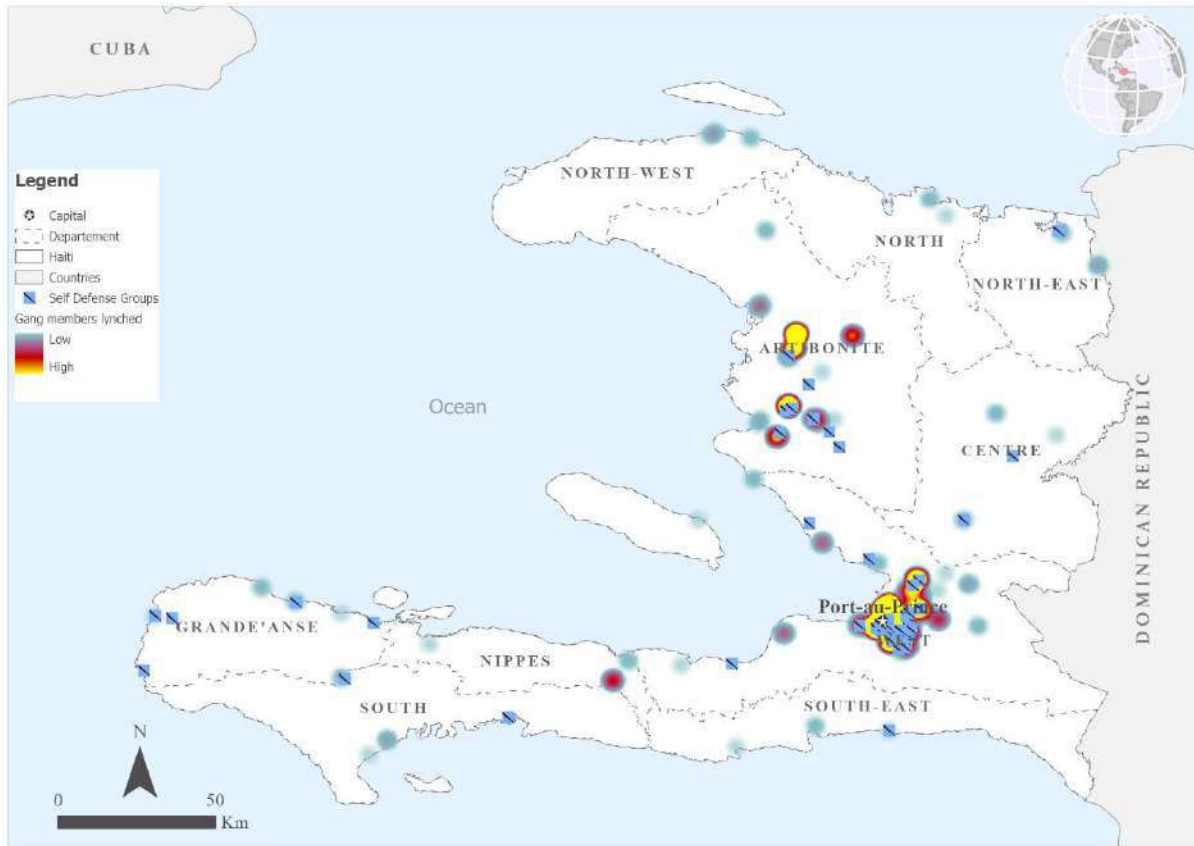
Annex 13: Izo, 5 Segond's leader, leads spiritual ceremony for funeral vigil of Ti-Makak, on 23 April 2023

Several sources highlighted the importance of gang leaders to ensure a magico-religious ability. Rituals are made before attacks and on other key occasions. Some gang leaders and members believe that Voodoo practices make them untouchable.



Picture shared with the Panel on 28 April 2023

Annex 14: Distribution of Bwa Kale and self-defense groups as of 27 July 2023



Source: UN data

Department	Victims
Artibonite	33
Centre	2
Grand'Anse	8
Nippes	4
North	14
Northeast	1
Northwest	1
West	409
South	5
Southeast	2

Annex 15: Bwa Kale movement against alleged gang members

Photographs showing dead, mutilated, burnt and decapitated bodies

Removed due to gruesome content

(On file with the Panel)

Pictures and stills from videos shared with the Panel between April and July 2023

Annex 16: Barricades set up by residents in Port-au-Prince closing the road



Photo taken by the Panel, 2023

Annex 17: Acts of piracy/marine capability and hijacking of vehicles by 5 Second



Piracy attack against a small boat in Goâve
Still from a Tik Tok video posted on 24 July



Boats - Stills from video shared with the Panel, May 2023



Manno on a jet ski

Still from a video shared with the Panel, June 2023



One of Izo's speedboats burning during an incident
Picture shared with the Panel in March 2023



Izo's house – still from a video provided to the Panel, May 2023



Vehicles hijacked
Still from a video provided to the Panel, May 2023

Izo, who has expansionist ambitions, exerts considerable influence – along with his allies – from the southern (RN2) to the northern (RN1) entrances to Port-au-Prince and up to the Artibonite department. He controls parts of the bay of Port-au-Prince and is understood to be planning to take over Cabaret commune, where the beach resorts and the seaport of Montrouis are located, which, according to several sources, would further facilitate the movement of drugs. Furthermore, he recently tried to finance the setting up of a gang in Grand Riviè, a locality in Jacmel, which is well-known for drug-related activities.

Annex 18: Notices for wanted persons for Grand Ravine's leaders



POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : DESTINA
PRENOM : RENEL
ALIAS : Tilapli

INFRACTIONS REPROCHEES :

- ASSASSINAT
- ENLEVEMENT CONTRE RANCON
- DETENTION ILLEGALE D'ARMES A FEU
- VOL DE VEHICULES
- DETOURNEMENT DE CAMIONS DE MARCHANDISES
- ASSOCIATION DE MALFAITEURS.

N.B. **Dangereux et armé**

En cas de localisation

Prière d'appeler aux numéros : 3834-1111 / 3836-1111 / 3837-1111 / 3838-1111 / 2817-0545 / 3106-0573



WANTED BY THE FBI

RENEL DESTINA

Conspiracy to Commit Hostage Taking; Hostage Taking



DESCRIPTION

Alias: "Ti Lapè"	
Date(s) of Birth Used: June 11, 1982	Place of Birth: Haiti
Hair: Black	Eyes: Brown
Height: 5'7" to 5'10"	Weight: 150 pounds
Sex: Male	Race: Black
Nationality: Haitian	

REMARKS

Destina has ties to or may travel to the Dominican Republic.

CAUTION

Renel Destina, as leader of the gang Gran Ravine, allegedly participated in kidnappings of United States citizens for ransom in 2021. In February 2021, Destina and associates allegedly kidnapped a United States citizen at gunpoint and held the victim for ransom for 14 days. The victim was allegedly held at gunpoint, beaten, and threatened by the gang, and was released only after a ransom was paid.

Renel Destina was charged with Conspiracy to Commit Hostage Taking and Hostage Taking by an indictment filed in the United States District Court for the District of Columbia.

SHOULD BE CONSIDERED ARMED AND DANGEROUS

If you have any information concerning this person, please contact your local FBI office or the nearest American Embassy or Consulate.

Field Office: Miami



POLICE NATIONALE D'HAÏTI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



BOUGÒY AINSI CONNU
« GANG GRAND RAVINE »

**INFRACTIONS RÉPROCHÉES : ASSASSINAT, TENTATIVE D'ASSASSINAT,
ENLÈVEMENT, VOL DE VÉHICULE, DÉTOURNEMENT DE CAMIONS DE MARCHANDISES.**

En cas d'identification ou de localisation
Prrière d'appeler aux numéros suivants : 3838-1111 & 31060573

Annex 19: Wanted Notice against leader of Kraze Barye

AVIS DE RECHERCHE
POLICE NATIONALE D'HAÏTI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE (DCPJ)



USD 1,000,000
Pour toutes informations pouvant conduire à son
arrestation ou condamnation

**Vitel'Homme
Innocent**

INFRACTIONS REPROCHÉES

- 1.- Enlèvement et séquestration contre rançon
- 2.- Assassinat
- 3.- Tentative d'assassinat
- 4.- viol
- 5.- vol à mains armées
- 6.- vol de véhicule
- 7.- spoliation
- 8.- destruction de biens

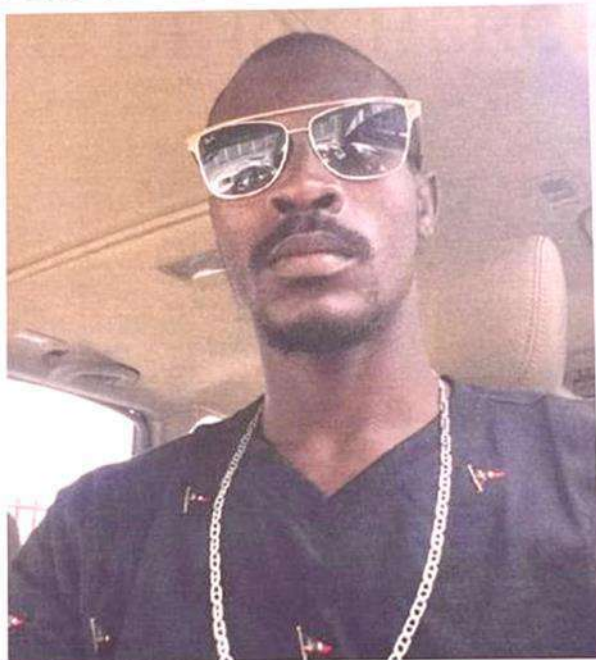


En cas d'identification ou de localisation
Prière d'appeler aux numéros suivants: **3834-1111 / 3836-1111 / 3837-1111 / 3838-1111**
Police Nationale d'Haïti



POLICE NATIONALE D'HAÏTI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : INNOCENT
PRENOM : VITEL'HOMME

CHEF DE GANG : KRAZE BARYÈ (TABARRE 70 / TORCEL)

INFRACTIONS REPROCHÉES : ASSASSINAT, TENTATIVE D'ASSASSINAT, ENLÈVEMENT, VOL DE VÉHICULES

En cas d'identification ou de localisation
Prière d'appeler aux numéros suivants : 3838-1111 & 31060573



WANTED BY THE FBI

VITEL'HOMME INNOCENT

Conspiracy to Commit Hostage Taking; Hostage Taking



DESCRIPTION

Date(s) of Birth Used: March 27, 1986	Place of Birth: Haiti
Hair: Black	Eyes: Brown
Height: 5'7" to 5'10"	Weight: 150 pounds
Sex: Male	Race: Black
Nationality: Haitian	

REWARD

The United States Department of State's Transnational Organized Crime Rewards Program is offering a reward of up to \$1 million United States dollars for information leading to the arrest and/or conviction of Vitel'Homme Innocent.

REMARKS

Innocent has ties to or may travel to the Dominican Republic.

CAUTION

Vitel'Homme Innocent, as leader of the gang Kraze Barye, allegedly worked together with the gang 400 Mawozo, in the October 2021, kidnapping of 17 Christian Missionaries in Haiti, including five children, one as young as 8 months old. The hostages were allegedly held at gunpoint and most remained captive for 61 days. The gangs demanded ransom payment for each of the victims.

Vitel'Homme Innocent was charged with Conspiracy to Commit Hostage Taking and Hostage Taking by an indictment filed in the United States District Court for the District of Columbia.

SHOULD BE CONSIDERED ARMED AND DANGEROUS

If you have any information concerning this person, please contact your local FBI office or the nearest American Embassy or Consulate.

Field Office: Miami

Annex 20: Notice for wanted person for the leader of 400 Mawozo


REPUBLIQUE D'HAÏTI
POLICE NATIONALE D'HAÏTI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE

AVIS DE RECHERCHE



NOM : JOSEPH
PRENOM : WILSON
ALIAS : LANMÒ SAN JOU

CHEF DE GANG : 400 MAWOZO

INFRACTIONS REPROCHÉES : ASSASSINAT, TENTATIVE D'ASSASSINAT, ENLÈVEMENT, VOL DE VÉHICULES, DÉTOURNEMENT DE CAMIONS DE MARCHANDISES.

En cas d'identification ou de localisation
Prière d'appeler aux numéros suivants : 3838-1111 & 31060573



LANMO SANJOU

Conspiracy to Commit Hostage Taking; Hostage Taking



DESCRIPTION

Aliases: Lanmo San Jou, Lamo Sanjou, Joseph Wilson	
Date(s) of Birth Used: February 28, 1993	Place of Birth: Haiti
Hair: Black	Eyes: Brown
Height: 5'7" to 5'10"	Weight: 150 pounds
Sex: Male	Race: Black
Nationality: Haitian	Scars and Marks: Sanjou has significant scars across his body. Sanjou has the following tattoos: right calf - skull; left calf - snake; right forearm - knife; right shoulder - spider web; left arm - sleeved and cursive writing; and on his chest are stars and cursive writing.

REWARD

The United States Department of State's Transnational Organized Crime Rewards Program is offering a reward of up to \$1 million United States dollars for information leading to the arrest and/or conviction of Lanmo Sanjou.

REMARKS

Sanjou has medical issues with his kidneys. He has sex to or may travel to the Dominican Republic.

CAUTION

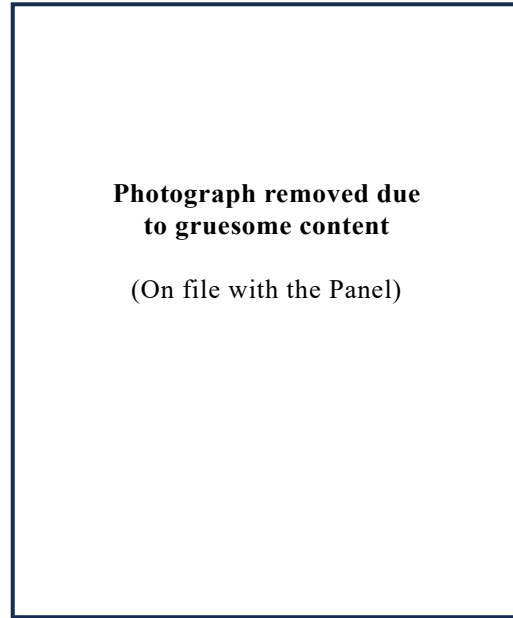
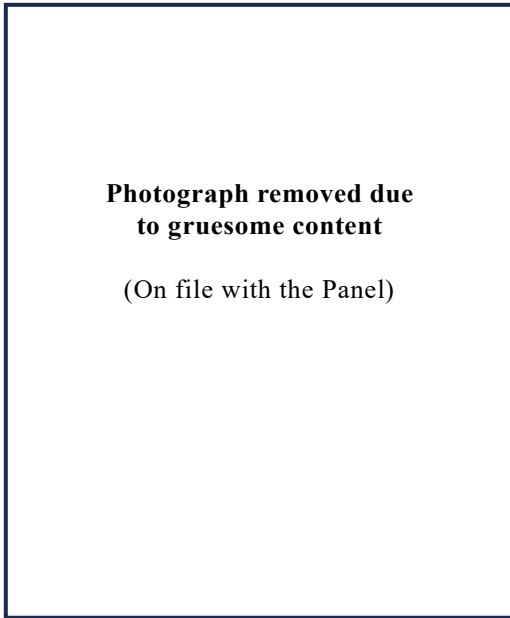
Lanmo Sanjou, as leader of the gang 400 Mawozo, allegedly participated in the October 2021, kidnapping of 17 Christian Missionaries in Haiti, including five children, one as young as 6 months old. The hostages were allegedly held at gunpoint and most remained captive for 61 days. The gang demanded ransom payment for each of the victims. Lanmo Sanjou was charged with Conspiracy to Commit Hostage Taking and Hostage Taking by an indictment filed in the United States District Court for the District of Columbia.

SHOULD BE CONSIDERED ARMED AND DANGEROUS

If you have any information concerning this person, please contact your local FBI office or the nearest American Embassy or Consulate.

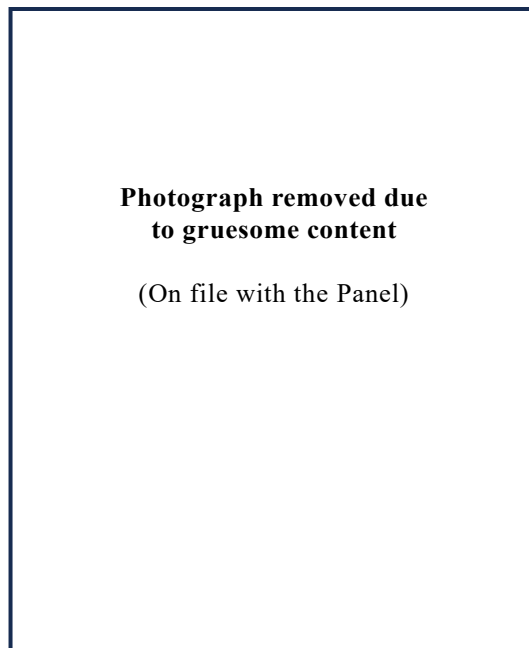
Field Office: Miami

Annex 21: Acts of torture and body mutilation against victims of kidnapping by Artibonite gangs



Stills from video showing kidnapping victim being burnt by Kokorat San Ras gang

Still from a video shared with the Panel on 17 April 2023



Victim of kidnapping having genitals burned by Gran Grif gang members

Stills from a video shared with the Panel on 17 April 2023

Annex 22: Kidnapping dynamics¹⁶⁰

Notwithstanding the active efforts of the HNP kidnap response unit (Cellule Contre Enlèvement – CCE) to deal with the large number of cases reported, its capacity is stretched to the limit, with only a few trained investigators and negotiators. Furthermore, the increase of “no-go zones” in Port-au-Prince from 2016 onwards, presented significant challenges to police operations aiming at recovering hostages in these areas. The CCE unit concentrates its focus on conducting investigations and providing strategic assistance with negotiations.

The spike in kidnapping is in part attributable to new alliances in Port-au-Prince which have enabled gangs to operate outside of their own zones, rendering HNP operations more complicated. In several cases, victims were kidnapped in one gang’s area and then taken to the territory controlled by another, notably to Village de Dieu, 5 Segond’s stronghold. Tracking of mobile devices enabled investigators to identify negotiations taking place in one gang-controlled zone, while the victims were being held in a location controlled by another gang.

In certain instances, gangs transfer kidnap victims into the custody of another gang under an arrangement whereby they pay a ‘commission’ for holding the victim and negotiating the ransom. Additionally, criminal groups looking to gain from this ‘market’, can ‘sell’ kidnap victims to other gangs. Some lower-level gang members also stage opportunistic ‘express kidnappings’ and hold the victim for a short duration (ranging from a few hours to about 48 hours) while they negotiate the ransom payment, concealing the act from their leadership. The ransom amounts in these cases are typically much lower.

Kidnappers often operate in two vehicles, to “ambush” the victim’s car. They also use *tap-taps* (collective taxis), trucks, motorbikes, and other means. They frequently use stolen vehicles with tinted windows, including with official plates to move around more freely and approach victims. In these opportunities, they use firearms that are easier to handle and conceal, including handguns. They sometimes wear police uniforms.

Gangs also break into residences, work structures, religious premises, buses and conduct collective kidnappings. The Panel interviewed a woman who had a family relative kidnapped at her residency by 5 Segond. Gangs also place antennas across the communities to monitor their targets. They often use children or recruit people to work on motorcycle stations as sentinels.



Kidnapping by les Argentins gang at a small shop in Delmas 22
Still from video filmed in November 2022



Collective kidnapping by Ti Bois gang inside an evangelical church, filmed in 2021
Still from video shared with the Panel on 16 April 2023

Kidnappings used to be either politically motivated or random, with captivities lasting less time (3-4 days) and lower ransoms were requested (\$3,000 to \$4,000 USD). As gangs became “more professional”, kidnappings evolved into a profitable market, targeting entrepreneurs and prominent figures. The duration of captivity increased considerably to a minimum of three weeks and gangs started asking for higher ransoms. In general, hostages are well treated, if there is no resistance. However, torture is sometimes used as a pressure tactic for obtaining the ransom, particularly in with Grand Grif and Kokorat San Ras gangs in the Artibonite department, considered amongst the cruellest of the gangs.

¹⁶⁰ The Panel interviewed a victim of kidnapping, police officers, victims’ relatives, individuals advising families of victims, gang analysts, international security officers, diplomatic representatives and national government representatives working on gang-related issues as well as civil society organizations with knowledge of kidnapping dynamics.

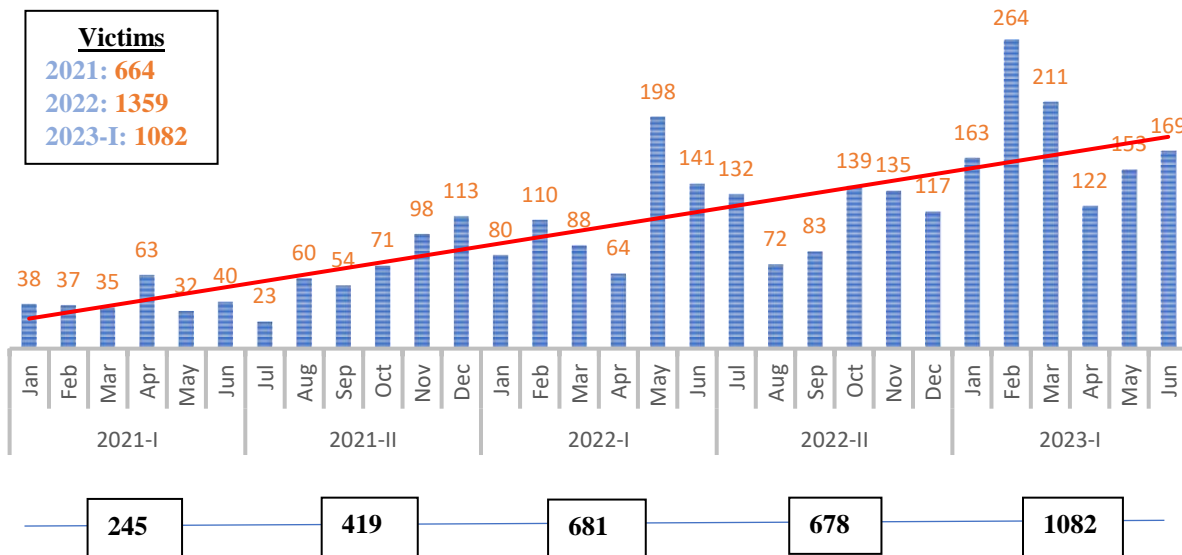
Ransoms paid vary greatly depending on the profile of victims, the gang(s) involved and the skills of the negotiator. “High value” targets are typically from affluent families or foreign nationals, as these attract substantial ransom payments, often demanded in USD. The highest ransom demanded by a gang so far was of \$6 million USD¹⁶¹, and the lowest just a few thousands HTG (\$15 to \$20 USD). More modest income families can pay ransoms from \$2 to \$3,000 USD, while middle class families from \$6,000 to \$10,000 USD; and wealthier families up to \$500,000 USD¹⁶². Recently, gangs have also started targeting companies disposing of security agents to demand weapons and vehicles in addition to the ransom.

As for the negotiations, kidnapers ask the victim to call someone to be their point of contact. Often, when negotiators are too hasty in agreeing payment of the initial ransom, within 48 hours, a second ransom demand is made.

While most of the ransom paid is destined to purchase weapons and ammunitions, part of the amount is fed to money laundering schemes. Gangs such as Grand Ravine process kidnapping money in different ways. Either they deposit money in banks, via accounts held by small traders, or they use “mules” to send money to the United States. Information received by the Panel indicate that some gangs have informants working in banks who can provide them with details about the account balance of their victims. Besides, gang leaders invest in local facilities and businesses.

Since the emergence of Bwa Kale, the number of kidnappings has dropped from 211 in March 2023 to 122 in April 2023, however cases are on the rise again, with 153 and 169 victims, in May and June respectively (see Figure 1 below). In July 2023, 23 cases of kidnappings were recorded in the Artibonite department, including two collective kidnappings¹⁶³ perpetrated by Kokorat San Ras and Gran Grif gangs.

Figure 4: Individuals kidnapped in Haiti from January 2022 to June 2023



Source: UN data

¹⁶¹ Interview with HNP investigator, 2023.

¹⁶² Interview with international security officer working on several kidnapping cases.

¹⁶³ CARDH report, 3 August 2023.

Bwa Kale and the related increase in vigilantism in several neighborhoods of Port-au-Prince, together with HNP operations in the outskirts of Village de Dieu, have prevented 5 Segond and Grand Ravine from freely operating their kidnapping business, as they did in the first quarter of 2023. In response, 5 Segond has used the strategy of reinforcing its northern cells, as well as Canaan gang, to perpetrate kidnappings in Delmas, Lilavois, and Bon Repos areas. Two sources¹⁶⁴ suggested that continuous violence by Kraze Barye in the Tabarre area was partially intended to distract the HNP and reduce pressure on Village de Dieu and Martissant neighborhoods, thereby benefiting its allies, 5 Segond and Grand Ravine.

In the meantime, Vitelhomme has been conducting targeted kidnappings against prominent figures, such as the regional director of APN port of Cap-Haïtien (North department), the director of a private television station on “Route des Freres”, and the director of the “Radio Commerciale d’Haïti” as well as a famous journalist and the former president of the Provisional Electoral Commission (CEP), among others.

¹⁶⁴ CARDH report and interview with HNP officer, 2023.

Annex 23: Forms of extortion by gangs

Seven different sources described to the Panel how gangs control access to economic hubs such as seaports by imposing taxes on trucks. Government officials aware of G9 activities in La Saline area, where the International Port of Port-au-Prince referred to as the APN port¹⁶⁵ is located, explained to the Panel how the coalition erects checkpoints on the road leading from the port in order to tax trucks coming from the port.

With regards to the Varreux terminal, the main petroleum terminal in the country, on 20 July 2023, the Association of Petroleum Professionals (APPE) sought the government’s intervention to forestall the disruption of the access to the terminal by gang members who were taxing 15 gallons per truck entering the terminal, and 200,000 Gourdes for those departing the terminal.¹⁶⁶

Extortion also applies in the transport industry. For instance, on the Canaan route (RN1), a gang entered into a tacit agreement with the association of bus drivers using the route to pay a total sum of about 300 million HTG per year (under 2 million USD). Some of the gangs use the proceeds gained from these illegal activities to invest in gas stations, hotels, money transfer shops, motorcycles which they rent out, among other ventures, as a way of expanding their income. The Panel is currently investigating such cases.

Gangs also derive revenue by extorting families for the “supply” of social amenities such as water and electricity. The Panel received several accounts of how this happens. The population is forced to pay these monthly fees whether it receives electricity or not. The same charge may also apply to water charges and any other items the gang may want to “tax” to the population.

The gangs position themselves as the main interlocutors for the distribution of aid in their areas. They insist that the aid to be channeled through their foundations as a tool for controlling the population. Some gangs reportedly use their foundations to extort money from some humanitarian organizations seeking to access the areas they control and to sell the aid commodities for profit.

As users of the road system, humanitarian workers face extortion from gangs. For instance, gangs operating between Tabarre and Carrefour demanded 50,000 HTG at Martissant and an additional 25,000 HTG at Fontamara, summing up to 75,000 HTG for any vehicle, including aid workers. To bypass the illegal toll, a NGO, used the WFP barge for support.¹⁶⁷

The Panel continues to investigate extortion by gangs, including in seaport areas.

¹⁶⁵ APN stands for Autorité Portuaire Nationale. APN is the government authority that manages all of Haiti’s seaports. See, <https://apn.gouv.ht/>.

¹⁶⁶ Source: two members of a transport association, a cargo truck driver in La Saline, 2023.

¹⁶⁷ [OCHA, Humanitarian Response Overview, Situation Report - June 2023](#)

Port-au-prince Haiti, le 4.09.2021

Objet: Demande d'aide financiere

Aux Responsables

Les Responsables Madame et Monsieur

Nous les Responsables du quartier (400 MAWOZO) vous felicite pour votre détermination d'accompagner dignement. Dans laquelle il se trouve et à l'avantage de soumettre à votre attention une lettre de demande suite à quoi, nous vous sollicite de votre administration un support financier. Pour ne pas dire TAXE. NB que le moment est fixé 7.000.000 par mois. Tout en souhaitant de vous rencontrer à fin de discuter la faisabilité et l'exécution de cette lettre.

Nous vous remercions par avance et nous vous saluons patriotiquement.

Pour les responsables

De: Canaan

À: [REDACTED]

Tel + [REDACTED]


Objet: Demande de finance

Cher Mdm/ Msr. en l'honneur de vous felicite je vous salue Dans le nom de votre sauveur
Vu à la situation que confronte la dite Zone au cours de ce dernier moments, nous vous
sollicitons un frais de 25 000 U\$ pour l'objectif de ra mieux la securite de votre
buisness.

Nous eswperions que notre demande retienne toutes votre attention.

Dans l'attente, Nous vous prions Mrs. /mdm D'agrèer l' expression de nos sentiments
Distingué

Fait a CANAAN le 05/01/23


Signature

NB: 48:00hr de temps pour vous Decide

Annex 24: Weaknesses of Customs controls at Haiti's seaports

The Haitian population relies on imports for the vast majority of commodities. For instance, the APN seaport handles most of the cargo coming into Port-au-Prince. This makes the port one of the most lucrative economic hubs, for both licit and illicit goods.

In the three ports it visited, the Panel observed acute lack of technical capacity and resources for customs control ranging from basic equipment such as hand gloves and metal detectors to computerized systems and scanners. The customs officials informed the Panel that these limitations have hampered their ability to detect and intercept smuggled goods including firearms, ammunition, and contraband. Customs officers rely on basic vessel profiling methods based on the port of origin and the last 10 ports of call to identify if it had transited through ports classified as "high risk". In addition, officers also depend on information shared by friendly foreign intelligence services on suspicious ships or containers entering the Haitian seaports. The search of suspected cargo is done manually and may take from a few days to weeks to accomplish.

In addition, customs activities are oftentimes impeded by the threats and attacks from gangs, certain economic actors and corrupt senior officials involved in circumventing customs regulations and other habitual malpractices. These are vents through which taxes are evaded and illicit goods such as weapons and ammunition enter the country. In some cases, containers are released before customs inspection and verification procedures are performed at the location/home of consignees. In addition to representing a risk to the country's safety and security, this entrenched malpractice results in some of the main importers evading taxes and is in violation of Haiti's customs regulations¹⁶⁸.

APN port has witnessed several challenges including attacks by gangs, as the port is in La Saline amidst an area controlled by the two rival coalitions G-Pèp and G9. On 16 June 2022, one of the gangs attacked APN port, killing one guard. Gang violence and attacks against the facility and threats against customs officers, have instilled fear not to search or intercept cargo belonging to people affiliated to gangs. As a result, suspicious cargo is sometimes released uninspected. Similar challenges are faced by officers at the Cap-Haitien seaport.

The issue of second-hand goods

The import of personal effects (called locally *pèpè*) is subjected to a favorable tax rate which is being abused since most items imported as *pèpè* are in fact second-hand commodities brought in for resale in Haiti. The import and trade of these commodities provide an important source of livelihoods for many people but are sometimes used to smuggle contraband goods, including arms, ammunition as well as bulk cash (see Annex 29). Whether packed in bulk or in containers, *pèpè* are very difficult to search effectively due to the large volumes. The Panel observed first-hand some of the challenges experienced by customs in Cap-Haitien in processing personal effects and identified a number of weaknesses in customs controls that would abet illicit trafficking, including of firearms and ammunition.

¹⁶⁸ See customs code: https://www.ifrc.org/docs/IDRL/Haiti/Code_de_Douanes.pdf

Port workers sorting and loading pèpè cargo at the port of Cap-Haitien



Pictures taken by the Panel in 2023

Annex 25: Map of airports, seaports, and road infrastructure in Haiti



UNODC. 2023. Haiti's criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking.

Annex 26: Diversion of funds by Romel Bell¹⁶⁹

As the head of Customs at the Port au Prince international airport between 2012 and 2018, his annual gross salary including privileges was between 1,241,160HTG (\$29,813)¹⁷⁰ and 1,327,140HTG (\$14,695),¹⁷¹ Bell had accumulated wealth beyond his salary and benefits throughout his career he could not account for.¹⁷² For instance, on successive dates, Bell transferred amounts of money, of which he did not confirm the source, to a school in a foreign country. He also did not disclose several properties he owns, and interests in a company that he operated.

During the 2020-2021 tax year, Mr. Bell and his spouse committed significant tax evasion, on the one hand, by concealing the commercial profits derived from the company known as A & L Distribution S.A and on the other hand, by paying to the tax authorities income tax amounts that were not commensurate to their annual income from salaries, business profits and rental expenses. Among several other suspicious transactions were bank account transactions relating to amounts that exceeded Bell's salaries that showed the balances of 5,636,280.00 HTG, as of March 24, 2022, and another had \$ 124,535.00 USD on March 14, 2022. The accounts belonged to a joint business between Bell and his spouse.


¹⁶⁹ Confidential report on file with the Panel.

¹⁷⁰ Average exchange rate in 2012 was \$1=41.6313. See, <https://www.exchangerates.org.uk/USD-HTG-spot-exchange-rates-history-2012.html>.

¹⁷¹ Average exchange rate in 2019 was \$1=90.3108HTG. See, <https://www.exchangerates.org.uk/USD-HTG-spot-exchange-rates-history-2019.html>.

¹⁷² Direction Générale du Budget et de la Comptabilité Publique (DGBCP) and documented in a confidential report seen by the Panel.

A court order dated 3 April 2023, prohibiting Romel Bell and others from leaving the territory of Haiti due to cases of corruption and money laundering.



**CONSEIL SUPÉRIEUR
DU POUVOIR JUDICIAIRE**

CABINET D'INSTRUCTION DE.....
Au Directeur

No. Du service de l'immigration et de l'immigration

Monsieur le directeur ;

Nous, [redacted] juge d'instruction au tribunal de première instance de Port-au-Prince en charge de l'instruction d'un dossier transmis au parquet de ce ressort par le directeur de l'UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (ULCC), dossier transféré en notre cabinet d'instruction par ordonnance de désignation du doyen en date du 22 Mars 2023 contre les nommés :

BELL ROMEL NIF 001-654-618-6

[redacted]

Tous concernés par l'instruction en cours pour Blanchiment des avoirs et du financement du terrorisme, enrichissement illicite à la loi du 21 février 2001, relative au blanchiment des avoirs provenant du trafic illicite de la drogue et d'autres infractions graves et la loi du 12 mars 2014 portant prévention et répression de la corruption.

Ordonnons qu'ils soient interdits jusqu'à nouvel ordre de quitter le pays pour les besoins de la justice.

Donnée de nous : [redacted] Juge d'instruction au tribunal de première instance de Port-au-Prince.
Prince.

Le 3 Avril 2023

ATTENTION
Superviseur Général de l'AÉRO TT
Pour exécution.....
Date.....
Accusé Réception.....
Transmis Par.....
Reçu par.....
Date.....

REMIERE INSTANCE
CABINET D'INSTRUCTION
DE PORT-AU-PRINCE

Annex 27: Customs performance and financial management measures

The customs revenue collection improved in the previous financial year ending June 2023 due to tightening of the implementation of Customs regulations.

On May 4, 2023, the government passed an Anti-Money Laundering/Countering the Financing of Terrorism (AML/CFT) decree. This sanctions money laundering, the financing of terrorism and the financing of illicit proliferation of weapons of mass destruction in Haiti.¹⁷³ The decree aligns better with Financial Action Task Force (FATF) international standards than the previous AML/CFT law. This follows another major step, in which, on 21 December 21, 2022, the International Monetary Fund (IMF) approved the country's first Staff-Monitored Program (SMP). This aims at helping the government restore macroeconomic stability and lower inflation, while also enhancing accountability by encouraging stronger public finance management, revenue administration, transparency, and anti-corruption measures.¹⁷⁴

¹⁷³ L'État haïtien dispose de moyens légaux de geler les fonds de toutes personnes impliquées dans des crimes financiers, https://www.lenational.org/post_article.php?pol=3661.

¹⁷⁴ Haiti: First Review Under the Staff-Monitoring Program-Press Release; and Staff Report. At: <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/048/article-A001-en.xml>.

Annex 28: Seizures conducted on their way to Haiti or at Haitian ports of entry during the reporting period**Table: Seizures conducted at Haiti's ports of entry or on their way to Haiti between the adoption of resolution 2356 on 22 October 2022 and 1st July 2023**

Date	Location/authorities	Firearms	Ammunition	Other materiel	Information
25 October 2022	Miami Airport USA	9mm handgun		1 magazine	The pistol was discovered in a parcel being shipped to Haiti
8 November 2022	Elias Pina, Dominican Republic		12,000 rounds of 7.62x39mm 10,160 rounds of 5.56x45mm		Two Haitian women were arrested while attempting to cross the border into Haiti in a private vehicle.
31 December 2022	Cap Haitien Haiti		989 rounds of 9x19mm		Seizure from a container coming from the US. One individual was arrested in Haiti.
11 January 2023	Miami port USA	One revolver	41 rounds		The revolver was concealed in a sofa
24 April 2023	Cap Haïtien Haiti	One 9mm handgun	Eight 9mm rounds 4 boxes of 12- gauge rounds (100 rounds)	2 knives	Found in a container transported by the Sara Express coming from the Miami River (Antillean Marine Shipping).
7 June 2023	CPS container park– Port au Prince Haiti	PA-15 5.56mm rifle	340 rounds of 5.56x45mm 115 rounds of 9mm	5 magazines 1 helmet	Container coming from Miami. Some materiel concealed in a popcorn machine. The rifle was purchased for the first time in the US in 2017. Two individuals arrested in Haiti.
2023 (unknown date)	Miami USA	2 pistols		1 magazine	
2023 (unknown date)	Miami USA			23 vests	
TOTAL		5 handguns 1 semi- automatic rifle	23,753 rounds of various calibers		

Source: Data provided by Customs and Border Protection (CBP) as well as Haitian, Dominican and US law enforcement agencies, 2023

Annex 29: Arms and ammunition trafficking from the United States

This annex is based on on-site observations by the Panel, the analysis of trafficking cases, of seizures data shared by the United States and Haitian authorities, a review of legal documents, and interviews with United States-based arms specialists, as well as representatives of United States and Haitian law enforcement agencies and Customs officials. The Panel travelled to Miami and met with representatives of law enforcement and border control agencies.

Given the weak control of border in Haiti and the very limited capacity of Customs, most trafficking is undetected, and seizures do not reflect the levels of trafficking. The analysis of seizures made in Haiti of materiel coming from the United States – particularly by vessel, allow for identifying trends and modus operandi (see Annex 30 for selected cases of trafficking).

Tracing requests by the Panel of firearms

The Panel sent a tracing request to the United States authorities for 60 illicit firearms that were seized in the past 18 months either on their way to or already in Haiti, including a 12.7x99mm sniper rifle, four 7.62x51mm rifles and light machine guns, eighteen 5.56mm semi-automatic rifles, six 7.62x39mm semi-automatic rifles, and twenty-eight handguns of various calibers (9mm, .40 S&W, .45).

Tracing data published by the Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (ATF)

The ATF provides online results of tracing requests made by law enforcement agencies for firearms recovered in several Caribbean countries. At the time of submission of this report, the most recent data available is for firearms recovered in 2021. While the statuses of firearms and the reason for their tracing is not indicated, the data provides some insights into trends. From the 125 arms recovered in Haiti in 2021 and traced by the ATF, 85% had been manufactured in or imported from the United States. 69% of these firearms were pistols, 19% rifles, and 10% shotguns¹⁷⁵.

Data on outbound interdictions of firearms, ammunition and related materiel to Haiti provided by United States CBP

Between January 2020 and July 2023, CBP interdicted 59 firearms including 44 pistols, 12 rifles, 1 machines gun, 1 shotgun and 1 revolver as well as 15,938 rounds of ammunition. CBP also intercepted 31 receivers, including non-serialized and home-made ones indicating their likely use for privately made firearms (PMFs). Twenty-one outbound interdictions were conducted, including 8 by air and 13 by sea. Nineteen were conducted in Miami and 1 in Atlanta.

Year	Transport	Ammunition	Revolvers	Pistols	Shotguns	Rifles	Machine guns	Receivers	Magazines
2020	Air	1348		9					28
	Sea	663		16				28	50
	Total	2011		25				28	78
2021	Air	672							12
	Sea	1074		1					1
	Total	1746		1					13
2022	Air	625		1				1	1
	Sea	11 515		17	1	12	1	6	73
	Total	12 140		18	1	12	1	7	74

¹⁷⁵ See [Firearms Trace Data: The Caribbean - 2021 | Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives \(atf.gov\)](#)

2023	Air								
	Sea	41	1						
	Total	41	1						
TOTAL		15 938	1	44	1	12	1	35	165

Source: Table elaborated from data provided by US CBP on Seized Outbound Shipments of Firearms and Their Ammunition, Parts, and Accessories Intended for Delivery to Haiti from 1 January 2020 until 1 July 2023. Response to a Freedom of Information Act request filed by the Panel. Received 15 July 2023.

In addition, United States authorities also told the Panel that 24 body armour vests had been interdicted on their way to Haiti since 2020, including 23 in 2023.

Modus operandi of trafficking by sea from the United States

The majority of trafficking cases analyzed by the Panel to date allow for a better understanding of the actors involved in trafficking weapons and the various steps in the chain of custody. They also highlight how traffickers violate United States regulations and exploit loopholes and reflect challenges to address this trafficking.

Most cases analysed by the Panel involve networks mostly based on familial links including spouses, brothers, girlfriends, brother in laws (See Annex 30).

1) Purchase of weapons and ammunition in the United States for onward trafficking to Haiti

Straw-buying

In several cases involving the trafficking of a batch of weapons, a main orchestrator in the United States would rely on a range of straw-buyers; i.e. individuals pretending to purchase firearms for themselves while actually purchasing them on someone else's behalf. This is illegal in the United States and penalties for straw-buying have recently been increased; however, it is challenging to detect. The purchase of multiple firearms in a certain time period would trigger more controls and potential red flags. To avoid this, the orchestrator typically recruits individuals of Haitian descent with no criminal record to buy firearms for them. In certain cases, traffickers have been known to rent a storage unit in the United States while they consolidate their shipments.

Private party sales

Other cases of trafficking to Haiti include purchases through private party sales; i.e. an individual or group of individuals selling their own 'private' collection (i.e. not officially for commercial reasons) including at private gun shows, for example. Such sales do not require a firearm license from the ATF, do not leave any trace, and do not trigger the same alarms that multiple purchases within a certain time period through a retailer might, for instance. In the event of a long 'time to crime' – i.e. when more than a year has passed between the first retail sale of a firearm in the United States and its use in a crime – it is extremely difficult to build the chain of custody. For instance, during a recent seizure at a seaport, Haitian authorities recovered firearms with a time to crime exceeding 6000 days¹⁷⁶.

Privately made firearms (PMFs)

According to a recent report produced by CARICOM and the Small Arms Survey, a community of amateur gunsmiths are continuously trying to advance techniques to create PMFs without using controlled components and thereby circumvent restrictions on firearms production posing a significant threat to arms control efforts in the United States and the Caribbean. Seizures conducted in both countries indicate that ghost guns or components used to assemble them have successfully made it to Haiti¹⁷⁷; however, the extent of the phenomenon is difficult to quantify, largely due to the fact that Haitian law enforcement capacity to identify firearms and PMFs is limited.

¹⁷⁶ Interview with a representative of law enforcement agency, July 2023.

¹⁷⁷ Fabre et al., 2023. Weapons Compass: The Caribbean Firearms Study. CARICOM IMPACS and Small Arms Survey; UNODC.2023. Haiti's Criminal Markets.

According to CBP data, 31 receivers were intercepted on their way to Haiti since January 2020, including some to assemble PMFs¹⁷⁸.

AR-15 pattern rifle with a 80 percent lower receiver produced by EP armory¹⁷⁹



Source: Photograph taken by the Panel, Port au Prince, April 2023

2) Transport to Haiti

Freight-forwarding and exportation without licence

Many cases of trafficking from Miami include the use of unofficial freight-forwarders whose roles it is to receive parcels sent from various locations in the United States, consolidate packages and organize their onward shipment in containers or in bulk to Haiti. Unofficial freight-forwarders are not registered, and their activities are difficult to regulate and control, resulting in circumvention of Customs regulations. While investigations indicate that some freight forwarders are knowingly involved in arms trafficking, others may not know – or not want to know – about the content of any parcels they receive. The use of freight forwarding services complicates the identification of chains of custody in the event of a discovery of weapons or ammunition.

Unofficial freight forwarders are often of Haitian origin and organize their shipments in a sly manner, with handwritten approximative records of what was shipped to whom and by whom. To organize the delivery of goods in Haiti, they often use number codes on parcels. Each number would correspond to a ‘consignee’; i.e. the person collecting the goods at the other end. The consignee who collects the parcels at the port, may not be the final end user and may just be an additional step in the chain of custody.

In two cases, couples organised trafficking with the husband living in the United States and sending the materiel to his wife in Haiti. It was also reported to the Panel that it is not unusual for the arms shipper to fly to Haiti to receive the parcels at ports themselves.

¹⁷⁸ Data provided to the Panel by CBP and Fabre et al., 2023.

¹⁷⁹ [Welcome to E P Armory - The One Stop Tactical Shop](#)

The export of weapons and ammunition from the United States without authorization is a criminal offense and several individuals have been indicted and charged in the past few years.

Concealment

Second-hand goods generally mislabelled as ‘personal effects’ to benefit from advantageous Customs taxes and discourage Customs officers from spending time on a shipment serve as an excellent opportunity for concealment. Trafficking cases reviewed by the Panel include goods hidden inside second-hand televisions, furniture, paint buckets, and food items, as well as second-hand vehicles transported from the United States packed with goods (see for instance case 1 of Annex 30). Illicit materiel was found in boxes, bags, barrels and drums inside containers or coming among break-bulk.

Miami River break-bulk vessels

Miami River shipyards operating break-bulk vessels are unique in the United States. While they have been used by criminals to import drugs or to export arms and ammunition to Haiti (see for instance cases 4 and 5 in Annex 30), they also represent an important rare source of economic activity and income generation for Haitians¹⁸⁰. Break-bulk shipping is key to facilitating the significant second-hand goods trade in Haiti, as well as for families receiving support from relatives based in the United States.

The Miami River counts approximately seven shipyards operating less than ten break-bulk vessels to Haiti. While they do not own the land, shipyards and the vessels they house are operated by companies generally run by individuals of Haitian descent. Vessels travel from Miami to different locations including Cap Haitien, Miragoane, Saint Marc, Port-de-Paix and Port-au-Prince. Antillean Marine Shipping, a container shipping line, also operates from the Miami River and serves the Dominican Republic and Haiti, including Port au Prince and Cap Haitien. Cases of trafficking using containers transported by this company were also reported (see Annex 28).

Goods waiting to be loaded on a ship, Miami River.



Image taken by the Panel, April 2023.

The Panel visited several shipyards in April 2023 to observe the types of goods being transported and the challenges and risks related to this type of shipping. The Panel also visited a shipping vessel and spoke to its captain to better understand the process. Vessels are fully packed with goods of all sizes, including old mattresses, toilets, food items, furniture, bicycles, and ballots of second-hand clothes packed into all kinds of containers. A vessel would typically take a few days to be filled, takes 3 to 5 days to cross to Haiti and several days to unload upon arrival¹⁸¹. Ships generally come back to Miami empty.

¹⁸⁰ Interviews with representatives of CBP and HSI, April 2023.

¹⁸¹ Interview with the captain of a bulk ship, Miami River, April 2023.

Some shipyards transport all types of goods while others are specialized in the transportation of second-hand vehicles. Historically, second-hand vehicles used to be packed full of goods themselves; however, following the discovery of concealed arms and ammunition in several such vehicles, this practice has now been banned¹⁸².

A bulk ship ready to depart to Haiti



Image shared with the Panel, 2023.

Parcels of all shapes and sizes are piled up to a maximum, offering ample opportunity to conceal illicit goods, including arms and ammunition. With goods packed into every available space, there is no room to walk around inside, and it is almost impossible to conduct an effective search without unloading everything. Border control and law enforcement agencies have been increasing controls associated with these vessels and regularly conduct searches but there is a danger illicit goods are being missed.

¹⁸² The rule has also been adopted by the Haitian Customs administration in 2021. Interview with a Customs officer, Haiti, 2023.

Cartoon published in Harper's Magazine showing a bulk vessel being loaded



Rowan Moore Gerety. 2019. Downstream: the afterlife of American junk. Illustration Olivier Kugler. Harper's Magazine.

Each vessel may transport goods belonging to hundreds of different individuals. Parcels bear numbers which are attributed to consignees and handwritten lists are kept by the vessel operator. Once a seizure is made, it is difficult to trace the parcel to the actual original shipper and consignee (see above section on freight forwarders). A range of individuals and freight-forwarders drop packages at shipyards for their onward transportation to Haiti and operators rarely record their full names or take a copy of their identification documents.

Exporters do not need to file export information with the United States authorities if the commodity they are exporting does not require a special license, or its value does not exceed 2500 USD¹⁸³. Most of the commodities exported on Miami River bulk ships are therefore not registered. This prevents Customs and law enforcement officers from identifying red flags. In addition, cargo manifests are generally vague and incomplete and sent out to the authorities once the ship has already sailed.

Trafficking of illicit goods

Seizures of drugs at times have been made on bulk ships returning to the US from Haiti. In 2020 for instance, 19kgs of cocaine was discovered by CBP hidden behind a cabin wall¹⁸⁴.

Several seizures of arms and ammunition have also been made over the past three years on board ships on their way to Haiti. In certain instances, staff from the shipyards and/or vessel crew are suspected of having been involved, while in others, parcels were loaded onto the vessel without the operators knowing.

According to law enforcement sources, the number of ships making the crossing between Miami and Haiti has reduced over the past few years and so the level trafficking due to increasing controls and tighter regulations around the operation of these vessels. For instance, as part of efforts to prevent criminal organizations from using break-bulk ships for their business, third

¹⁸³ <https://www.trade.gov/filing-your-export-shipments-through-automated-export-system-aes>

¹⁸⁴ See [Drilling finds cocaine in vessel on Miami River | U.S. Customs and Border Protection \(cbp.gov\)](#)

parties (entities other than the ship's owner, operator, or agent) are now banned from paying bonds. These insurance bonds are also now much higher than before to cover for potential fines, which makes business more costly.

Furthermore, the amount of time and effort required to load and unload a break-bulk vessel makes this method of shipping not very profitable. When the Panel visited shipyards along the Miami River, one landowner complained about the fact that one shipping company had not paid its rent for months and was heavily in debt. Debt is a clear vulnerability and risk factor that can lead those affected to engage in illicit activities.

However, despite increased controls and seizures, these vessels are still used to transport arms and ammunition to Haiti.

3) Arrival in Haiti

Customs control in Haiti

Customs controls are very limited in Haiti, the country does not have scanners for instance and searches of containers or ship are by hand, resulting in very labour-intensive work (see Annex 24). In addition, exemptions from Customs duties ('franchise douaniere') are abused by a range of actors, including individuals exploiting their company or organisation's tax exemption for their personal benefit, individuals bringing in commercial goods under the guise of 'personal effects' to benefit from tax reductions (see Annex 24)¹⁸⁵. Goods coming in under 'franchise' not only benefit from tax exemptions but are also subjected to less scrutiny from Customs officers as they present little or no potential source of revenue for the administration or kick-back for corrupt officials themselves¹⁸⁶. They represent an attractive opportunity to smuggle illicit goods.

¹⁸⁵ Interviews with several Haitian Customs officers, 2023.

¹⁸⁶ Ibid.

Annex 30: Selected arms trafficking cases from the United States to Haiti

The following cases are based on information provided in court documents, confidential documents provided by Member States, as well as interviews with Haitian and foreign law enforcement agencies from February to July 2023.

While many other small cases took place since January 2022, the Panel is focusing here on major cases. The majority of these seizures took place in July 2022.

The following recent cases provide detailed insight into arms trafficking from the United States to Haiti. They illustrate the *modus operandi*, type of actors involved, end users – including both gangs and civilians - and some of the challenges associated with the implementation of United States, Haitian, regional and international arms control efforts, including the UN targeted arms embargo. The cases also provide insight into the negative impact of corruption in Haiti, dysfunctional Customs controls and a broken judicial system on the capacity to counter arms and ammunition trafficking in the country.

Case 1: Peniel Olibris

In January 2023, Peniel Olibris, a Haitian national, was convicted in the United States for having illicitly exported firearms without a license. Investigations indicate that Olibris and his accomplice had purchased 77 firearms, including 9mm pistols, in Colorado between February and June 2020¹⁸⁷. Olibris sent firearms to Haiti concealed in the 13 vehicles he had sent to the country by ship from Fort Lauderdale between September 2019 and May 2020. Loading second-hand cars to be exported to Haiti with goods was a concealment method regularly used until it was forbidden to load anything into vehicles being transported to Haiti.

Several firearms purchased by Olibris were then registered in Haiti by individuals applying for a firearm license who had bought them from his brother. Time to crime¹⁸⁸ was extremely short indicating how easy and fast trafficking between these two countries can be. For instance, one firearm was purchased on 19 October 2019 in Colorado, likely concealed inside a vehicle and shipped to Haiti on 4 December, and then registered by a civilian in Port-au-Prince on 10 December 2019. This case is just one illustration of how the majority of firearms for which Haitian civilians obtain licenses are illicitly trafficked (see Annex 33).

¹⁸⁷ United States of America V. Peniel Olibris. Plea Agreement. September 2022.

¹⁸⁸ 'Time to crime' refers to the period of time between the first retail sale of firearms and a law enforcement recovery of the firearm during a use, or suspected use, in a crime'. United States Department of Justice, Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives. 2011. ATF – Firearm Tracing Guide. Tracing Firearms to Reduce Violent Crimes.

Case 2: Miss Lili One – Seizure in Port-de-Paix

On 1 July 2022, Haitian Customs officers discovered 120,000 rounds of ammunition – including 114,000 rounds of 5,56mm, 2000 of 9x19mm, 4000 of 7,62x39mm - in a container transported from the United States by the vessel Lili One at the Port-de-Paix wharf (North-West department). The Panel documented some of the ammunition in April 2023 held by the authorities in Port-de-Paix, as well as in Port-au-Prince; all ammunition seen by the Panel was .223/ 5.56x45mm ammunition.



Images taken by the Panel, Port de Paix, April 2023.

During the Customs raid, an individual was arrested in *flagranti* while attempting to recuperate the merchandise for onward transfer to a second individual who would then distribute it. According to sources with direct knowledge of the case, the ammunition was destined to influential individuals in Port-au-Prince and was supposed to have been transported in official vehicles.

A search of the second individual's home address by the HNP resulted in the discovery of two 9mm handguns, one revolver and 382 rounds of ammunition. On the same day, sources close to the investigation explained that the Police did not obtain the relevant documentation from the Port-de-Paix General Prosecutor to enable them to search the Miss Lili One, which resulted in firearms concealed on board being removed that night and transferred by small boats to Ile de la Tortue.

Two days after having been arrested by the Police, the second individual and the owner of the ship were released by the Prosecutor against all odds; the whereabouts of the second individual is unknown. The Prosecutor was later arrested for suspicion of corruption and illicit firearms trafficking. He explained during his deposition that he had been asked to release the suspects by two officials from the Ministry of Justice. Investigations are ongoing.

While this case demonstrates how certain corrupt officials enable illicit arms trafficking and protect arms traffickers, it also illustrates just how hard certain Customs and HNP officers are working to conduct sensitive, and often dangerous investigations and arrest suspects.

Case 3: Trafficking under the tax exemption of the *Eglise Episcopale d'Haiti* – Seizure in Port-au-Prince

On 13 and 14 July 2022, Customs officers at CPS terminal 2 at APN in Port-au-Prince discovered firearms and ammunition, as well 50,000 USD in counterfeit notes in a container coming from the United States. The container had been shipped by a company based in Miami on board the container ship, the K Breezer (IMO 9389423).

Materiel seized

Calibers	Firearms	Rounds of Ammunition	Chargers
5.56x45mm	11 AR-15 pattern rifles	443	63
7.62x39mm	Six AK-pattern rifles	12,599	68
7.62x51 mm		180	
9x19mm	3 pistols	1,311	6
.40 S&W	1 pistol		3
12 Gauge	1 shotgun		
TOTAL	22	14,645	140

The Panel was granted access to some of the firearms interdicted and has sent a tracing request to the United States authorities for all 22 firearms in order to build an understanding of the chain of custody since the point of purchase of the items.



PNH official Facebook page, 15 July 2022

PA-15 manufactured by Palmetto State Armory, serial number SCD795205 seized on 14 July 2022

Image taken by the Panel, Haiti, February 2023

The weapons were discovered in a container using the customs tax exemption ('franchise douanière') of the Eglise Episcopale d'Haiti (Episcopal Church of Haiti – EEH). Investigators believe that the network behind this shipment had already used the exemption to import weapons into the country in the past. The agent who cleared the container with the Customs authorities had already had 15 containers processed for the EEH in the previous seven months.

The investigation resulted in the arrest of several suspects and warrants for the arrest of many more, including individuals involved in the receipt of the items, EEH staff, customs clearing agents, and an individual working for the tax exemption unit of the Ministry of Finance. At the centre of the case is the former head of operations (chef d'opérations) at the EEH, a Zimbabwean national who the police has been trying to arrest. While the individual was fired from the EEH in 2018 – likely after he attacked his wife with acid¹⁸⁹ – he was still doing work for the EEH, notably in relation to customs clearance.

Investigations indicate that the trafficking network has links to Village de Dieu and Kraze Barye, indicating potential end-users for the arms and ammunition¹⁹⁰. Investigations are ongoing.

Case 4: Seizure by Homeland Security Investigations (HSI) - Miami River

On 12 July 2022, a significant seizure of arms and ammunition was made by HSI at a shipyard on the Miami River¹⁹¹. Officers recovered 23 firearms, including a .50 caliber sniper rifle, a number of .308 rifles, and a belt-fed machine gun, as well as 5.56mm rifles, 13 pistols and around 4000 rounds of ammunition. Investigations are ongoing.

¹⁸⁹ Interview with confidential source, June 2023. See also Yves, Emmanuel Moise. 2022. L'ancien chef des opérations de l'église épiscopale avait attaqué sa femme à l'acide. Ayibo. 16 July. [L'ancien chef des opérations de l'église épiscopale avait attaqué sa femme à l'acide – AyiboPost](#)

¹⁹⁰ See Dosye Legliz Episkopal Dayiti/trafik ilegal Zam ak minisyon, HNP Official Facebook Page, 3 April 2023. Information about the current links between Vundla Sikhumbuzo and Vitelhomme have been confirmed by a source in July 2023.

¹⁹¹ [HSI announces crackdown on firearms, ammunition smuggling to Haiti, the Caribbean | ICE](#)



[HSI announces crackdown on firearms, ammunition smuggling to Haiti, the Caribbean | ICE](#)

Case 5: El Shaddai – Seizure in Port-de-Paix

On 21 July 2022, 7 firearms – including 6 pistols of various calibers and one revolver - and 434 rounds of ammunition – including 9mm, .40 S&W and hollow-point ammunition - were discovered onboard the El Shaddai, one of the smallest break-bulk vessels operating from the Miami River. Another seizure of firearms had already been made from the same vessel in November 2021. The whereabouts of the ship is now unknown.



HNP official Facebook page, 22 July 2022

Annex 31: Weapons and ammunition trafficking from the Dominican Republic

This section is based on information provided to the Panel during its fact-finding missions to Haiti and the Dominican Republic. The Panel travelled to the Dominican Republic to meet with state authorities involved in the fight against arms trafficking, including Customs, the military and Police. The Panel also travelled to Dajabon and Ouanaminthe, the towns on either side of the Dominican-Haitian border. In Haiti, the Panel met with Police and Customs officers and were provided with informative and insightful reports. In both countries, the Panel received excellent support.

The land border between Haiti and the Dominican Republic is 392 kilometres long, with four official border points – Ouanaminthe/Dajabon, Belladere/Elias Pina, Malpasse, and Anse a Pitre/Perdenales - (see Annex 25) and dozens of unofficial ones. The Dominican Republic is a primary source of commercial activity for Haitians and border towns are very busy with thousands crossing back and forth across the border every day (see Annex 38).

In Haiti, the border crossing points are the focus of much contention by economic and political actors who exert *de facto* control (see Section III.B.21) through bribes, nepotism (eg. influencing the appointment of senior government officials to key positions in Customs and the Police), and the occasional use of force, including deploying armed men to pressurize border control agencies¹⁹². Currently for instance, a group of armed men from Croix-de-Fer is being used by certain economic actors to intimidate Customs and Police officers in Belladere¹⁹³. Belladere is the main border crossing for the importation of goods; meanwhile, the Malpasse crossing has registered a decline in the volume of cross-border transactions recently due to increased gang activity¹⁹⁴, resulting in a surge of illicit goods diverted through Belladere instead.

The Dominican Republic itself also suffers from illicit trafficking of firearms and ammunition by local criminal groups. Over the past three years, the Dominican Customs department have seized an increasing number of weapons and ammunition. For instance, Customs intercepted 174,988 rounds of ammunition in 2020, 300,728 in 2021 and 598,179 in 2022¹⁹⁵.

The Dominican illicit market represents a source of weapons and ammunition for armed actors in Haiti, including gangs. Materiel has been seized at border crossings, including Pedernales and Dajabon in the Dominican Republic, and Belladere, Malpasse and in Ouanaminthe in Haiti¹⁹⁶. The Panel has been analyzing several recent seizures of arms on their way to Haiti or in Haiti coming from the Dominican Republic.

Cases indicate that a range of actors are involved in trafficking from the Dominican Republic to Haiti, including both Haitians and Dominican nationals. The lucrative business of selling arms and ammunition in Haiti have encouraged ant trafficking. In several cases, officials, including police officers and relatives of local officials, have used their positions to smuggle materiel across the border.

Trafficking cases

In December 2021, the Dominican authorities seized 33 firearms – including pistols and semi-automatic rifles – and 700 rounds of ammunition, as well as magazines, at Haina Port from a container coming from Miami. A Cuban national was arrested in the Dominican Republic in May 2023 in relation to this trafficking case and extradited to the United States. Representatives of law enforcement agencies told the Panel that they believe that the materiel was heading to Haiti. The Cuban national used ‘straw buyers’ to buy the weapons under their names in the United States, which were then unlawfully sold to him and exported to the Dominican Republic as ‘household items’ in a shipping container¹⁹⁷. Law enforcement officials believe other shipments of firearms were also sent by this individual undetected to the Dominican Republic before potentially being transferred onwards to Haiti.

¹⁹² Interviews with Customs officers, Haiti, 2023.

¹⁹³ Interviews with Customs officers, Haiti, 2023.

¹⁹⁴ UNODC. 2023. Haiti’s criminal markets : mapping trends in firearms and drug trafficking.

¹⁹⁵ DGA. 2022. Memoria de Gestion. [memoria-de-gestion-2022-interactiva.pdf \(aduanas.gob.do\)](https://www.aduanas.gob.do/memoria-de-gestion-2022-interactiva.pdf)

¹⁹⁶ UNODC. 2023. Haiti’s criminal markets : mapping trends in firearms and drug trafficking.

¹⁹⁷ Charles, Jacqueline. 2023. ‘He used false buyers to buy weapons. Dominican authorities say they were going to Haiti’. Miami Herald. 16 May [Cuban national arrested in Dominican Republic, sent to Miami | Miami Herald](#) and United States District Court Southern District of Florida. 2023. United States of America vs. Elieser Sori Rodriguez. Indictment.



Source: <https://rtvd.gob.do/capturan-y-deportan-extranjero-por-trafico-internacional-de-armas/>

In April 2022, a Dominican national was arrested in the border town of Elias Pina in possession of 5,055 rounds of 7,62x39mm ammunition which he was allegedly transporting to Haiti¹⁹⁸.

On 12 April 2022, an Haitian national working for the Office National d'Assurance Vieillesse (ONA) and with the parliamentary police was arrested in Belladere. During his interrogation, he explained that, for the past two years, he had been purchasing firearms and ammunition close to the Haitian-Dominican border that he then sold on to gangs, including Grand Ravine and 5 Second¹⁹⁹. The materiel included 5.56mm rifles as well as 7.62x39mm and 5.56mm ammunition.

On 8 November 2022, two Haitian women were arrested by the Dominican authorities in Elias Pina while trying to smuggle important quantities of assault rifle ammunition into Haiti in their vehicle, including 12,000 rounds of 7.62x39mm and 10,160 of 5.56 mm.

¹⁹⁸ <https://listindiario.com/la-republica/2022/12/31/755807/golpes-al-contrabando-de-armas-en-las-aduanas.html>

¹⁹⁹ Interview with law enforcement representative, 2023.



Source: CESFRONT, 2022²⁰⁰

On 11 November 2022, an HNP inspector working with the presidential security unit, was arrested by the Police in Haiti on his way back from the Dominican Republic and Belladere with 4000 rounds of 5.56mm ammunition, 41 rounds of 9mm, one 9mm handgun and three magazines. The ammunition was manufactured in the United States²⁰¹.

²⁰⁰ [CESFront detiene ciudadana que transportaba 22,160 municiones con la intención de introducirlas a Haití de manera irregular - Ministerio de Defensa de República Dominicana \(mide.gob.do\)](#)

²⁰¹ Source HNP official Facebook page and a confidential report shared by a Member State, 2023.

Annex 32: Gangs arsenals

While all gangs in Haiti are *de facto* involved in illicit arms and ammunition trafficking given their use of firearms, the Panel is currently investigating several specific cases and will share its findings with the Committee in due time.

Over the past three years, gangs have been procuring a wide range of 5.56x45mm and 7.62x39mm rifles. During the reporting period the Panel has exclusively documented semi-automatic rifles, however, testimonies from individuals living in Cite Soleil indicate the presence of automatic rifles. Although the very vast majority of gang arsenals are composed of small arms²⁰², the Panel has received information indicating that several gangs have a (very limited) number of light weapons in their possession and also has the evidence that they are actively trying to procure some (see Section III.B.2.1).

While gangs typically used a broad range of 'craft' or artisanal firearms – locally called 'zam creole' - in the past, seizures of such weapons from gangs in the metropolitan area are increasingly rare, further highlighting how gangs have developed their arsenals and now rely almost exclusively on manufactured weapons. Nevertheless, these 'zam creole' are still being seized from individuals and gang members living outside of Port au Prince with less financial means²⁰³.

The high volumes of materiel in circulation and high prices of firearms in Haiti will present additional challenges to any future Community Violence Reduction (CVR) or other Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) programming with a disarmament or arms control component, in the West and the Artibonite departments particularly.

²⁰² For definitions of small arms and light weapons see the report of the Group of Governmental Experts on Small Arms, 1999 <https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Disarm%20A54258.pdf>

²⁰³ See for instance HNP official Facebook page, 31 October 2022.

G9 – Jimmy Cherizier – photographs from social media and stills from videos shared with the Panel in 2023.



5 Second



Stills from video showing Izo shared on 5 May 2023



Stills from video filmed on 9 May 2023



Manno (white T-shirt and black mask) and his group (including a minor, with white mask and pistol)
Stills from video filmed on 9 May 2023



Still from Izo's musical video, February 2023



Still from a video
shared on 11 April
2023

Gang de Canaan



Still from a video shared with the Panel on 24 May



Still from a video diffused on 14 March

Still from a video shared with the Panel on 17 July 2023 showing a light machine gun given by Izo, 5 Segond, to Jeff



400 Mawozo

Rifles belonging to Jeff Canaan and Lanmo Sanjou
Shared with the Panel on 19 July 2023

Lanmo Sanjou - Stills from video shared with
the Panel on 17 April 2023

Arms trafficking by a gang: the example of 400 Mawozo

Review of videos and police reports indicate that the gang possesses pistols, revolvers, 12 gauge shotguns, 5.56mm semi-automatic rifles and 7.62x39mm semi-automatic rifles. One governmental source indicated that 400 Mawozo have around 70 rifles and 45 handguns, however, this could not be confirmed by the Panel²⁰⁴. The gang also purchased a 12.7x99mm anti-materiel rifle in the United States in 2021 (see below), however, it is unclear whether the weapon is in their custody and whether they have the ammunition for it.

Arms trafficking from the Dominican Republic

The territory controlled by 400 Mawozo includes areas with direct access into the Dominican Republic, most notably via the RN 8 which passes through the border town of Malpasse (see Map in Annex 8). The gang is actively involved in trafficking arms and ammunition and several members known to be responsible for arms and ammunition trafficking have been arrested by the Police, including in Malpasse on 26 April 2022 and Nippes in the southwest of the country on 14 May 2022²⁰⁵.

²⁰⁴ Confidential report, 2023.

²⁰⁵ See HNP Facebook page, 27 April 2022 and 18 May 2022.

During the reporting period, two Haitian nationals were arrested by the Dominican authorities with 22,160 rounds of 7.62x39mm and 5.56x45mm ammunition while they were attempting to enter Haiti in November 2022 (see Annex 31). A security source with direct knowledge of the case told the Panel that the ammunition was destined to 400 Mawozo.

While 400 Mawozo has easy access to the illicit market in the Dominican Republic and relies on a range of different actors to obtain materiel, several leadership figures also used their own network to secure weapons and ammunition directly from the United States.

Arms trafficking from the United States

In May 2022, three Haitian nationals and one United States citizen were charged with firearms trafficking in support of 400 Mawozo in Haiti²⁰⁶. The individuals included the former leader of 400 Mawozo, Joly Germaine, alias “Yonyon”, who was conducting trafficking operations while incarcerated in Haiti²⁰⁷, and Eliande Tunis, a member of 400 Mawozo and allegedly the girlfriend of one or possibly multiple senior figures in the gang, who was responsible for managing the purchasing and shipping of weapons, as well as two straw-buyers, based in the US. The indictment also refers to an ‘Individual 2’ living in Haiti and identifies this person as ‘the leader of 400 Mawozo’. Based on this and other information provided in the indictment, the Panel judges this likely to refer to Lanmo San Jou (see Annex 20).

Between 28 September and 17 October 2021, the following 16 firearms were purchased by the three primary co-conspirators who either exported or attempted to export them to Haiti. Firearms were purchased in four different cities in Florida, United States.

Table 1: Firearms purchased

Count	Make	Model	Type	Caliber	On or About
2	Century Arms	VSKA w/ Red Dot Sight	Rifle	7.62x39mm	9/28/2021
3	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	9/29/2021
4	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	10/1/2021
5	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	10/1/2021
6	Century Arms	VSKA w/ Red Dot Sight	Rifle	7.62x39mm	10/5/2021
7	Riley Defense Inc	Rak 47	Rifle	7.62x39mm	10/5/2021
8	Barrett Manufacturing Inc	82A1	Rifle	50	10/6/2021
9	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	10/6/2021
10	Century Arms	WASR-10	Rifle	7.62x39mm	10/6/2021
11	Palmetto Arms	PA15	Rifle	5.56	10/6/2021
12	Springfield Armory	M1A	Rifle	308	10/6/2021
13	SAR	SAR-9	Pistol	9mm	10/11/2021
14	Ruger	Five Seven	Pistol	5.7x28mm	10/14/2021
15	Century Arms	Centurion 12 Gauge	Shotgun	Shotgun	10/16/2021
16	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	10/17/2021
17	Century Arms	VSKA	Rifle	7.62x39mm	10/17/2021

Source: USA v. Joly Germaine, also known as Yonyon, Eliande Tunis, Jocelyn Dor and Walder ST Louis. Indictment. 30 November 2021

According to the indictment, Eliande Tunis was in regular contact with Yonyon who was instructed by Lanmo San Jou regarding the types of firearms that 400 Mawozo needed. The table above includes types of firearms and calibers that are not easily available from the Haitian or Dominican illicit markets, including 12.7x99mm (.50 cal) anti-materiel rifle and the Ruger 5.7x28mm pistol. Furthermore, most firearms purchased are 7.62x39mm, which is far less common in Haiti and the wider US/Caribbean region than 5.56x45mm. Accessories such as red dot sights were also purchased.

²⁰⁶ Most of the information on this case is from: USA v. Eliande Tunis, Jocelyn Dor, and Walder ST Louis. Affidavit in support of an application for an arrest warrant. 31 October 2021; USA v. Joly Germaine, also known as Yonyon, Eliande Tunis, Jocelyn Dor and Walder ST Louis. Indictment. 30 November 2021.

²⁰⁷ Joly Germaine was extradited to the US on 3 May 2022. HNP official Facebook page, 3 May 2022.

Three shipments of weapons and ammunition concealed in barrels, clothing and food products were sent by containers to Haiti on 9, 11 and 19 October 2021. Two shipments arrived a few days before the mass kidnapping by 400 Mawozo of 17 individuals, including 16 United States citizens on 16 October 2022.

Financing

This single case indicates that 400 Mawozo is able to mobilize significant amounts of money to acquire firearms and ammunition.

Calculations by the Panel result in a conservative estimate of 28,000 USD paid to retailers for the shopping list of weapons in Table 1. This estimate does not include ammunition transferred to Haiti by the network, as there is no information available about the quantities or calibers of any ammunition purchased.

The indictment includes a count of ‘money laundering’. According to the document, Tunis was the main focal point for receiving money from 400 Mawozo and transferring it to the straw-buyers.

Table 2: Wire transactions in relation to the case

COUNT	ON OR ABOUT	APPROXIMATE AMOUNT	DEFENDANTS
21	September 28, 2021	\$2,000	DOR
22	September 29, 2021	\$2,500	DOR
23	October 4, 2021	\$950	TUNIS & DOR
24	October 4, 2021	\$50	TUNIS & DOR
25	October 5, 2021	\$15,000	TUNIS & DOR
26	October 6, 2021	\$6,000	TUNIS
27	October 6, 2021	\$10,000	TUNIS
28	October 11, 2021	\$2,500	TUNIS & ST. LOUIS

(Laundering of Monetary Instruments, Aiding and Abetting, Causing an Act to be Done, in violation of Title 18, United States Code, Sections 1956(a)(3)(A), 2)

Source: USA v. Joly Germaine, also known as Yonyon, Eliande Tunis, Jocelyn Dor and Walder ST Louis. Indictment. 30 November 2021

The total amount wired equates to 39,000 USD for firearms, the straw-buyers’ fees, and shipping. However, this does not take into account any other potential methods of payment; for instance, Tunis is also recorded as having deposited a check for 30,000 USD into her account on 4 October 2021.

Annex 33: Diversions within Haiti and weapons and ammunition management capacity

1. Diversion of police weapons and ammunition

In the 11 years between 2012 and 2023, close to 2500 police firearms were declared lost or stolen. This figure stood at 1600 in 2019, indicating that close to a thousand weapons (36%) were diverted over just the past four years²⁰⁸. A significant number of police officers have left the HNP and moved abroad recently, many of whom have not returned their service firearms. On 13 March 2023, HNP leadership issued a circular requesting that police officers of all grades leaving the country, as well as those who have resigned from their posts, return any materiel belonging to the State²⁰⁹.

During the reporting period, the Panel documented several handguns retrieved from criminals and gang members operating in Port-au-Prince and Port-de-Paix that originated from HNP stockpiles. Diverted police firearms were also used in a range of significant security incidents, including for instance the assassination of President Moïse where a handgun and a Galil 5.56 rifle registered at the Presidential Palace were recovered. While the precise chain of custody for this particular rifle is not clear, diversions of Galil rifles from the Presidential Palace have taken place on a significant scale and been used by individuals engaged in the destabilization of the country.

As further evidence of this, with the support of the HNP and the Brazilian authorities, the Panel identified several Taurus 9mm handguns which were recovered from gang members since the adoption of resolution 2653 in the Tabarre area of Port-au-Prince in February 2023, as well as during an attempted kidnapping in Bon Repos in January 2023, and from an illicit gun seller in Port de Paix in December 2022.

2. Weapons and ammunition management

Since its establishment in 1995, the HNP, mostly supported by the UN, has developed a range of processes and mechanisms by which to manage their weapons and ammunition, including with regards to accounting, physical security and stockpile management (PSSM), and disposal. With the departure of MINUSTAH and MINUJUSTH, the corresponding reduction in international support has had a severe impact on the sustainability of these efforts. The current security crisis and the continuous state of emergency in which the Police operates further undermine weapons and ammunition management capacity.

Needs expressed by the arms control unit of the HNP currently include the refurbishment of their recordkeeping database, the completion of the process of securing the main police weapons and ammunition bunker, training armorers, and fitting out and equipping new police storage facilities at headquarters, as well as the police commissariats across the country. Internal regulations and clear oversight mechanisms and centralization of seizures is also critically needed (see below).

2.1 Legal framework and arms control strategy

The arms control legal framework in Haiti is obsolete with its foundations dating back to 1922, complemented by a series of subsequent decrees, the most important of which was issued on 23 May 1989. For instance, the framework does not reflect Haiti's international obligations related to the country's ratification of regional and international instruments, including with regards to marking, tracing, brokering, or the management of seizures. A revision of the legislation was performed by the Haitian authorities with support from UNLIREC and a draft law is currently being finalized.

2023 was marked by the signing by the Government of Haiti of the National Action Plan (NAP) to implement the Roadmap for Implementing the Caribbean Priority Actions on the Illicit Proliferation of Firearms and Ammunition across the Caribbean in a Sustainable Manner by 2030. However, it remains to be seen whether the conditions in Haiti will allow for an effective implementation of the NAP moving forward.

²⁰⁸ UN unpublished report, 2019.

²⁰⁹ See HNP Official Facebook Page, 5 April 2023.

2.2 Marking and recordkeeping

Accounting for weapons and ammunition and tracking their movements along the chains of supply and distribution from reception to use and disposal, is a prerequisite for any effective management of materiel, preventing diversions and for strategic procurement planning. This relies on the ability to identify each weapon individually and to record, preserve and update data using a database.

The HNP previously developed a database at headquarter level to support the management of firearms and ammunition. However, this database has been unoperational for several years now, thereby severely complicating the proper management of materiel. BINUH is currently supporting the refurbishment of this crucial tool.

In the previous procurement exercise by the Police in 2012, handguns were actually marked to indicate that they belonged to the Police – an excellent best practice which helps deter diversions from national stockpiles and facilitates tracing. However, the recent batch of handguns acquired is not marked, which is a concern. It is crucial and relatively easy to request manufacturers to mark firearms in any future trade deals.

2.3 Disposal

Disposal of arms and ammunition can be implemented either through a) destruction, b) domestic transfer to another security agency, or c) sale or donation to another State. Destruction is recognized as the best disposal method for contributing to the prevention of violence. In the past, the HNP has conducted a range of destruction activities with the support of international partners. Some firearms are still waiting to be destroyed and the HNP requires support in this regard.

2.4 Civilian licensing

Finally, national legislation allows for the possession of certain types of firearms (mostly handguns and hunting rifles) for civilians and private security companies. Both are very loosely controlled with regulations not being implemented and diversions going unreported. The Police and its national licensing office (SPAF) do not currently have the capacity or mechanisms for proper registration or monitoring of civilian firearm ownership. BINUH is currently supporting the SPAF with the refurbishment of its server. In the absence of any effective formal security provision and an increasing sense of insecurity, weapons ownership is considered by many Haitians as the only way of ensuring their own protection. Illicit trafficking for the civilian market remains significant since the vast majority of firearms registered by the SPAF entered the country illicitly.

2.5 Management of seizures of weapons and ammunition

Police units seize arms and ammunition on a regular basis, either during police operations or following interceptions by Customs.

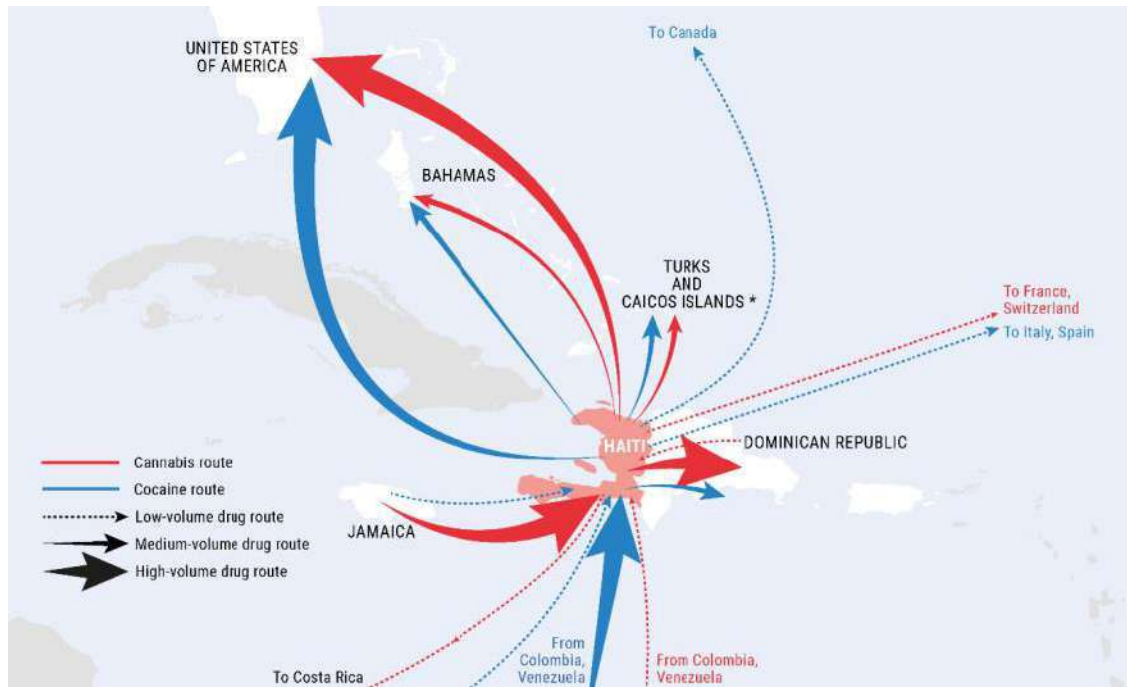
Table 1: seizures of weapons conducted in Haiti during the reporting period (October 2022 – June 2023)

Month	Pistols	Revolvers	Rifles	Shotguns	Craft weapons	Total
Oct 2022	9	2	5	0	6	22
Nov 2022	16	2	6	1	1	26
Dec 2022	10	1	1	1	0	13
Jan 2023	14	1	7	1	2	25
Feb 2023	16	4	3	2	0	25
Mar 2023	9	4	3	0	5	21
Apr 2023	20	0	10	1	0	31
May 2023	4	1	5	1	1	12
Jun 2023	4	2	5	1	4	16
TOTAL	102	17	45	8	19	191

Source: HNP/UNPOL 2023

The current lack of any effective process for managing seizures of arms and ammunition in Haiti is of concern. Interviews with multiple senior police officers indicate that several HNP directorates seize and confiscate materiel on a regular basis; however, given the absence of centralization for seized materiel, and the lack of any regulatory framework, procedures and resources, materiel is often left unmonitored which results in diversions. As further evidence of this, the Panel was given access to a range of firearms seized recently by different units of the HNP; however, there was a noticeable absence of ammunition among these seizures.

Annex 34: Map of cumulative drug routes involving Haiti (2020-2022)



Source: UNODC. 2023. Haiti's criminal markets: mapping trends in firearms and drug trafficking

Annex 35: Migration, Deportees/Returnees, Refugees and IDPs

There is no Haitian official data on the exact number of Haitian nationals migrating. However, different organizations and States provide with numbers concerning Haitians in different situations.

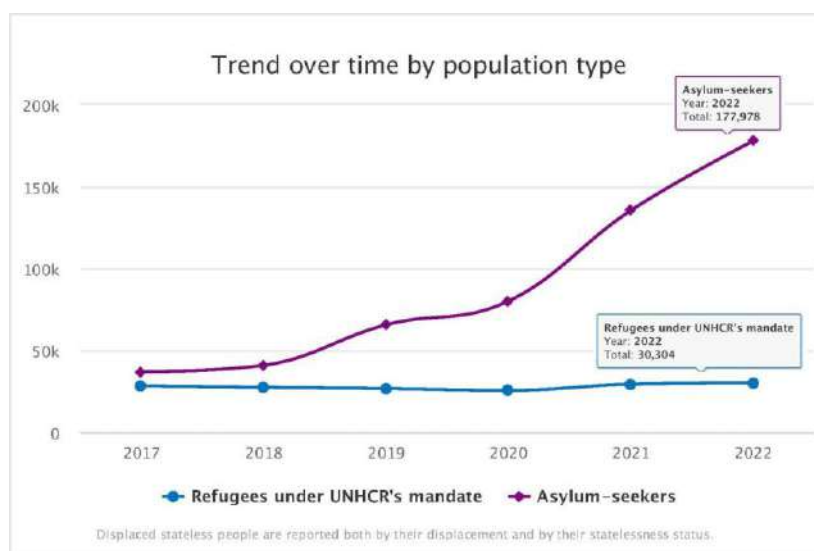
IOM

IOM has been collecting data on Haitian migrants repatriated to Haiti. From January 2023 to 15 July 2023, 84.886 persons were repatriated out of which 93.9% from the Dominican Republic.



UNHCR

Haitian refugees and asylum seekers



UNHCR, [Refugee Data Finder](#), 3 June 2023
Data as of December 2022

Dominican Republic

In 2022 the Dominican Republic deported 120,900 foreigners, mostly Haitian nationals.²¹⁰ From January to July 2023 the Dominican Republic deported 114,128 Haitians.²¹¹ Conversely, the Haitian organization Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR)²¹² which has presence at different border entries, has published the following data.



Trends of encounters of Haitian nationals by the United States

USA encounter data²¹³ includes U.S. Border Patrol (USBP) Title 8 Apprehensions, Office of Field Operations (OFO) Title 8 Inadmissibles, and Title 42 Expulsions for fiscal years (FY) 2020, 2021, 2022, and 2023. Demographics for USBP and OFO include:

- Accompanied Minors (AM)
- Individuals in a Family Unit (FMUA)
- Single Adults
- Unaccompanied Children (UC) / Single Minors

²¹⁰ See MIREX emite comunicado donde responde a experto en derechos humanos para Haití sobre repatriación de inmigrantes irregulares. 30 June 2023. Available at <https://presidencia.gob.do/noticias/mirex-emite-comunicado-donde-responde-experto-en-derechos-humanos-para-haiti-sobre> visited July 2023.

²¹¹ Confidential source, 2023.

²¹² See https://www.facebook.com/garrhaiti/?locale=fr_FR visited July 2023.

²¹³ US Customs and Border Protection. <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/nationwide-encounters> visited July 2023.



Source: USBP and OFO official year end reporting for FY20-FY22; USBP and OFO month end reporting for FY23 to date. Data is current as of 6/7/2023.

From 1 October 2022 to 18 July 2023 the United States Coast Guard have interdicted or encountered 5,089 Haitian migrants.²¹⁴

²¹⁴ US Coast Guard. See <https://www.news.uscg.mil/Press-Releases/Article/3462422/coast-guard-repatriates-143-people-to-haiti-cuba/> visited July 2023.

As of April 28, 2023, Haitian migrants interdicted at sea who attempt to migrate into the United States. by irregular means, are ineligible for the Haitian parole processes announced in January 2023.²¹⁵

Mexico

The number of Haitians entering Mexico and requesting refugee recognition has skyrocketed in the last years.²¹⁶

2020	2021	2022	2023 (June)
5,909	50,942	17,132	29,532

In 2022, only 19% of Haitians were granted refugee status or complementary protection for humanitarian reasons, leaving the majority of Haitian nationals in Mexico in an irregular situation.

It is interesting to note, however, that over a period of ten years, a total of 109,649 Haitians applied for refugee recognition, but only 18,732 applications received a decision (recognizing the refugee status, given a complementary protection or rejecting the application). Following the submission of their application, most applications do not continue the process. Out of the 18,732 cases only 2,995 were recognized as refugees, and 2,171 were given complementary protection (humanitarian protection). This indicates that overall, merely 15.98% of all Haitian applicants that continue with the process were recognized as refugees.

The lack of a comprehensive system of protection for migrants and refugee seekers in Mexico place them in a high-risk situation due to the control that criminal organizations exercise in several areas of the Mexican territory where kidnappings and killings of migrants have been reported.²¹⁷

Turks and Caicos

Haitians are the predominant immigrant group in Turks and Caicos Islands (TCI), numbering over 10,000, which represents near a third of TCI's overall population and in the Providenciales Island, Haitians represent 80% of the inhabitants. Half of the Haitians in TCI face poverty or are on the brink of it due to high unemployment, inconsistent jobs, and meager salaries. Their living conditions are dire, with limited access to essential services, continuous deportation fears, and only 20% having permanent residency. A survey by the Institute of Migration revealed that 44% of Haitian participants resided in wooden houses with tin roofs, a mere 18% had access to municipal water, and nearly 10% lived as squatters, always fearing eviction.²¹⁸

On 23 July 2023 a vessel with 204 migrants was intercepted heading towards the Providenciales Island. As of that date there have been 23 vessels intercepted²¹⁹ with over 2600 migrants being detained.²²⁰

Bahamas

²¹⁵ See US Coast Guard available at <https://www.news.uscg.mil/Press-Releases/Article/3377751/homeland-security-task-force-southeast-sustains-enhanced-migration-enforcement/> visited May 2023.

²¹⁶ Data from the Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados. Table is Panel's own elaboration. Available at <https://www.gob.mx/comar/articulos/la-comar-en-numeros-332964?idiom=es>

²¹⁷ Insight crime, Unintended Consequences: How US Immigration Policy Foments Organized Crime on the US-Mexico Border. June 2023. Available at <https://insightcrime.org/investigations/unintended-consequences-us-immigration-policy-foments-organized-crime-us-mexico-border/> visited July 2023.

²¹⁸ OCHA, [Turks and Caicos: Overseas Territory Profile \(as of July 2022\)](#). Accessed 29 May 2023.

²¹⁹ [Royal Turks and Caicos Islands Police Force](#). Accessed 25 July 2023.

²²⁰ The Sun, [Royal Bahamas Defence Force Patrol Vessel Intercepts Haitian Migrant Vessel Near Turks And Caicos Islands](#). Accessed 15 July 2023.

The Bahamas' closeness to the US significantly influences irregular migration to the island. In 2022, estimates suggest that 20,000-50,000 undocumented Haitians resided in the Bahamas, making up nearly 12% of the nation's population. Data on migration indicates that the majority of those entering the Bahamas are children aged 14 or younger, presumably accompanied by family members or parents.²²¹

²²¹ OCHA, [The Bahamas: Country Profile \(as of May 2022\)](#). Accessed 29 May 2023.

Annex 36: Shipyards and migrants

On 19 April 2023, the Panel visited several irregular shipyards during its visit to Port-de-Paix.

All photographs taken by the Panel.

Example of shipyard

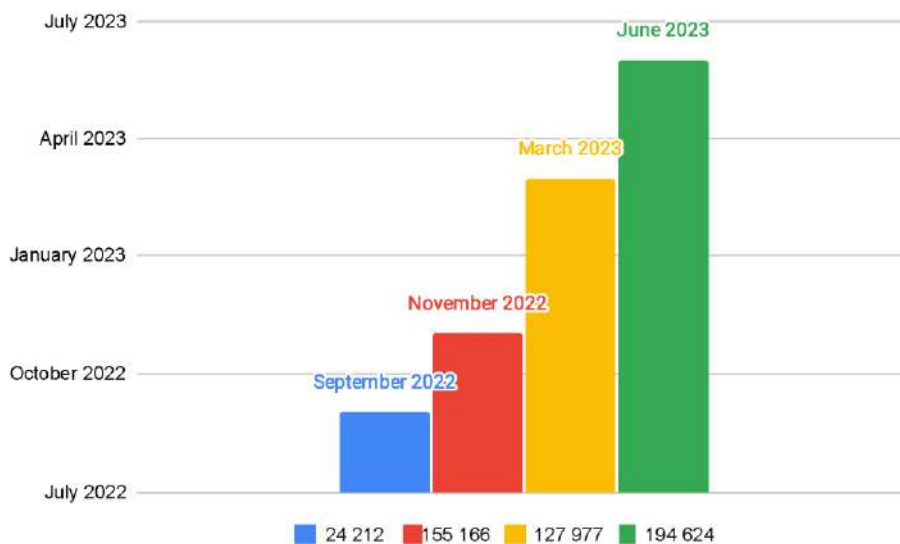


Finished boat filled with people sailing to unknown destination



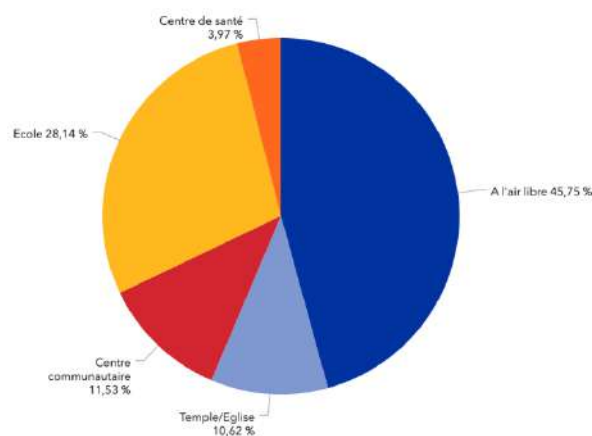
IDPs

According to IOM, as of September 2022 there were 24,212 IDP identified²²² and 194,624 by June 2023.²²³



Panel's own chart based on data from IOM. The dates are the ones reported by IOM on which they collected the information.

Types of IDP sites reported by the IOM

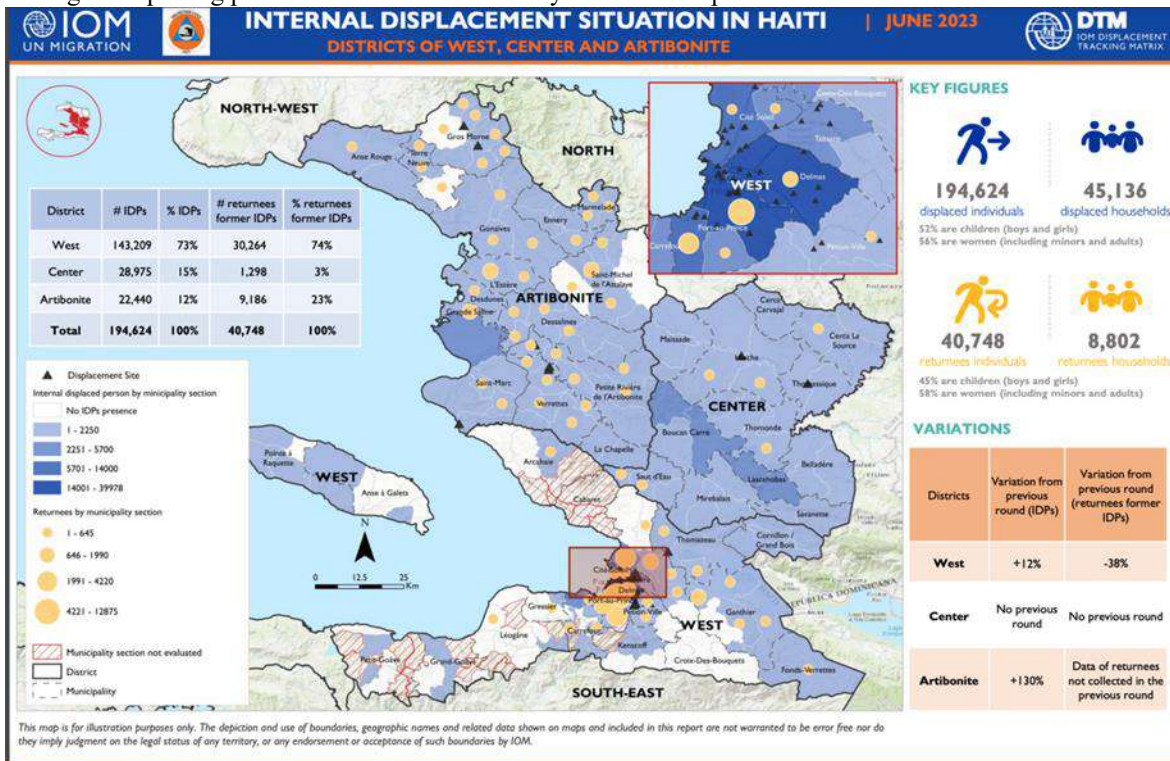


IOM, Mobility tracking data, available at <https://dtm.iom.int/node/24266> visited July 2023.
Note: IOM collects information mainly in the metropolitan area of Port-au-Prince.

²²² IOM, Haïti — Grand Sud et Zone métropolitaine de Port-au-Prince — Rapport sur les déplacements forcés dans les sites de déplacement (Juin — Août 2022). Available at <https://dtm.iom.int/reports/haiti-grand-sud-et-zone-metropolitaine-de-port-au-prince-rapport-sur-les-deplacements> visited July 2023.

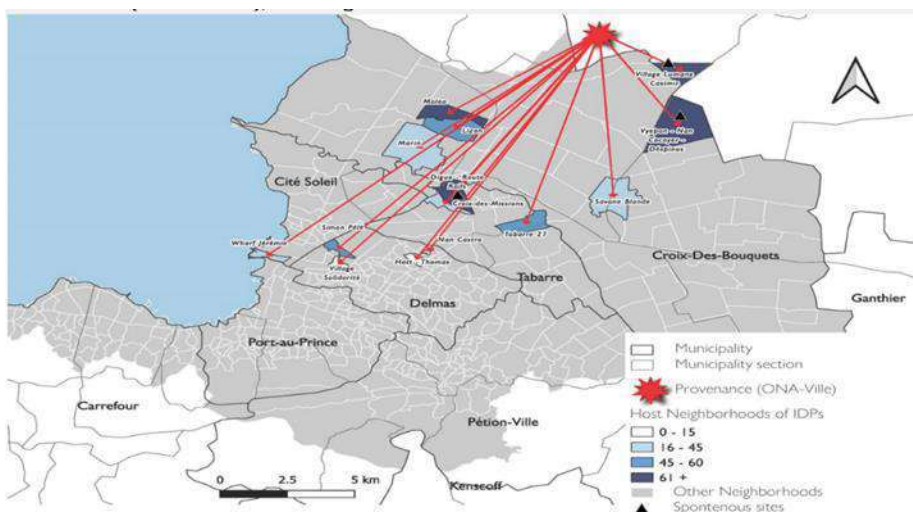
²²³ See IOM Displacement tracking matrix available at: <https://dtm.iom.int/haiti> visited July 2023.

During the reporting period IDPs have extended beyond the metropolitan area of Port-au-Prince.



IOM, Haiti — Internal Displacement Situation (West, Center and Artibonite) — (June 2023). Available at <https://dtm.iom.int/reports/haiti-internal-displacement-situation-west-center-and-artibonite-june-2023> visited July 2023.

Below is an example of how gang violence results in the displacement of persons. On 7 April 2023, the Canaan gang attacked Onaville in Thomazeau, West department, aiming to control the area, which led to 1,226 IDPs seeking refuge at different sites in Port-au-Prince.



IOM, DTM- Displacement from Onaville - April 2023. Available at <https://haiti.iom.int/data-and-resources> visited June 2023.

Annex 37: Panel's visit to Mexico, March 2023

All photographs were taken by the Panel.

Haitian nationals at Tapachula, Chiapas, Mexico, 7 March 2023



Illegal crossing point between Mexico and Guatemala at the Suchiate river, 8 March 2023.

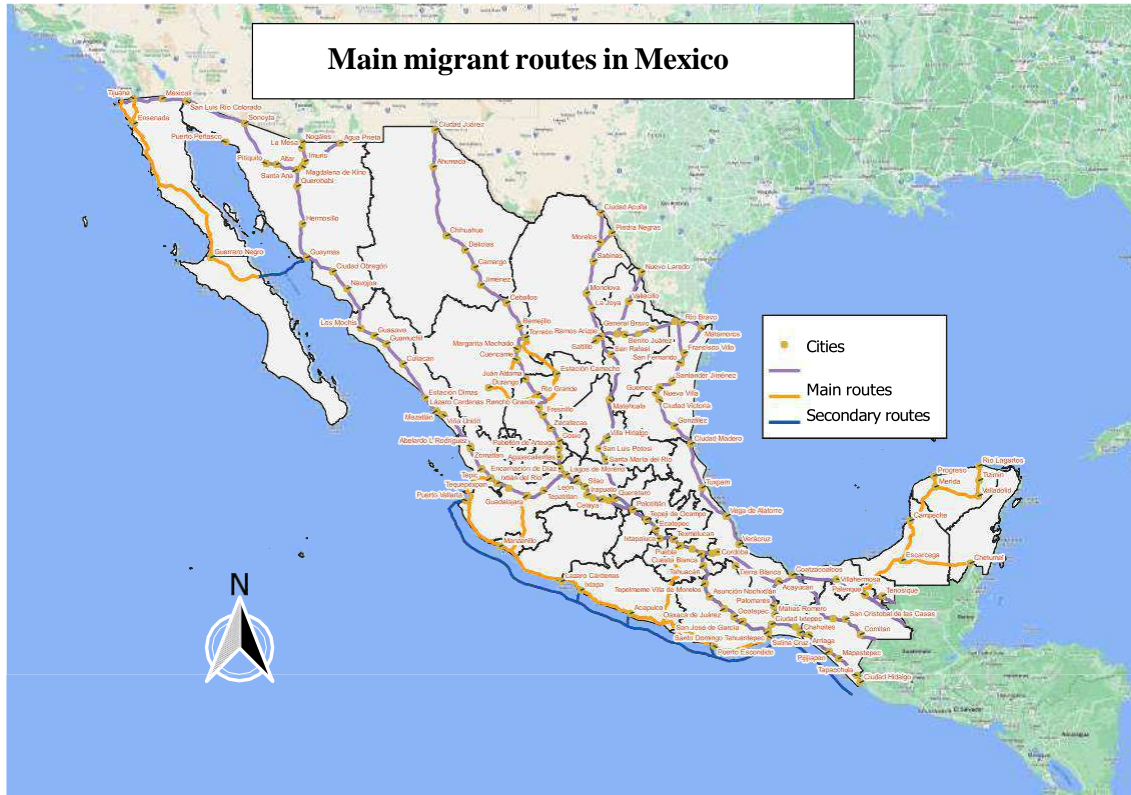


Makeshift Haitian migrants camp, Reynosa, Tamaulipas, 21 March 2023.



“Senda de Vida” Shelter, Reynosa, Tamaulipas, 21 March 2023





Map provided by the National Guard of Mexico in 2023. Translation by the Panel

Annex 38: Panel’s visits to the Dominican Republic, March and June 2023.

The Dominican Republic and Haiti share a deeply intertwined past, present and future. The situation of Haitian migrants in the Dominican Republic is complex and multifaceted. Haitian migrants have long sought better opportunities and an improved life in the Dominican Republic, but their journey is often met with complex challenges.

During the Panel’s visit in March 2023, the authorities mentioned the importance of Haitian migrants for the construction and the agricultural sectors. However, they raise concerns about the high number of Haitians fleeing violence and seeking opportunities in the Dominican Republic. They described the significant impact of this situation, particularly on the public health sector.

Haitian migrants often find themselves in dire socio-economic circumstances. Moreover, they live with persistent uncertainty regarding their legal status and documentation, leaving them vulnerable to deportation.

Deported individuals often arrive in Haiti with no money and no means of survival, representing a challenge for border communities.

All pictures taken by the Panel.

At the border in Elías Piña, Dominican Republic. 12 June 2023



**Haitians going through Dominican Republic immigration office in Elías Piña
Dominican Republic, 12 June 2023**



**Haitian registration facilities for persons deported from the Dominican Republic
Belladere, Haiti, 12 June 2023**



Annex 39: Other Human Rights violations

In line with resolution 2653 (2022), the Panel has adopted a comprehensive approach to investigate human rights violations in Haiti.

While gangs are the primary perpetrators of human rights violations, public officials, politicians, and economic figures also contribute by either supporting gangs or weakening state institutions. The Panel is committed to investigating all parties involved.

Haiti is grappling with escalating gang violence in Port au Prince metropolitan area, and the Artibonite department where the strengthening of gangs is of significant concern. Besides the areas specifically covered in the report including SGBV, the recruitment of children, the weaponization of hunger, indiscriminate attacks against the population, obstruction of humanitarian access and assistance, attacks against UN agencies, lynchings and violations by police officers, the Panel is also concerned about the following areas:

- a) Violations against journalists and human rights defenders: The Panel notes the increasing attacks on journalists (six kidnapped and three killed so far this year) and human rights advocates.²²⁴
- b) Homicides: Intentional homicides surged by 67.6%, with 2,095 cases compared to 1,250 in the latter half of 2022. Of the 2,095 homicides, 89.6% were men (including 43 minors), and 10.4% were women, with 200 adult females and 17 female minors.²²⁵ This equates to an average of 11.6 homicides daily for the first half of 2023, a significant increase from the previous 6.8 daily.²²⁶
- c) Human rights conditions of inmates: The Panel visited a prison in Haiti and observed first-hand the challenges faced by inmates. As of June 2023, the Haitian prison system remains in dire condition. It houses 11,836 inmates, comprising 335 women and 266 minors (252 boys and 14 girls), operating at a 332.3% capacity. Out of these, 1,827 inmates (15.4% of the total) have been convicted, including 38 women and 11 minors (10 boys and 1 girl). Meanwhile, 10,009 inmates (84.6%) are awaiting trial, with this group including 252 women and 245 minors (of which 8 are girls). On average, each inmate has a space of 0.3m².²²⁷ While in 2019, there were four prisons certified in accordance to international standards, today there are none. Out of the 28 people who died during the month of July, 10 due to HIV of which 8 in les Cayes prison which has a 777% cell occupation²²⁸.

The Cabaret Women Prison in Titayen (West department) faced significant challenges, especially with six attacks during the first half of 2023. As a result, its entire population of 84 female inmates was relocated to the Centre de Rééducation pour Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL) on 20 May 2023. Although CERMICOL has a capacity of 93 beds, by 30 June, it was accommodating 203 inmates, including 89 juvenile boys and 114 women.²²⁹

Furthermore, the Croix des Bouquets Prison in the West Department was assaulted twice by the 400-strong Mawozo Gang, once in April and again in May.²³⁰

Compounding these issues, the penitentiary system is plagued by chronic shortages of food, clean water, and medical supplies, heightening the risk of severe outbreaks. In the first half of 2023 alone, 52 inmates died, with 18 of those deaths attributed to malnutrition.²³¹

²²⁴ Meetings with human rights defenders and former journalists. Confidential sources, 2023.

²²⁵ UNPOL data, 2023.

²²⁶ UNPOL data, 2023.

²²⁷ UNPOL data, 2023.

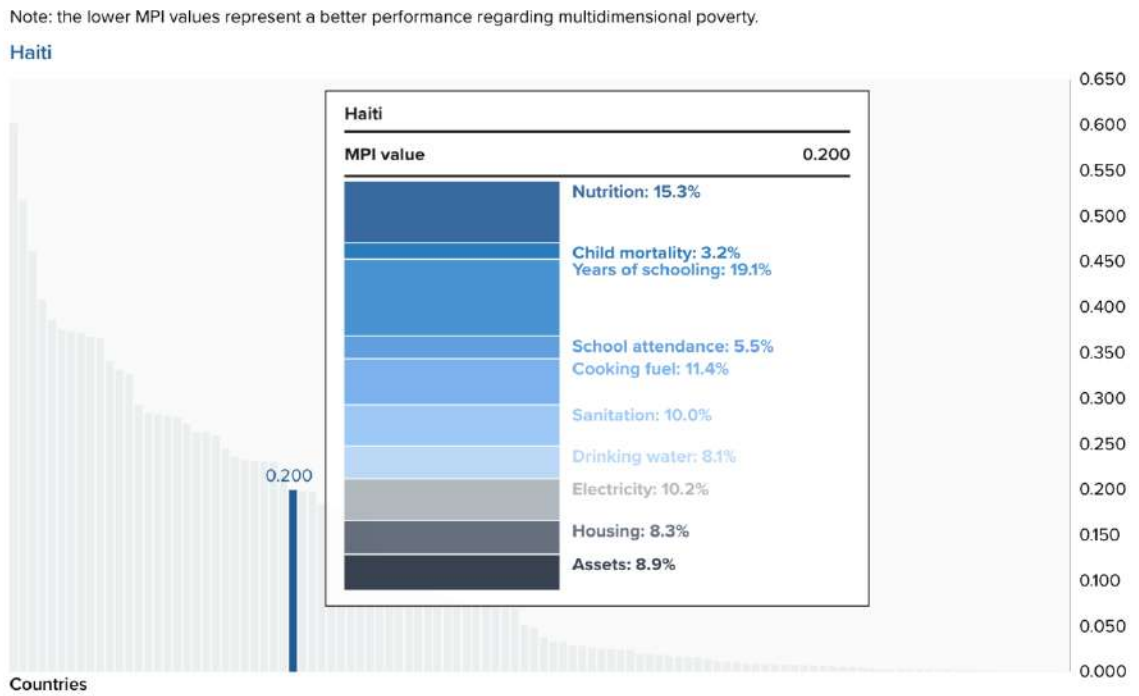
²²⁸ UNPOL data, 2023.

²²⁹ UNPOL data, 2023.

²³⁰ UNPOL data, 2023.

²³¹ UNPOL data, 2023.

Finally, the violence's accumulative effect in the last years has had a great impact on Haiti's development. See for example Haiti's Multidimensional Poverty Index²³²



Source: UNDP, 2023.

²³² [Human Development Reports](#). Accessed on 8 August 2023.

Annex 40: Violations of the right to education and children's rights

In Haiti, children, teachers, and schools have become targets and victims of gang violence, leading to widespread disruptions and infringements on the right to education and children's rights. During clashes between gangs, innocent students and teachers have become victims of stray bullets.²³³ Additionally, there have been kidnappings of parents and students near schools, leading to the closure of numerous educational institutions. This situation places them at greater risk of recruitment by gangs and makes them highly vulnerable to sexual and physical abuse. The Panel had the opportunity to meet with children at an IDP site and talked to their parents, who confirmed their ordeals.²³⁴

In June 2022, 60% of schools assessed by UNICEF in the areas of Cité Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Ganthier, Port-au-Prince, Pétion-Ville, and Tabarre had been vandalised, destroyed, or occupied by gangs or they have been used as shelters by IDPs, thus impeding the right to education of children and adolescents. Out of 976 schools, 239 suffered significant operational disruptions, with 54 of them being entirely closed down.²³⁵

On 6 October 2022, large groups of individuals entered UNICEF warehouses located in Les Cayes where they looted inter alia, school materials, for the then upcoming scholar year, for 320,000 children.²³⁶

In February 2023, UNICEF indicated that between October 2022 and February 2023, the number of targeted schools augmented nine-fold, reaching 72 compared to eight in the same period last year. This surge includes 13 schools targeted by armed groups, one school set ablaze, one student killed, and at least two staff members kidnapped, as reported by UNICEF partners.²³⁷

Violent incidents so far this year in Cité Soleil and Martissant, as well as Artibonite, have led to forced displacement and school closures, disrupting education for around 54,469 students in the Artibonite department. Additionally, heavy rains caused widespread destruction across Haiti, impacting over 19,000 school-aged children in the West, Nippes, South-East, Grande Anse, and Artibonite departments.²³⁸

In a 2023 UNICEF evaluation of the Artibonite region covering 1,996 schools, it was found that 259 schools were semi-operational, and 152 were entirely shut down. Additionally, gangs occupied 11 schools, and 97 were used by IDP.²³⁹

²³³ For instance, on May 24, 2023, gunmen from Grand Ravine attacked the area of Carrefour-feuilles. During the attack, a schoolboy lost his life. <https://eur02.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.icihaiti.com%2Farticle-39615-icihaiti-insecurite-un-lyceen-tue-d-une-balle-a-la-tete.html&data=05%7C01%7Cdetessieres%40un.org%7Cd867c8c0f8604a111f2008db99d3eb29%7C0f9e35db544f4f60bdcc5ea416e6dc70%7C0%7C638272907693043854%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWljojMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6IklhaWwiLCJXVCi6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=c3C7bhk8oX8tkX0rAOgIRO%2FYaOEL7eGeHFWqbGo5xLk%3D&reserved=0>

²³⁴ UN data, meetings with local organizations and international agencies, IDPs and victims, 2023.

²³⁵ Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle – UNICEF, Résultat de l'Évaluation de l'impact de la violence armée sur les écoles à Port-au-Prince, June 2022. In file with the Panel.

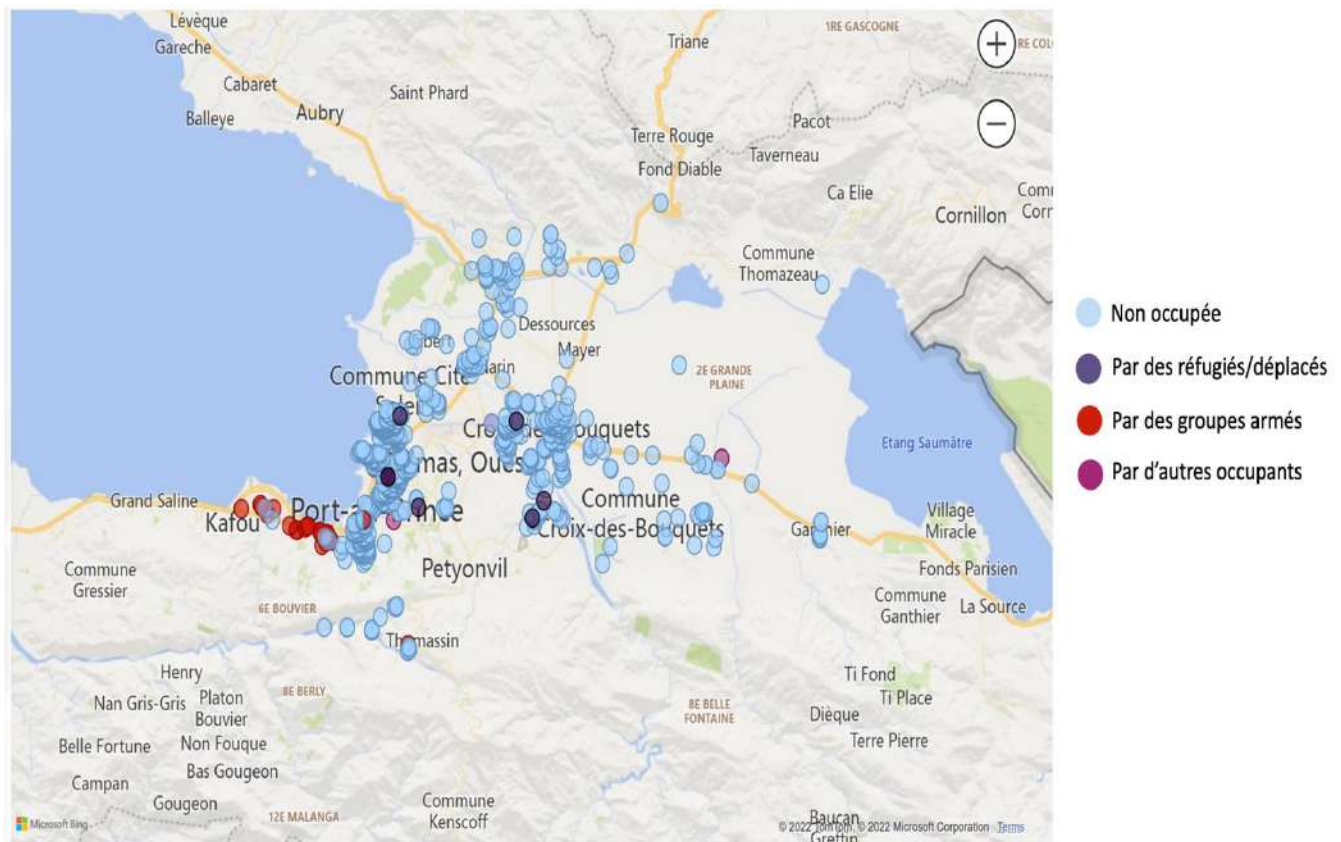
²³⁶ UNICEF, "Increase in violence and resurgence of cholera in Haiti may leave more than 2.4 million children unable to return to school". Available at <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/increase-in-violence-and-resurgence-cholera-in-haiti-may-leave-more-2.4-million-children-unable-to-return-to-school>

²³⁷ UNICEF, Armed violence against schools increases nine-fold in one year. Available at <https://www.unicef.org/haiti/en/press-releases/armed-violence-against-schools-increases-nine-fold-one-year>

²³⁸ UNICEF, Haiti Humanitarian Situation Report No. 4: 30 June 2023. Available at <https://reliefweb.int/report/haiti/unicef-haiti-humanitarian-situation-report-no-4-30-june-2023>

²³⁹ UN Document in file with the Panel.

Map of Schools in Port au Prince Metropolitan Area as of June 2022²⁴⁰



The UNICEF-MNFP study found that 239 schools were partially or completely non-operational. Out of these, 76 schools were occupied, hindering their operations. Gangs were using 54 schools as their bases, while 9 schools were used by IDPs and 13 by other people.²⁴¹

In another area of concern, as of August 2023 there have been close to 300 kidnapped cases of children and women, which is nearly the total number registered for all of 2022, and three times more than 2021.²⁴²

²⁴⁰ UNICEF - Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Résultat de l'Évaluation de l'impact de la violence armée sur les écoles à Port au Prince. In file with the Panel.

²⁴¹ UNICEF - Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Résultat de l'Évaluation de l'impact de la violence armée sur les écoles à Port au Prince. In file with the Panel.

²⁴² UNICEF, [Kidnappings of children and women spiking at alarming rates in Haiti](#), 7 August 2023.

Annex 41: Food Insecurity in Haiti

Close to 5 million individuals in Haiti, which is nearly half its population, faced severe acute food insecurity, categorized as Integrated Food Security Phase Classification (IPC) Phase 3 or higher, from March to June 2023. The IPC is used to determine the severity and extent of acute and chronic food insecurity and acute malnutrition situations in countries.

Phase name and description	Phase 1 None/Minimal	Phase 2 Stressed	Phase 3 Crisis	Phase 4 Emergency	Phase 5 Catastrophe/ Famine
	Households are able to meet essential food and non-food needs without engaging in atypical and unsustainable strategies to access food and income.	Households have minimally adequate food consumption but are unable to afford some essential non-food expenditures without engaging in stress-coping strategies.	Households either: • Have food consumption gaps that are reflected by high or above-usual acute malnutrition; or • Are marginally able to meet minimum food needs but only by depleting essential livelihood assets or through crisis-coping strategies.	Households either: • Have large food consumption gaps which are reflected in very high acute malnutrition and excess mortality; or • Are able to mitigate large food consumption gaps but only by employing emergency livelihood strategies and asset liquidation.	Households have an extreme lack of food and/or other basic needs even after full employment of coping strategies. Starvation, death, destitution and extremely critical acute malnutrition levels are evident. (For Famine Classification, an area needs to have extreme critical levels of acute malnutrition and mortality.)
Priority response objectives	Action required to build resilience and for disaster risk reduction	Action required for disaster risk reduction and to protect livelihoods	Urgent action required to: Protect livelihoods and reduce food consumption gaps		
			Save lives and livelihoods	Revert/prevent widespread death and total collapse of livelihoods	

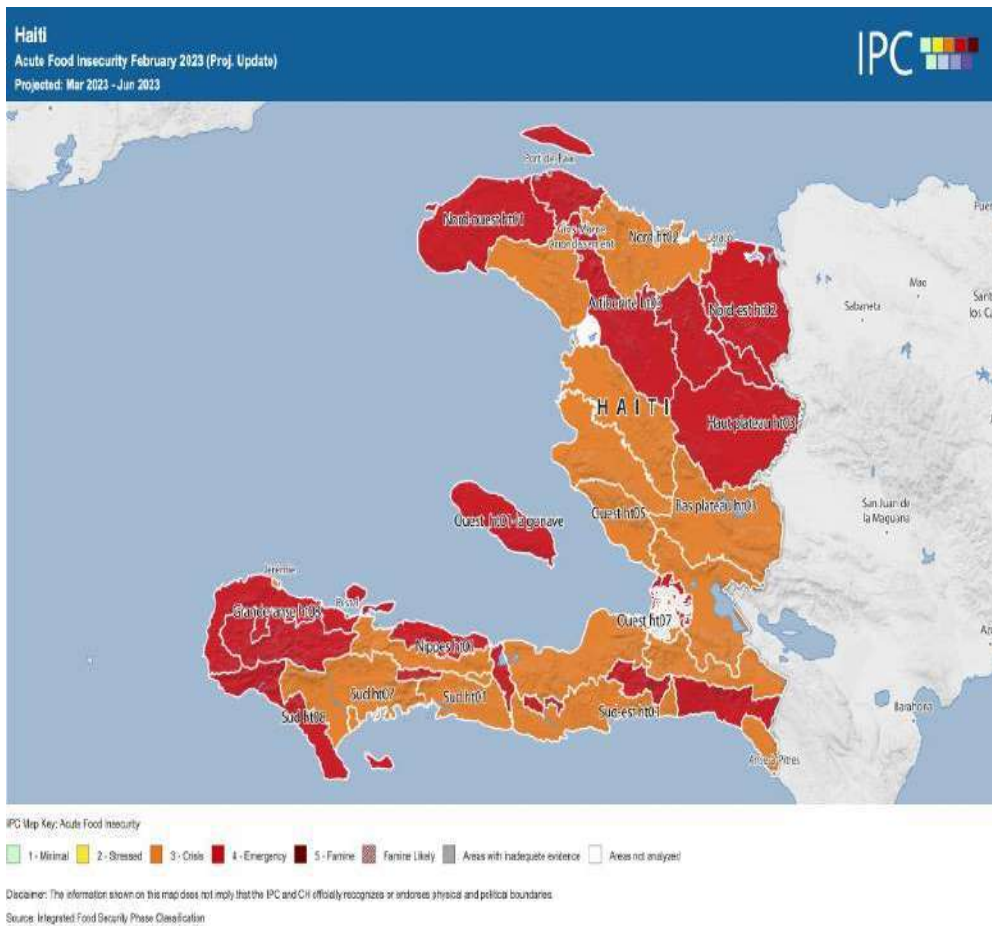
An assessment in March 2023 revealed a slight increase from the 4.7 million projected in September 2022, underscoring the persistent grave food insecurity in Haiti. Of the 4.9 million affected, 1.8 million are in the Emergency phase (IPC Phase 4), an improvement from 1.7 million in the 2022 analysis. Those in the Crisis phase (IPC Phase 3) have also seen a minor increase from 3.04 million to 3.08 million²⁴³.

Haiti's structural vulnerability is a significant factor, making thousands of households especially susceptible to weather events, price hikes, and crop failures, leading to acute food insecurity.

In addition, due to funding challenges, the World Food Programme (WFP) has been forced to cut the number of people receiving emergency food assistance in Haiti by 25% (1000 individuals) in July 2023 compared to June 2023.²⁴⁴

²⁴³ [Haiti: Acute Food Insecurity Projection Update for March - June 2023 | IPC - Integrated Food Security Phase Classification \(ipcinform.org\)](#)

²⁴⁴ WFP, [Funding cuts force WFP to slash food assistance as one-in-two Haitians go hungry](#). Accessed on 17 July 2023.



Projected: Mar 2023 - Jun 2023



Phase	Population	%
Phase 1	2,346,733	24
Phase 2	2,669,791	27
Phase 3	3,082,278	31
Phase 4	1,807,955	18
Phase 5	0	0

Population P3+	%
4,890,233	49

Available at <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1156263/?iso3=HTI> visited on 1 July 2023.

Annex 42: Incidents in the Solino area between 27 February and 3 March 2023

On 27 February 2023, the G9 gangs attacked the Bel-Air neighborhoods, shooting at residences while targeting VARs occupied by les Argentins. The next day, members of 5 Segond headed to Bel-Air in 15 vehicles to support les Argentins and fired in all directions to create panic, which was followed by heavy gunfire between those gangs. In the meantime, in Cité Soleil area, the Brooklyn gang attacked G9 positions in Drouillard and Carrefour Lamort, while they were trying to reach les Argentins to reinforce them. However, they were blocked by Terre Noire, and exchange of fire ensued between them. Taking advantage of the situation, members of the Belekou gang shot at residences in the Brooklyn area.

On 2 March, six G9 gangs (Delmas 6, Wharf Jérémie, Krache Dife, La Saline, Belekou and Tokyo) clashed with les Argentins, supported by 5 Segond in the neighborhoods of Bel-Air, Solino, Delmas, Nazon and Christ Roi. The G9 gangs continued their advance in the Solino district by burning down houses belonging to families close to les Argentins.

Table 1: Civilian and gang members casualties ²⁴⁵

Victims	Alleged perpetrator	Date
Five civilians killed in Bel-Air	G9 gang	27 February 2023
Three civilians abducted including a female and her child A police officer killed	Les Argentins	27 February 2023
Six Les Argentins gang members killed	G9 gang	27 February 2023
Three members killed of the Delmas 6 gang	Les Argentins	27 February 2023
Twelve members of the Village de Dieu and Les Argentins wounded	HNP	27 February 2023
Fifteen civilians injured	Village de Dieu and Les Argentins	28 February 2023
Seven civilians injured (5 men and 2 women)	Terre Noire	28 February 2023
Five civilians were injured (2 children, 2 men and a woman)	Gang of Belekou,	28 February 2023
Three civilians killed (2 men and 1 woman)	Terre Noire	28 February 2023
Three civilians killed in Bel-Air	G9 gang	1 March 2023
Five Brooklyn gang members killed	G9 gang	1 March 2023
Three Terre Noire gang members killed	Brooklyn gang	1 March 2023
Six men civilians killed	Unidentified (stray bullets)	1 March 2023
Eight people (2 children and 6 men) were wounded.	Belekou and Pierre 6 gangs	1 March 2023
Three civilians killed	G9 gang	1 March 2023
Destruction of 371 temporary shelters for 1,101 IDP's at the Usine à Glace site, known as "Camp Zamor" located in Delmas 2	Following shootings by Les Argentines	1 March 2023
Six civilians killed (two women and four men)	G9 gang	2 March 2023.
Two civilians killed in Delmas 24	G9 gang	2 March 2023
A young woman killed by stray bullets during gang clashes in Solino neighborhood	Unidentified (stray bullets)	2 March 2023
Three civilians killed in Solino	G9 gang	2 March 2023
Three houses were burnt down in Solino	G9 gang	2 March 2023

²⁴⁵ Confidential source.

Ten houses were burnt down in Delmas 24	G9 gang	2 March 2023
12 houses were burnt down in Bel-Air	G9 gang	2 March 2023
About thousand people were forced to flee their residences due to gang violence	G9 gang and G-Pèp	2-3 March 2023
A Village de Dieu gang member killed	G9 gang	3 March 2023

Annex 43: IDP site Delmas 31, Port-au-Prince

There were approximately 1400 persons living on the site. Their living conditions were appalling with very little help from local and international humanitarian organizations.

Most of the IDPs came from Tabarre, Croix des Bouquets, Canaan, Jerusalem, Corail and Seguy areas.

All pictures taken by the Panel on 3 July 2023





Annex 44: Impact of violence on health services

National public and private health sector

About 48% of hospitals in the Port-au-Prince metropolitan area are under gang influence or control, leading to forced closures due to attacks on patients, staff, or facilities. Health care professionals explained to the Panel that Haiti is suffering one of its worst health care crises in its history.²⁴⁶ As reported by the Haitian Medical Association, a minimum of 20 doctors were kidnapped in 2022, with an additional 11 doctors in the first quarter of 2023.²⁴⁷

Due to the activities of the Gran Grif gang, the Albert Schweitzer hospital in Deschapelles, Artibonite, serving over 700,000 people, was forced to close on 15 February 2023. Also in February 2023, the Higgins Brothers Surgicenter for Hope in Fonds Parisien, located in an area controlled by 400 Mawozo reported multiple incidents of surgeons, doctors, and nurses being shot, robbed, and kidnapped while on their way to work in the past two years.²⁴⁸

From January 2021 to May 2023, the GHESKIO medical centers situated in gang-controlled areas suffered from various violence-related issues. For instance, 38% (221) of their employees had to relocate because of violence. The centers also experienced a loss of skilled workers, with 42% (245) of their employees quitting, including many who emigrated. During this timeframe, 15 staff members were also abducted.²⁴⁹

Between 18 and 19 June 2023, members of the Canaan gang broke in Dr. Zilda Arns Hospital in Bon Repos. They ransacked the facility and stole vehicles, a generator, solar panels, and various medical supplies and equipment. Additionally, they kidnapped six (6) security personnel present at the location.

International NGOs

Médecins Sans Frontières (MSF) has been forced to suspend its activities several times since the beginning of 2023. In January 2023, gang members forcibly took an individual from a rival group from an MSF hospital in Carrefour, west of the capital, and executed him outside of the facility. On 9 March 2023, MSF closed its hospital in Cité Soleil, except for emergencies, as clashes between rival gangs intensified in the area, making it impossible for them to operate. On 19 April 2023, MSF stopped its operations at this hospital. On 6 July 2023 in Tabarre neighbourhood, Port-au-Prince, around 20 armed men entered the MSF hospital, forcibly removing a patient being treated for gunshot wounds from the operating room.²⁵⁰

Attacks against health facilities and personnel constitute not only a violation against humanitarians but also an infringement to the right to life, health and well-being of persons that require those services.

²⁴⁶ Meetings and exchanges with health care specialists 23, 24 June and 7 July 2023.

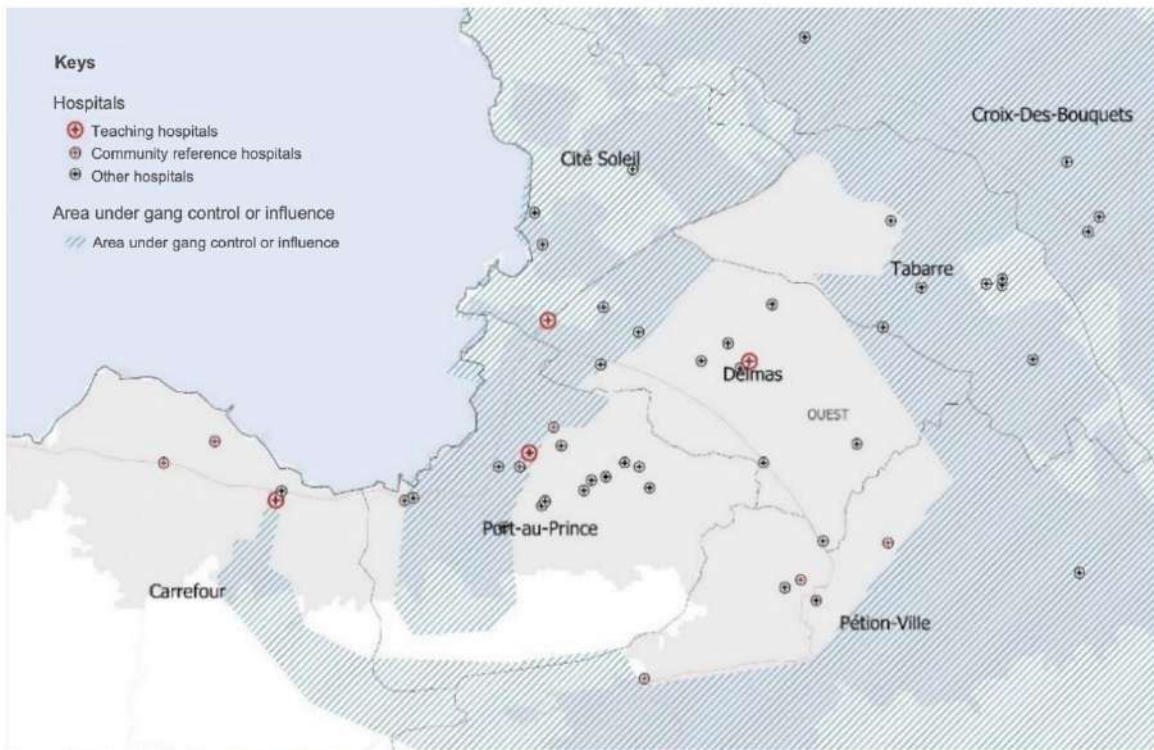
²⁴⁷ OCHA, The Humanitarian Coordinator in Haiti expresses deep concern over the worrying increase in acts of violence against health, education and humanitarian staff in Haiti. Available at <https://reliefweb.int/report/haiti/humanitarian-coordinator-haiti-expresses-deep-concern-over-worrying-increase-acts-violence-against-health-education-and-humanitarian-staff-haiti> Visited June 2023.

²⁴⁸ OCHA, Haïti : Humanitarian note - Series - New paradigm Issue 2: The impact of violence on access to health care 23 April 2023. Available at <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-note-series-new-paradigm-issue-2-impact-violence-access-health-care-23-april-2023> visited May 2023.

²⁴⁹ Gheisko, Report on the impact of Violence on the provision of healthcare at GHESKIO Centers, June 2023. In file with the Panel.

²⁵⁰ MSF, MSF's programs in Haiti. Available at <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/where-we-work/haiti> visited July 2023.

PAPMA: Hospitals and areas under gang control or influence



Source : SISNU health map, <https://cartesanitaire.sisnu.net>

OCHA. Haïti: Humanitarian note - Series - New paradigm Issue 2: The impact of violence on access to health care 23 April 2023. Available at <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-note-series-new-paradigm-issue-2-impact-violence-access-health-care-23-april-2023> visited May 2023.

Some of the most important health care providers in Haiti joined their voices in a statement calling for the cessation of armed incursions in medical facilities.

STOP aux intrusions armées au sein des Institutions Médicales en Haïti !

Les Institutions Médicales telles que, *l'Association Médicale Haïtienne, L'Association des Hôpitaux Privés d'Haïti ; l'Hôpital Adventiste de Diquini ; Les Centres Gheskio ; Médecins Sans Frontières et les Hôpitaux Saint Luc et Saint Damien, signataires de cette prise de position lancent un appel « Stop aux intrusions armées au sein des institutions médicales en Haïti ! ». Elles expriment leur inquiétude face à l'insécurité et exigent LE RESPECT des porteurs d'armes envers toutes les institutions médicales, les ambulances et le personnel de santé.*

Dans les conditions actuelles du secteur médical qui sont particulièrement difficiles, il est essentiel d'avoir un minimum de sécurité pour pouvoir soigner les patients qui se présentent.

Le 6 juillet, l'hôpital de Tabarre géré par Médecins Sans Frontières a subi une intrusion violente de vingt hommes armés pour en extraire un patient. Le 25 juin dernier, l'Hôpital Dr Zilda ARNES, Hôpital Communautaire à Bon Repos a été entièrement pillé et du personnel kidnappé par des hommes armés.

Ces deux cas ne sont que des illustrations de la gravité de la situation et les derniers en date d'une longue série durant ces deux dernières années.

Nombreux hôpitaux ont été attaqués ou empêchés de fonctionner à cause de l'insécurité. C'est inadmissible dans un pays comme Haïti où l'accès aux soins est déjà très limité.

Les signataires exigent de la part de tous les porteurs d'armes, quels qu'ils soient, le respect de la neutralité et de l'inviolabilité des institutions médicales en Haïti.

Port au Prince, le 11/08/2023 :

Signataires :



Association Médicale Haïtienne



Association des hôpitaux privés d'Haïti



Hôpital Adventiste de Diquini



Les Centres Gheskio



Médecins Sans Frontières



Fondation St Luc et St Damien

Annexe : Quelques exemples récents et connus des incidents (liste non exhaustive)

- *Le jeudi 27 juillet, le directeur de l'épidémiologie des laboratoires et de la recherche a été enlevé au niveau de Delmas 31.*
- *Le samedi 22 juillet 2023, le directeur de la direction de la santé de la famille a été enlevé au niveau de Tabarre*
- *Dans la nuit du 6 au 7 juillet 2023, une vingtaine d'hommes armés se sont introduits à l'hôpital Traumatologie de MSF à Tabarre pour sortir un patient blessé par balle alors qu'il était encore au bloc.*
- *Le 19 juin 2023, l'hôpital communautaire de Bon repos, Zilda Arns a été attaqué par des individus armés qui ont tout pillé et même kidnappé 6 agents de sécurité.*
- *Le 14 février 2023, deux cadres de Gheskio ont été enlevé alors qu'ils quittaient leur lieu de travail tandis que quelques jours auparavant, un autre médecin de la même institution avait été enlevé.*
- *Le 26 janvier 2023, dans une structure de santé supporté par MSF, l'hôpital Raoul Pierre Louis, des individus armés ont pénétré aux urgences et ont sorti un patient avant de l'abattre devant l'hôpital.*
- *Le 14 août 2022, des hommes armés ont débarqué au niveau de l'hôpital Raoul Pierre Louis, à Arcachon 32 et ont sorti un patient pris en charge aux urgences avant de l'exécuter.*
- *Le 3 juillet 2022, un médecin a été enlevé alors qu'il quittait son service au niveau de l'hôpital St Luc à Tabarre.*
- *Le 17 Mai 2022, le directeur médical de l'Hôpital Universitaire d'Etat d'Haiti a été enlevé par des hommes armés dans les parages de l'hôpital.*
- *Juin 2021, MSF a été contraint de quitter le centre d'urgence de Martissant à la suite des violents affrontements entre groupes armés de la zone mettant en danger ses personnels et les patients.*

One of the most important Health Centers in Haiti are the Ghesko Centers.

The following charts were prepared by Ghesko.²⁵¹

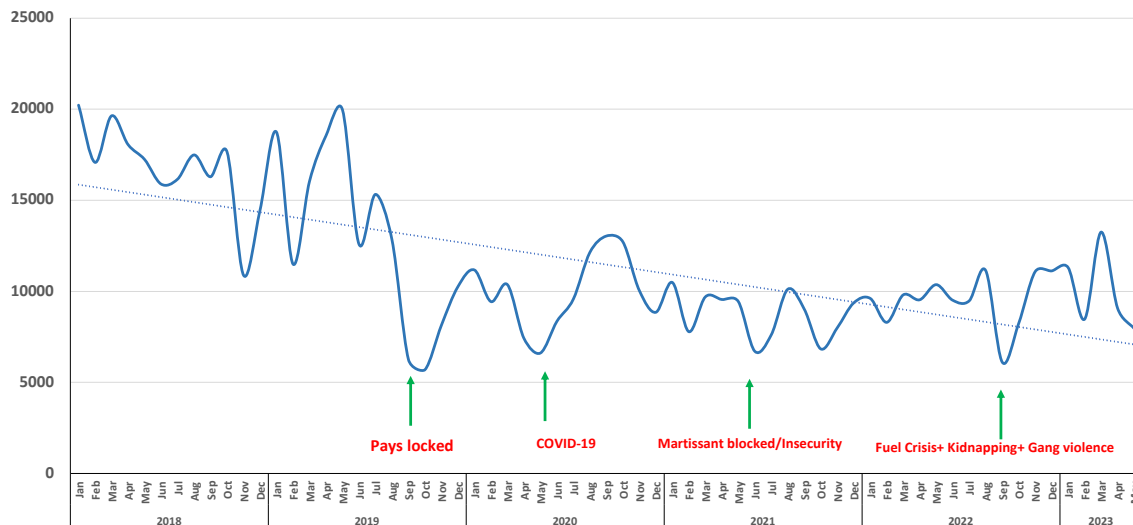
	TOTAL	2021	2022	2023 (as of 5/2023)	Comments
I. # of GHESKIO employees including CHWs *	Average number from 2021-2023: 585	512	559	683	Average number of employees from 2021-2023 is 585.
1) # Kidnapped with dates	15/585=2.6%	1 (12/4/21)	11 • 5 (8/2/22) • 6(8/15/22)	3 • 1 (2/9/23) • 2 (2/14/23)	5 episodes of kidnapping of a total of 15 employees. All were released without ransom.
2) # Aggressed on the way to and back from work	363/585=62%	38	79	246	All experienced directly/indirectly the impact of insecurity
3) Number forced to abandon their Home	221/585= 38%	11	24	186	Staff were aggressed mostly in 2023.
4) Number who resigned	245/585= 42%	84	113	48	The % of resignation increased with US humanitarian parole program
II. # of raped victims in time	360	130	147	83	Increased % of sexual assaults with armed aggressor (s).
III. # of patients unable to come to receive healthcare	27,611 patients unable to attend both centers in the past 2 years (2021 and 2022)	6,096 patients unable to receive care at both centers compared to 2020	21,515 patients unable to received care at both centers compared to 2020	13,947 patients unable to received care at both centers compared to 2020	Increased number of patients unable to come to GHESKIO centers. Contingency plan activated: we had to set up 10 Comprehensive Community Centers to ensure continuity of services
IV. # of children unable to attend the	Average number from 2021 to 2023 115/337 (34%)	15/310 (5%)	28/351 (8%)	301 /351 (86%)	86% unable to come to GHESKIO school in 2023; parents requested catch-up courses.

²⁵¹ See Report on the impact of violence on the provision of healthcare at GHESKIO Centers, June 2023. In file with the Panel.

	GHESKIO school					
V.	# of children with malnutrition	2,949	971	1547	431	Increased cases of acute malnutrition in 2022; less cases in 2023 because of insecurity
VI.	Decrease in # of patients visiting GHESKIO followed by a curve showing the decline	48,283 patients- visit missed at both centers in the past two years (2021 and 2022)	14,079 patients-visits missed compared to 2020	34,204 patients-visit missed compared to 2020	38,434 patients-visit missed compared to 2020	Decreased number of patients due to insecurity. We had to set up elsewhere 10 community Centers to offer continuity of care
VII.	Training courses that had to be postponed	10/30 (30%) training sessions postponed over the past three (3) Years	1 /10 (10%) session postponed	2 /10 (20%) training sessions postponed	7/10 (70%) training sessions postponed	Increasing % of Training sessions postponed because of insecurity
VIII.	Disturbance in the provision of equipment and supply	Major disturbance in lab supplies and equipment	International technicians unable to come to recertify our labs since 2021	International technicians unable to come to repair our Hematology machine since 2022	International technicians unable to come to replace the Chiller (the main part) of the BSL3 Lab system) since 12/2021	Operations at the GHESKIO lab affected due to disturbance in equipment and lab supplies.

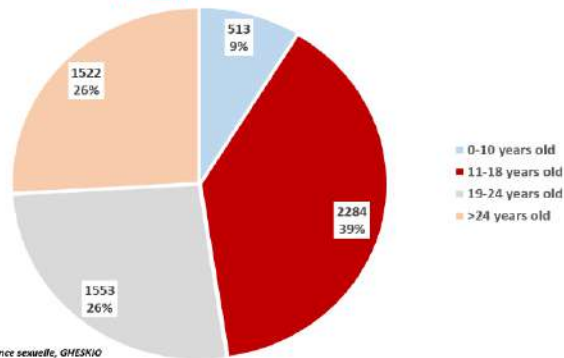
Decreased Number of patients visiting GHESKIO Centers

January 2018 to May 2023



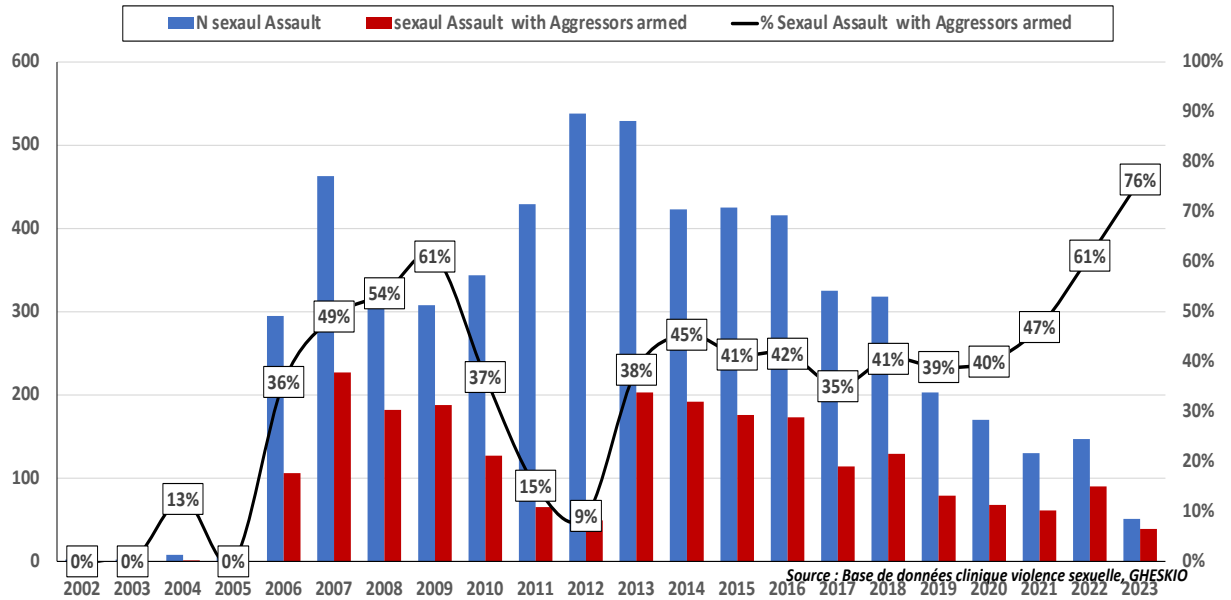
Number of Sexual Violence at GHEKIO N=5,872

Figure 2: Victime de violence sexuelle par tranche d'âge,
Les Centres GHEKIO, N= 5872



Number of raped Victims Received at GHESKIO

Increased proportion of raped victims by **armed** aggressors during sexual assault
2002 – May 2023
N= 5872



Annex 45: Disbursement of Petrocaribe funds

Table showing how Petrocaribe funds were allocated per the 11 administrative departments of Haiti, with the bulk of the projects being in Port-au-Prince

Une plus grande diversification :

Comme constaté, il y a une plus grande diversification des projets sous l'air Martelly-Lamothe. Tous les secteurs de la vie nationale sont donc touchés. Les infrastructures routières qui représentaient 65% des projets du gouvernement Bellerive, tombent à 31%. Cette forte baisse est constatée au profit de la gestion publique (11.9%), la rénovation urbaine (10.8%) et le social (9.4%).

Répartition des projets par zone géographique :

REGION	PROJETS	REVISES	%
Artibonite	9	29 768 200,85	4,50%
Centre	5	23 746 554,97	3,60%
Grand Anse	7	17 765 019,51	2,70%
National	38	243 399 944,73	36,40%
Nippes	4	16 311 036,69	2,40%
Nord	18	29 134 698,47	4,40%
Nord est	1	2 879 410,23	0,40%
Nord Ouest	3	8 025 752,61	1,20%
Ouest	44	217 142 872,26	32,50%
Sud	11	45 524 339,25	6,80%
Sud Est	9	35 117 912,87	5,30%
Total	149	668 815 742,44	100,00%

Tous les départements sont représentés. Cependant la plus grande partie est toujours attribuée au département de l'Ouest, avec une enveloppe de 217.1 millions de dollars (32.5%), suivi des projets nationaux (36.4%).

Table showing the breakdown of the budget allocation per sector. As noted, it was during Martelly-Lamothe's government that the real work of reconstructing Haiti started, with the release of Petrocaribe funds following the earthquake of 2010, Hurricane Sandy and a cholera outbreak.

Le gouvernement Lamothe fait également le suivi des contrats signés par le gouvernement Préval-Bellerive.

De plus, le gouvernement Martelly-Lamothe fait le suivi de nombreux contrats hérités de l'Administration Préval-Bellerive.

Il faut cependant noter que c'est durant son administration que les travaux liés à la reconstruction ont réellement commencé.

Décaissement

Le taux de décaissement des projets de ces six résolutions est de 100%.

Analyse des résolutions :

Répartition des projets par secteur d'activité :

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	MONTANTS REVISES	%
AGRICOLE	9	24 399 660,33	3,60%
CULTURE	1	485 440,98	0,10%
EAU & ASSAINISSEMENT	6	10 942 635,31	1,60%
ECONOMIE	4	23 924 697,57	3,60%
EDIFICE PUBLIC	6	42 004 179,60	6,30%
EDUCATION	4	6 636 817,28	1,00%
ENERGIE	4	18 730 000,00	2,80%
ENVIRONNEMENT	1	1 901 846,49	0,30%
GESTION PUBLIQUE	7	79 873 946,91	11,90%
HABITAT	5	38 801 928,58	5,80%
INFR AEROPORTUAIRE	2	12 231 690,60	1,80%
INFRASTRUCTURE ROUTIERE	51	209 267 272,00	31,30%
MARCHE	2	5 342 314,13	0,80%
PORT	1	1 000 000,00	0,10%
RENOVATION URBAINE	21	72 030 670,03	10,80%
SANTE	4	32 141 346,07	4,80%
SECURITE	6	14 590 111,13	2,20%
SOCIAL	8	62 727 907,84	9,40%
SPORT	5	9 260 055,43	1,40%
TOURISME	2	2 523 222,20	0,40%
Total	149	668 815 742,44	100,00%

Annex 41: Lamothe and Martelly business relations

The Panel established that the two have a long business relationship going back to 2004. A company registration certificate obtained by the Panel depicts the two as joint officers and directors of a company known as MIABEACH HOLDING COMPANY. Lamothe and Martelly are registered as part of the directors. The Panel is aware of at least six other companies in which Martelly, and Lamothe are partners.

2004 FOR PROFIT CORPORATION ANNUAL REPORT		FILED Sep 13, 2004 Secretary of State	
DOCUMENT# P02000046687			
Entity Name: MIABEACH HOLDING COMPANY			
Current Principal Place of Business:		New Principal Place of Business:	
3775 KUMQUAT AVENUE COCONUT GROVE, FL 33133			
Current Mailing Address:		New Mailing Address:	
3775 KUMQUAT AVENUE COCONUT GROVE, FL 33133			
FEI Number: 20-1029805	FEI Number Applied For ()	FEI Number Not Applicable ()	Certificate of Status Desired ()
Name and Address of Current Registered Agent:		Name and Address of New Registered Agent:	
RICARDO BAJANDAS 2699 SOUTH BAYSHORE DRIVE EIGHT FLOOR COCONUT GROVE, FL 33133			
The above named entity submits this statement for the purpose of changing its registered office or registered agent, or both, in the State of Florida.			
SIGNATURE: _____		Date _____	
Electronic Signature of Registered Agent			
Election Campaign Financing Trust Fund Contribution ()			
OFFICERS AND DIRECTORS:		ADDITIONS/CHANGES TO OFFICERS AND DIRECTORS:	
Title:		Title:	() Change () Addition
Name:	JR	Name:	PD (X) Change () Addition
Address:		Address:	MARTELLY, MICHAEL
City-St-Zip:		City-St-Zip:	3775 KUMQUAT AVENUE COCONUT GROVE, FL 33133
Title:	P () Delete	Title:	() Change () Addition
Name:	LAMOthe, LAURENT	Name:	
Address:	3775 KUMQUAT AVENUE	Address:	
City-St-Zip:	COCONUT GROVE, FL 33133	City-St-Zip:	
Title:	S (X) Delete	Title:	() Change () Addition
Name:	LAMOthe, LAURENT	Name:	
Address:	3775 KUMQUAT AVENUE	Address:	
City-St-Zip:	COCONUT GROVE, FL 33133	City-St-Zip:	
I hereby certify that the information supplied with this filing does not qualify for the for the exemption stated in Section 119.07(3)(l), Florida Statutes; I further certify that the information indicated on this report or supplemental report is true and accurate and that my electronic signature shall have the same legal effect as if made under oath; that I am an officer or director of the corporation or the receiver or trustee empowered to execute this report as required by Chapter 607, Florida Statutes; and that my name appears above, or on an attachment with an address, with all other like empowered.			
SIGNATURE: RICARDO BAJANDAS		AS	09/13/2004
Electronic Signature of Signing Officer or Director			Date

Annex 47: Diversion of funds by Patrick Noramé

Anti-corruption investigations found that in less than one month after he was appointed to head BMPAD, his bank accounts deposits increased gradually. This was so, regardless of the reality that Noramé's legitimate monthly salary since April 2016 was 920,650 HTG. Within a span of 13 months after becoming BMPAD head, his account had accumulated \$63,000 USD, and another account had 13,85,728 HTG that Noramé could not account for. In addition, was the loss of about 350,000 gallons of fuel valued at about \$300,000 USD. There were also several tender irregularities that were established.

At the conclusion of the work of the Government's anti-corruption commission of inquiry²⁵², it was found among other things that Patrick Noramé was answerable for:

- Diversion of four hundred and five (405) bags were subtracted for a total amount of 405,000.00 HTG.
- The loss by Haitian State of a total amount of 124, 355, 146.00 HTG on the sale of Japanese rice.
- An amount of 850,000.00 HTG he embezzled directly as part of the sale of rice with the complicity of the former head of public procurement at BMPAD.

²⁵² ULCC. 2021. Résumé exécutif du rapport de l'enquête conduite par l'ULCC sur la gestion d'un don de riz par le Japon au BMPAD en 2016.